

هكذا في العمل

« Sans Visa » : Rio, l'envers de la nuit

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14723 - 6 F

SAMEDI 30 MAI 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



BOURSE ★★

A l'approche des élections législatives

Le débat sur la violence et la sécurité s'exacerbe en Israël

La vengeance et le droit

ISRAËL vient de connaître une vague de violence physique et verbale sans précédent dans son histoire. Depuis l'assassinat d'une lycéenne, dimanche 24 mai, près de Tel-Aviv, et celui d'un rabbin, mercredi, non loin de Gaza, nombreux d'Israéliens ont réagi aveuglément à l'encontre des Palestiniens, dans un climat de vengeance confinant souvent au lynchage. Et ils l'ont fait presque sans retenue de la part des autorités. C'est surtout cela qui est nouveau.

Il aura fallu attendre jeudi 28 mai pour que, dans la soirée, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, lance un clair appel au calme, alors que dimanche la télévision nationale lui avait prêté des propos - tardivement corrigés - paraissant justifier la vengeance contre les Arabes meurtriers. Parmi d'autres membres du gouvernement, qui se sont livrés à d'inquiétantes déclarations, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Benjamin Netanyahu, a suggéré que le meilleur moyen de combattre l'insécurité est d'instituer la peine capitale et de libéraliser davantage l'obtention des permis de ports d'armes pour les seuls Juifs. Exemple typique des dérives actuelles : le commandant des forces armées dans la bande de Gaza n'a été que « réprimandé » par ses supérieurs pour avoir pris sur lui de faire immédiatement détruire à l'explosif la maison familiale du jeune assassin de la lycéenne.

De telles attitudes traduisent un sensible recul de la notion d'Etat de droit. D'autant plus notable qu'Israël a été fondé sur des « actes fondateurs de droit », ignorés jusqu'alors dans cette partie du monde, et qu'il a pu longtemps s'en prévaloir en refusant de céder à un environnement d'extrême violence dont les Arabes étaient en grande partie responsables.

Dans ces conditions, il est remarquable que M. Itzhak Herzog, président de l'Etat d'Israël et héritier de la rigueur morale des pères fondateurs, ait jugé nécessaire de rappeler à l'ordre les manifestants anti-Arabes. En voyage en Pologne, visitant le site d'Auschwitz, il a déclaré jeudi qu'on devrait « amener ces jeunes gens » en ce sinistre lieu « pour leur montrer ce qui peut arriver quand on oublie les principes du judaïsme et de la démocratie ».

Il est non moins remarquable que, dans le même temps, les dirigeants palestiniens multiplient auprès de leurs compatriotes les consignes de modération, alors qu'auparavant ils ne s'étaient pas souvent distingués par de pareilles démarches, tant s'en faut. Jeudi soir, M. Fayyad Hussein, chef de file des proches de l'OLP, a clairement condamné les derniers assassinats de civils israéliens commis par des Palestiniens. En dénonçant aussi, de plus en plus fréquemment, les exécutions de « collaborateurs », les dirigeants palestiniens expriment le souci qu'ils ont d'améliorer leur image au regard des Occidentaux. Israël ferait bien de veiller à préserver la sienne, car c'est elle, pour beaucoup, qui lui a permis longtemps d'obtenir un indispensable soutien occidental dans son conflit avec le monde arabe.

M0147 - 0530 0 - 6.00 F



Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a lancé, jeudi 28 mai, un appel au calme aux habitants de Bat-Yam, qui manifestent violemment depuis l'assassinat d'une jeune Israélienne par un Palestinien. D'autre part, la commission centrale des élections a interdit au mouvement d'inspiration raciste. Kach de se présenter aux législatives du 23 juin, à l'approche desquelles le débat sur la sécurité s'exacerbe.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Mort aux Arabes ! Les Arabes, dehors ! » Quatre jours après l'assassinat d'une adolescente en Israël, assassinat suivi par le meurtre d'un rabbin, mercredi, dans la bande de Gaza, la tension est restée assez vive, jeudi 28 mai, dans les territoires occupés, aussi bien qu'à Bat-Yam, cité balnéaire proche de Tel-Aviv, où des échauffourées, sur fond de slogans anti-arabes, ont encore mis aux prises, dans la soirée, des centaines de jeunes juifs à d'imposantes forces de l'ordre.

Plus ou moins manipulés par certaines organisations racistes d'extrême droite, à trois semaines des élections législatives, les

émeutiers de Bat-Yam, jeunes et souvent chômeurs, n'ont pas voulu entendre les appels au calme lancés par le propre père de la jeune Helena Rapp, poignardée, dimanche, par un Palestinien, également chômeur, et résidant dans la bande de Gaza. « Pourquoi crier « Mort aux Arabes ! », s'est exclamé M. Zeev Rapp au cours d'une réunion de plus de deux mille personnes, organisée par la municipalité. Nous ne voulons la mort de personne. Nous exigeons simplement la sécurité pour nos enfants. Les Arabes viennent ici pour tuer. C'est terminé, nous n'en voulons plus ici. »

PATRICE CLAUDE

Lire la suite et l'article de MOUINA NAÏM page 4

Accusations, boycottage, sanctions

Les dirigeants de Belgrade sont de plus en plus isolés

Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU s'apprête à adopter une résolution prévoyant un blocus commercial et pétrolier « immédiat » de la Serbie, le régime de M. Slobodan Milosevic est mis en accusation à Belgrade. Rejoignant l'opposition démocratique, qui a appelé à un boycottage des élections de dimanche, l'Eglise orthodoxe serbe s'est livrée, jeudi 28 mai, à un réquisitoire contre le pouvoir « socialiste ».



Lire nos informations page 3

L'assurance-chômage en panne

Certains chômeurs pourraient faire les frais du déficit de l'UNEDIC

par Alain Lebaube

Plus que jamais, le dossier de l'assurance-chômage ressemble au feuilleton de la Sécurité sociale. Les déficits (vingt milliards de francs en cumulé fin 1992) et les plans de redressement se succèdent à toute allure sous la pression des événements. Parce que le mal est endémique, il faut prendre des mesures de plus en plus punitives qui finissent par attaquer le cœur même du dispositif de couverture sociale.

Fin 1989, constatant le rétablissement des comptes de l'UNEDIC dû à la reprise de l'emploi, les personnalités sociales avaient signé une nouvelle convention de trois ans alors que les précédentes ne portaient que sur deux années. Forts, pour la première fois depuis 1981, d'un excédent qui devait être de 600 millions de francs à la fin de 1990, ils décidaient d'améliorer les prestations.

Lire la suite page 14

Ossétie, la guerre interminable

M. Chevadrnadze n'a pas mis fin au conflit entre Géorgiens et Ossètes

TSKHINVALI

de notre envoyé spécial

Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud, est bombardée chaque nuit par les « irréguliers » géorgiens. Le premier obus de la journée est tombé vers 16 h 30 sur un ensemble de logements collectifs de la périphérie de la ville, déjà touchée ces jours der-

niers, comme en témoignent les vitres brisées, les murs noirs et les amoncellements de gravats. Trois autres explosions ont suivi, ainsi que des tirs d'armes automatiques. Cela a continué tout au long de la nuit, jusqu'à 6 heures du matin. Le bilan des dernières vingt-quatre heures était, à l'aube du jeudi 28 mai, de quatre morts et onze blessés.

La ville vit à nouveau, comme à l'automne dernier mais de façon plus intense, au rythme des bombardements effectués par ces miliciens géorgiens, plus ou moins irréguliers, qui ont pris position sur les collines environnantes. Parfois, ils sont suffisamment proches pour tirer à la mitrailleuse. Ils entendent ainsi « punir » la petite République caucasienne de l'Ossétie du Sud

(cent mille habitants avant les combats) qui s'était déclarée indépendante de la Géorgie, à laquelle le pouvoir soviétique l'avait rattachée dans les années 20 et qui veut être réunifiée avec l'Ossétie du Nord (six cent mille habitants), laquelle fait partie de la Fédération de Russie.

DOMINIQUE DHOMBRES

Lire la suite page 3

Le désaccord commercial Europe - Etats-Unis

La reprise des discussions agricoles à Washington s'est soldée par un échec.

Lire page 14

Les archives de l'Occupation

Des historiens protestent contre la publication de documents des années 1939-1945 photocopiés en fraude à Toulouse.

Lire page 9

Un entretien avec M. Le Pen

Le ministre des DOM-TOM affirme que la construction européenne épargnera aux Antilles françaises « le cauchemar haïtien ».

Lire page 8

POINT

Les « primaires » en Californie

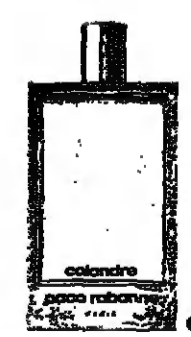
Un test électoral après les émeutes de Los Angeles.

Lire page 6

Le sommaire complet se trouve page 20



IL Y A TANT DE FAÇONS DE PORTER PACO RABANNE.



colandre

paco rabanne

PARIS

Le Gers paysan à l'encan

Au pays de d'Artagnan, les agriculteurs voient leur mort annoncée

AUCH

de notre envoyée spéciale

Avec les moutons, Bull le chien fait toujours un peu de zèle. Et même avec l'agneau de quinze jours abandonné par sa mère et qu'il faut nourrir au biberon. La brebis a fait des « doubles » et oublié jusqu'à l'existence du premier-né. Alors Bull se charge de lui tirer les oreilles, avant d'aller chercher le matricule « quinze vert » qui s'est encore échappé.

Chez les Jacquet, il y a encore 800 bêtes. Mais Philippe, éleveur depuis vingt-sept ans, a l'intention de vendre la moitié du troupeau. Il fait partie de ces agriculteurs qui craquent, tout doucement, sans alerter la préfecture ni le ministère. La nouvelle politique agricole l'« étrangle » il ne la condamne même pas. C'est à la fois plus simple et plus inéluctable que cela : « On ne peut plus ». Le couple habite à Castillon-Debaix, une commune de 330 habitants, près de Vic-Fezensac, dans le Gers des coteaux et des collines toboggans. Douces au regard, périlleuses à la culture. Chaque année, plusieurs agriculteurs sont emportés par la pente avec leur tracteur. Mais les Gersois n'en travaillent pas moins la terre jusqu'à la moindre parcelle, en bons élèves de la course

au rendement (1). Et leurs jardins épousent de si près les courbes du terrain qu'on les croirait gravés ensemble, nature et cultures. Un jardin, oui, que ce département, avec ses sillons bien peignés, ses parcelles bien tracées. Pas tout à fait celui des « paysagistes » de M. Mermaz.

Mais les agriculteurs, pour l'instant, sont mobilisés par les foins, l'ensilage et l'arrosage. Alors les militants de la FDSEA et du CDA se sont chargés d'organiser quelques barrages routiers et d'aller réveiller le préfet, qui a joué le jeu et pris des notes. C'est de bonne guerre.

CORINE LESNES

Lire la suite page 15

(1) Le Gers est passé du 66^e rang français pour la production brute en 1978 au 10^e en 1985.

SANS VISA

■ Lyon, païsa des fièvres.
■ Paris entre les gares. ■ La tourterelle sur les armes du Médoc. ■ La vigie du Pont-Neuf.

Pages 21 à 28

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 S CAN; Espagne, 180 PTA; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,50 £; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 480 F CFA; Suède, 1,50 KR; Suisse, 1,50 SF; USA (NY), 2 S; USA (autres), 2,60 S.

DÉBATS

Médecine

Il ne faut pas tirer sur le pianiste

par Luiz Pereira da Silva

DANS son allocution à la 45^e Assemblée mondiale de la santé, le 5 mai, M. Bernard Kouchner a vivement critiqué la mollesse de l'action de l'OMS, en particulier son absence sur le terrain. Et pour y porter remède, il a réclamé la constitution d'une « force de frappe sanitaire » centralisée à Genève, capable de répondre rapidement à des besoins urgents et d'intervenir efficacement et rapidement dans des « actions plus vives de l'OMS aux côtés des malades (...) plus pauvres ».

Ces déclarations, inspirées des riches expériences d'actions humanitaires entreprises dans le passé par les Médecins sans frontières et les Médecins du monde, sous l'impulsion de l'actuel ministre de la santé, méritent, toutefois, quelques commentaires.

Il est évident que des actions urgentes de solidarité internationale sont indispensables pour répondre à des situations catastrophiques comme l'accident nucléaire de Tchernobyl, les explosions des canalisations de gaz à Guadalajara, les tremblements de terre en Arménie, ou encore la sécheresse en Éthiopie. Nul pays, nulle société, riche ou pauvre, n'est à l'abri de l'accident géologique, social, atmosphérique ou politico-militaire qui peut dépasser momentanément ou complètement ses capacités de réponse sur le plan sanitaire et obliger d'appeler à l'aide internationale. Que l'on puisse créer une cellule de crise à Genève, associée à l'OMS, pour gérer une intervention décentralisée, c'est peut-être une bonne initiative.

Il est, par contre, nécessaire d'éviter la généralisation de l'idée que les problèmes de santé du tiers-monde sont dus à des situations exceptionnelles, à des accidents telluriques ou climatiques, ou à des drames aigus sociaux et politiques. Sur cette question, le rapport sur le développement de la Banque mondiale (1), qui traite des services sociaux et de la santé publique dans le monde nous fournit beaucoup d'éclaircissements.

Le rapport, dans la description des indicateurs de base, commence par classer les cent vingt et un pays étudiés en quatre groupes : pays à faibles revenus (PNB par habitant inférieur à 500 dollars annuels), pays à revenu intermédiaire-inférieur (PNB entre 500 et 2 100 dollars), pays à revenu intermédiaire-supérieur (PNB entre 2 100 et 3 000 dollars) et pays à hauts revenus (PNB supérieur à 3 000 dollars). L'analyse des indicateurs sanitaires montre que ceux-ci suivent, en corrélation directe, les indicateurs de base : ainsi l'espérance de vie à la naissance, qui est de cinquante-quatre ans en moyenne dans les quarante pays du premier groupe, monte à soixante-cinq dans le deuxième groupe et à soixante-huit dans le troisième, pour arriver à soixante-seize dans les pays de l'OCDE. La mortalité infantile, qui

atteint 10 % dans le premier groupe, descend progressivement pour atteindre 0,8 % dans le quatrième.

En d'autres termes, quatre millions d'enfants meurent chaque année dans les pays à faible revenu avant l'âge d'un an et plus d'un million supplémentaire avant l'âge de cinq ans. Dix millions de jeunes adultes meurent chaque année dans les pays sous-développés et, parmi eux, cinq cent mille femmes meurent en couches. En Afrique subsaharienne, un jeune de quinze ans a moins de 50 % de chance de vivre jusqu'à soixante ans.

On a souvent dit qu'un trop-plein de drames élimine la dramatisation. Quand le problème de santé des trois quarts de l'humanité atteint de telles dimensions, il perd sa capacité d'émouvoir. Il n'a plus le même impact sur le téléspectateur que l'image directe d'une inondation ou d'un glissement de terrain provoquant quelques centaines de victimes. Il devient incommensurable, impersonnel, neutre et se transforme en une valeur statistique. Mais, malgré cela, on peut se demander, par curiosité, de quoi meurent, si précocement, tous ces millions de nos semblables. Des ouragans ? Des éruptions volcaniques ? Des sécheresses ravageuses ? Non, ils meurent presque tous simplement, « paisiblement », de diarrhée, d'infections intestinales ou pulmonaires banales, de paludisme, de maladies ou d'affections le plus souvent parfaitement contrôlables ou curables.

Pourquoi cette absence de révolte ?

Pourquoi une telle inertie face à des événements qu'on sait non inévitables, ce conformisme, cette absence de révolte ?

Tous ceux qui ont l'expérience du travail sur le terrain dans les pays sous-développés savent que cette situation est le reflet de l'absence totale de ressources et de moyens. Le rapport sur le développement de la Banque mondiale de 1990 l'exprime en chiffres : les pays du premier groupe disposent en moyenne, pour des actions directes de santé, de moins de 10 dollars par an par habitant. Comme la plupart de ces rares ressources sont absorbées par des activités hospitalières urbaines, il est facile de conclure que la presque totalité de la population rurale, pourtant majoritaire, ne reçoit aucun bénéfice des actions de santé.

Dans ces conditions, il est impensable, par exemple, de concevoir une action éducative de prévention du sida, simplement parce qu'il n'y aura pas de ressources pour financer les préservatifs. Il est également impossible de financer les contraceptifs, et donc d'envisager des campagnes de contrôle de natalité. C'est une situation très bien connue de l'OMS, qui voit ainsi extrêmement réduite sa capacité d'intervention. L'OMS ne peut, en général, rien faire d'autre

que de gérer la pauvreté et elle n'a pu jouer jusqu'à présent un rôle actif important que dans les campagnes de vaccination des maladies infantiles.

Il ne faut donc pas tirer sur le pianiste. L'OMS ne peut jouer que les partitions compatibles avec les moyens mis à sa disposition par les contributions des pays membres qui ont plus de ressources. Il est sans doute vrai, comme le signale M. Kouchner, que l'OMS souffre d'une pléthore d'études théoriques au détriment des activités opérationnelles sur le terrain. Mais, même si elle renvoyait tous les techniciens et bureaucrates de Genève pour affecter ses ressources à une aide directe aux pays à faible revenu, le montant de l'aide, calculé sur le budget actuel de l'OMS, ne serait que de quelques centimes par habitant.

Un commando tiers-mondiste

Il est donc clair qu'il appartient aux communautés nationales d'apporter les solutions à leurs problèmes sanitaires. Les pays pauvres doivent compter surtout sur leurs propres moyens, à l'exception de quelques actions ponctuelles et de l'aide technique des organismes internationaux comme l'OMS. Il est clair, aussi, que les problèmes sanitaires ont des composantes complexes et que les solutions impliquent de nombreuses mesures sur les plans éducatif, médical, social et économique. Il est clair, enfin, étant donné leurs revenus actuels insignifiants, que les pays les plus pauvres n'ont pas de solutions à apporter à tous ces graves problèmes de santé. Toute amélioration dans ce sens passe par le redressement des situations économiques, le développement des activités productives et l'augmentation des revenus nationaux.

C'est sur cette voie, celle de la coopération économique internationale, et sur elle seule, que les pays développés et riches pourront ouvrir pour permettre aux pays pauvres d'apporter, par eux-mêmes, à long terme, les solutions à leurs problèmes de santé. Là, où existe le terrain médico-sanitaire pour un domaine plus complexe, qui n'est pas le mien. Essayons, tout de même, d'examiner ce qui se passe dans quelques exemples de l'actualité.

Lors d'une initiative diplomatique sans précédent, les présidents de trois pays d'Amérique centrale - Costa Rica, Panama et Honduras - ont demandé à être reçus par M. François Mitterrand. Ils voulaient convaincre le président français d'obtenir la modification des dispositifs de commercialisation de la banane sur le territoire de la CEE à partir de 1993, qu'ils considéraient « inacceptables et catastrophiques » pour les pays exportateurs de bananes. M. Oscar Arias, ancien président du Costa Rica, prix Nobel de la paix, avait déclaré à ce sujet que le dispositif

adopté par la CEE « défend les intérêts de quelques producteurs des Caraïbes alors que les pays riches devraient faire un effort pour éliminer les causes de conflits en Amérique centrale et nous aider à avoir la paix sociale » (2).

La presse annonçait dans la même semaine que le café était coté à la Bourse de Londres à 59,25 cents la livre, alors qu'en 1989 le prix était de 129,22 cents. Pour la seule Colombie, cela représente une diminution du revenu en devises à l'exportation de plus de 1 milliard de dollars par an. L'Ouganda, pour qui le café représente 95 % des exportations, a vu ainsi diminuer ses revenus d'exportation de 450 millions de dollars en 1990 à moins de 150 millions en 1991.

Depuis plusieurs mois, la cotation du cacao à Londres et à New-York est en chute libre. Les répercussions socio-économiques sont terribles dans plusieurs pays producteurs comme le Bénin et particulièrement au Côte d'Ivoire. L'effondrement des économies agricoles d'exportation en Afrique de l'Ouest et centrale a entraîné des baisses de revenus nationaux avec des répercussions directes dans les budgets nationaux de santé, qui ont diminué en termes réels au cours de la décennie 1980-1990 (5 % en Côte d'Ivoire, 14 % en Centrafrique, 13 % au Zaïre, etc.) (3).

Cette situation économique très critique et les tendances actuelles du commerce international pénalisent essentiellement les pays dépendant de la production de matières premières minières et agricoles. Elle élimine toutes les prétentions à une amélioration à court terme de leur situation sanitaire.

Puisque M. Bernard Kouchner suggère, en ce moment critique, la création d'une « force de frappe », on peut se demander comment, dans un tel contexte, celle-ci pourrait être opérationnelle. Je vois mal les équipes de médecins et infirmiers des pays riches faire débarquer, des gros porteurs Hercules, des millions de préservatifs pour procéder aux opérations de contrôle du sida. Je verrais plutôt beaucoup mieux, par exemple, « Don Diego », masqué de son gilet noir traditionnel, envahir la Bourse de Londres ou de New-York à la tête d'un commando tiers-mondiste et, devant les golden boys enthousiastes, dessiner victorieusement à l'épée son « Z » vindicatif sur les cours des matières premières.

► Luiz Pereira da Silva est directeur de recherches au CNRS.

(1) « Rapport sur le développement dans le monde, 1990 », Banque mondiale, Washington.

(2) Le Monde daté 10-11 mai 1992.

(3) « Rapport sectoriel sur la santé dans le monde, 1990 », Banque mondiale, Washington.

Information, marketing et grossesse tardive

par le professeur Emile Papiernik

Je sais fort bien que les magazines féminins vivent du mythe de l'éternelle jeunesse, mais quand même ! Écrire et essayer de convaincre les femmes qu'une grossesse à cinquante ans, c'est bien, est de l'ordre du trop.

Je ne veux pas avoir s'il s'agit d'une illusion, d'un rêve collectif ou d'une absence d'information, cela n'a pas vraiment d'importance, ce qui importe, c'est que c'est faux et dangereux. Il a suffi qu'une science célèbre se propose de devenir anecdotique après le ménopausé pour que ce rêve soit proposé sans vergogne à toutes les femmes sans aucune mesure ni aucune précaution. Je sais bien que le ménopausé semble avoir disparu depuis les traitements hormonaux - et ceux-ci sont justifiés - mais quand même ! Comment peut-on, à ce point, perdre de vue la réalité ?

Ce qui est proposé, c'est d'utiliser les techniques de la fécondation *in vitro* et du don d'ovocytes, non pas pour des femmes stériles mais pour des femmes qui naturellement ne peuvent plus avoir d'enfants. Que cette technique soit proposée en cas de ménopausé à vingt-cinq ans, j'en suis persuadé. Mais pas à cinquante ans. Il s'agit clairement d'un détournement des techniques de procréation médicalement assistée à des fins tout à fait étrangères à la stérilité du couple.

Proposer qu'une grossesse à cinquante ans soit normale, c'est oublier, par ignorance ou par volonté d'ignorer, que l'âge est un facteur de risque de mort maternelle. Vous avez peut-être oublié que la grossesse ou l'accouchement sont deux événements causés de mort de la femme. Ce risque est, à cet âge, dix fois plus important qu'à trente-cinq ans, et cent fois plus important qu'à vingt-cinq ans.

La mort ou pire, car le danger de l'âge peut se manifester par le vieillissement des artères, et l'on sait que la grossesse est une formidable épreuve pour les artères du fait de l'augmentation du volume sanguin qu'elle provoque. Une hypertension artérielle chronique aggrave les risques de la grossesse tardive, ce qui a pour conséquence d'augmenter le risque de rupture des artères cérébrales. Est-on sûr que toutes les femmes qui prennent ce risque sont vraiment informées ?

Je ne comprends pas bien les motivations des magazines féminins, en dehors bien sûr de jouer sur la part de rêve de chaque femme qu'elle peut encore être

mère alors qu'elle atteint tranquillement l'âge d'être grand-mère. A moins qu'il ne s'agisse tout simplement d'une opération de marketing pour les cabinets américains de fécondation *in vitro*, désireux d'augmenter leur clientèle. Si on pouvait convaincre les femmes de quarante ou cinquante ans de vouloir être enceintes, elles seraient devant la difficulté de la réduction de leur fertilité naturelle, qui a presque disparu. Quelle merveilleuse source de clientèle, et pratiquement infinie puisque les femmes ménopausées sont des millions !

Ce qui me désole le plus dans cette information, c'est l'autorisation tacite donnée à toutes les femmes de décaler le moment d'avoir un enfant vers un âge plus avancé. Ce faisant, on renforce encore la tendance actuelle à décaler l'enfant ou les enfants désirés après trente ans plutôt qu'avant, et bientôt après quarante ans plutôt qu'avant. Or, nous sommes actuellement en train de mesurer toutes les conséquences liées à cette évolution récente de l'âge de faire des enfants. Prenons le risque de mongolisme, par exemple, que nous avons si bien fait disparaître après trente-huit ans. Ce qui arrive actuellement, c'est que nous notons qu'il n'y a pas eu de diminution du nombre d'enfants mongols à la naissance, et ce malgré toutes les interruptions de grossesse qui ont été faites.

L'explication doit tenir compte du fait que le nombre de conceptions d'enfants mongols a nettement augmenté, probablement plus que doublé. Les femmes de vingt-cinq ans ont un risque de mongolisme non nul mais très bas, d'un mongolien pour mille huit cents naissances ; mais, les femmes de trente à trente-cinq ans ont un risque double d'un mongolien pour mille naissances. Le fait que beaucoup de femmes ont décalé l'âge de faire des enfants de vingt-cinq ans vers trente-trois-cinq ans a doublé pour elles le risque d'avoir un enfant mongolien, et cela sans prévention possible autre que celle qui existe actuellement.

Si on banalise l'idée de faire des enfants tard, on va augmenter encore les cas de stérilité, augmenter les risques de danger pour le mère et augmenter le risque de naissance d'enfants mongols.

► Emile Papiernik est chef du service de gynécologie-obstétrique maternelle à l'hôpital Baudelocque.

COURRIER

Les journalistes et l'exemple canadien

Et si enfin on commençait... Depuis plusieurs mois, les échanges publics se multiplient et s'amplifient. Les questions, les interrogations, les critiques fusent et les réprobations menacent. Toute une profession est ainsi remise en cause. Après l'impression, la presse, la guerre du Golfe, le ton de l'interview récente du président de la République française, le métier de journaliste fait désormais l'objet d'un appel au début de la part du lecteur, de l'auditeur et du téléspectateur.

Ce débat peut-il être refusé ? Le moment n'est-il pas venu de le lancer publiquement ? A défaut de rechercher d'entrée de jeu un code de déontologie, ne faudrait-il pas tout simplement jalonner le cheminement de cette profession d'un certain nombre de balises ou de points de repère ? En effet, une balise n'a jamais empêché le skieur de faire du hors-piste ou le bateau de s'élever, au prix de quelques risques, directement en pleine mer.

Dans les deux cas, la responsabilité du skieur ou du barreur reste engagée. Et c'est bien ainsi ! A l'étranger, certains journalistes se sont penchés avant les Français sur cette question, en particulier au Canada. Dans ce pays, les journalistes de Radio-Canada (réseau audiovisuel de radio-TV de service public) disposent d'un « manuel » spécifique.

En deux éditions, francophone et anglophone, et en cent vingt-sept pages, il brasse les projecteurs de la réflexion sur nombre de situations qu'un journaliste peut ren-

contrer au cours de l'exercice quotidien de son métier : organisation de débats, respect des équilibres, le montage audiovisuel, les invitations au voyage, les cadeaux d'entreprise, les interviews téléphoniques, la réinsertion en milieu professionnel après un passage en politique, etc.

Selon un responsable journalistique de Radio-Canada, ce n'est ni une charte, ni un code, ni une réglementation, mais tout simple-

ment une somme d'éléments de réflexion destinés à éclairer le journaliste lorsque celui-ci est confronté à des problèmes « professionnels spécifiques ».

Et si, en France, on cherchait inspiration dans cette « édition spéciale », fruit de plus de quinze ans de façonnage et remis à chaque journaliste de Radio-Canada lors de son embauche ?

MAC LUTENBERG (Paris.)

Le Monde
Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Michel Cox, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avis
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-42-72-72
Téléc. MONDIPUB 634 128 F
Téléfax : 46-42-48-71 - Société filiale de la SARL Le Monde et des Médias et Régions Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Compagne 30-15 - Tappe LEMONDE
ou 36-15 - Tappe LM
Imprimé au « Monde »
12, r. M. Gumbou
94852 IVRY CEDEX
1991

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 208.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
			Vote normale y compris CEE avis
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 630 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
N° PP. Paris PP. 201 MGN 01

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Froppe, directeur de la rédaction Jacques Gullu, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Farenco, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vermet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10



ÉTRANGER

Le Monde • Samedi 30 mai 1992 • 3

Un nouveau projet de résolution présenté au Conseil de sécurité de l'ONU

Les Nations unies vont décréter un embargo commercial total et immédiat à l'encontre de Belgrade

Un nouveau projet de résolution contre la Serbie et le Monténégro rédigé par la Belgique, la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis devait être présenté aux autres membres du Conseil vendredi 29 mai. Cette résolution imposera un embargo commercial, y compris pétrolier, dès son adoption, contrairement au souhait initial de la France de ménager une progressivité dans les sanctions (*Le Monde* du 29 mai).

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Déplorant le « comportement serbe en Bosnie-Herzégovine » le projet de résolution « condamne les autorités de Serbie et du Monténégro, y compris l'armée populaire yougoslave » pour ne pas avoir respecté les décisions précédentes du Conseil (en particulier celle qui réclamait le retrait de toutes les forces étrangères de la Bosnie-Herzégovine). Il s'en prend également à « tous les éléments de l'armée croate encore présents en Bosnie ».

Aux termes de ce texte, tous les États sont tenus d'empêcher l'importation sur leur territoire de tous produits de base et de toutes marchandises en provenance de la

Serbie. Tous les transferts de fonds sont interdits. La vente par leurs nationaux, ou depuis leur territoire, par l'intermédiaire de navires battant leur pavillon, de tous produits de base, qu'ils proviennent ou non de leur territoire, est aussi interdite. Vivres et médicaments à usage humanitaire échappent à l'interdiction.

La résolution prévoit la suspension des liaisons aériennes avec la Serbie, sauf dans les cas humanitaires. Le niveau des personnels diplomatiques de la Serbie doit être réduit. Les coopérations sportives, scientifiques, techniques et culturelles, seront suspendues.

Les réticences de Moscou et l'Europe « incapable »

La résolution demande à tous les États de faire rapport au secrétaire général avant le 22 juin sur les mesures qui seront prises. Concernant l'aspect humanitaire, le texte « exige » que toutes les parties créent « immédiatement » les conditions nécessaires à la distribution, sans obstacles, de fournitures humanitaires à Sarajevo, y compris l'établissement de zones de sécurité incluant Sarajevo.

Le point qui sépare encore la France des autres coauteurs de la résolution est la question de la succession de la Yougoslavie aux Nations unies. Le texte recommande à l'Assemblée générale de refuser que la nouvelle « République fédérale yougoslave » proclamée par la Serbie et le Monténégro soit considérée comme l'État héritier de l'ancienne Yougoslavie. La France n'a pas donné son accord à ce passage du texte et pense qu'il « faut garder des liens entre les dirigeants serbes et la communauté internationale ».

Les auteurs du texte n'ont pas réussi à avoir l'accord de deux membres permanents, la Chine et la Russie. Les Occidentaux s'efforcent moins de la réserve de la Chine, estimant que Pékin s'abstiendrait « comme d'habitude », que de celle de la Russie.

Lors de consultations à huis clos jeudi soir, la Russie a fait valoir que ces mesures risquaient de radicaliser la position de la Serbie, qui n'aurait alors « plus rien à perdre ». L'ambassadeur Youli Voronstov aurait interrogé Américains et Britanniques sur ce qu'ils comptaient faire si les sanctions échouaient. « Allez-vous engager vos soldats ? », a-t-il demandé. Selon un diplomate présent aux consultations, « personne n'était en mesure de répondre ».

Les Russes affirment d'autre part que des sanctions contre la Serbie leur coûteraient « au moins » 1 milliard de dollars. Moscou insiste enfin pour que la fédération serbo-monténégrine soit reconnue comme État successeur de la Yougoslavie.

L'abstention de la Russie pourrait entraîner celles de la Chine, de l'Inde et du Zimbabwe. La résolution n'en sera pas moins adoptée « avant lundi ». Pour de nombreux diplomates à New-York, elle sera due à « l'intervention américaine ». Ils estiment que la Communauté européenne s'est montrée « incapable » de résoudre le problème depuis des mois et qu'il aura fallu les paroles très dures de M. James Baker pour l'obliger à prendre ses responsabilités.

AFSANÉ BASSIR POUR

Deux « casques bleus » argentins tués dans un accident en Croatie. Le camion qui les transportait s'étant renversé, deux « casques bleus » du contingent argentin de la FORPRONU (Force de protection des Nations unies) en Yougoslavie ont trouvé la mort, mercredi 27 mai, dans l'ouest de la Croatie. Vingt-quatre autres militaires argentins ont été blessés dans l'accident. — (AFP).

Les relations franco-serbes

Une longue amitié voilée de noir

BELGRADE

de notre correspondant

Christo avait « emballé » le Pont-Neuf. Milenko Mals a, lui, recouvert d'un voile noir, mercredi 27 mai, le monument à la France du grand sculpteur croate Ivan Mestrovic, dans la centre historique de Belgrade. L'œuvre est intitulée : *Korona-deu*. Cette décoration funèbre laisse cependant entrevoir l'inscription qui faisait jusqu'à présent la fierté du peuple serbe : « Nous aimons la France comme elle nous a aimés ». Une maxime qui célébrait la fraternité d'armes franco-serbe pendant la première guerre mondiale et notamment sur le front de Salonique, l'aide française à l'armée serbe en exil et la libération de la Serbie par le général Franchet d'Espèrey.

Si la France et d'autres pays alliés ont su venir en aide à la Serbie dans les moments les plus difficiles de son histoire récente, aujourd'hui, les Serbes estiment que Paris leur a tourné le dos. Par orgueil, ils ne veulent pas faire leur autocritique et préfèrent se justifier en dénonçant « le complot international » et « la trahison » des alliés de toujours. « Profondément blessés par la politique française à l'égard de la Serbie », Milenko Mals et l'Association belgradaise des Serbes de Bosnie-Herzégovine ont donc décidé de montrer symboliquement que pour eux l'amitié entre le peuple français

et le peuple serbe était en deuil. Leur initiative a toutefois suscité des réactions très mitigées. Au point de créer une véritable discussion, jeudi 28 mai, dans le parc de Kalemegdan. Les plus virulents condamnaient M. François Mitterrand « qui s'apprête à créer une armée avec l'Allemagne pour intervenir en Yougoslavie », d'autres, moins éloquents, se contentaient de regretter « l'amitié trahie ».

En face, un groupe de retraités rétorquait qu'« un vrai Serbe ne peut pas tenir ce langage ». « Ils ne connaissent pas l'histoire », ajoutait un autre. Ils convenaient ensuite que la majorité du peuple serbe devait avoir honte de cette démonstration de haine envers la France « qui nous a aidés pendant les deux guerres mondiales. La France n'est pas contre le peuple serbe mais contre le régime communiste », précisait l'un d'eux, rappelant que « l'armistice de Vichy avait sauvé 14 000 soldats serbes blessés après le retrait de la Serbie, pendant l'hiver 1915 ». Pour ces Belgradois de longue date, le voile noir sur un monument à la gloire du plus grand allié de la Serbie est une ignominie des communistes qui ont besoin de se fabriquer des ennemis extérieurs pour maintenir le pouvoir. FLORENCE HARTMANN

Ossétie : la guerre interminable

Suite de la première page

À l'hôpital de la ville, les blessés arrivent à toute heure. « Nous n'avons plus d'ambulance et presque plus de médicaments. Nous manquons d'un peu de tout. Nous n'avons de toute façon pas équipé pour une telle situation », constate un chirurgien, Savely Bazarov. L'hôpital a été touché, lundi, par un obus et des tirs de mitrailleuses. Dans la salle d'opération, on peut voir les traces des balles sur les murs. « Ils savent qu'il y a des blessés ici, c'est pour ça qu'ils ont pris l'hôpital pour cible », affirme Svetlana, une infirmière.

L'atmosphère est un peu irréaliste dans la capitale de la République auto-proclamée d'Ossétie du Sud. Les rues bordées d'arbres de cette ville aux allures provinciales qui comptait 45 000 habitants et n'en aurait plus que 35 000, sont presque désertes, mais, ici et là, des enfants jouent devant leur maison. On aperçoit, tout autour, les crânes encastrés dans la base aérienne soviétique, presse au volant de sa Volvo. Un peu plus loin, une voiture remplie de militaires ossètes armés de kalachnikov circule lentement, tous fous étourdis. Soudain, un obus explose. Des tirs d'armes automatiques semblent y répondre.

Descendants des Abkhazes et des Scythes

Les 300 militaires qui demeurent encore dans la base de l'ex-armée soviétique, gardée par une dizaine de chars et d'automitrailleuses, observent le conflit en spectateurs. Un hélicoptère militaire assure chaque jour la liaison avec la capitale géorgienne, à une centaine de kilomètres. « Le paysage est beau, mais on ne le remarque plus. Ils se tirent dessus chaque nuit. On ne sait trop d'où cela vient. Ce n'est pas une vie », remarque une jeune femme, épouse d'un officier de la base, au moment de monter dans l'hélicoptère. Elle est ukrainienne et son mari russe. « Nous appartenons maintenant à deux pays différents. Chez nous aussi, c'est devenu compliqué », dit-elle.

Le colonel Vostrikov, qui commande la base, affirme la neutralité de ses troupes, qu'il invite à ne pas intervenir en ville. Mais c'est un Ossète en uniforme de l'ex-armée rouge qui nous conduit en ville dans sa jeep et qui semble connaître tout le monde. Le colonel a un cahier pour consigner les incidents. Il y a au moins deux pages par jour. Une jeune femme russe, employée par l'armée, a été violée par des Géorgiens, à la sortie même de la base. Un officier a été tué par les tirs des Géorgiens. Ceux-ci disposent de pièces d'artillerie et de chars. D'où cela vient-il ? « Vous le savez bien », soupire le colo-

nel. Partout dans les « points chauds », l'ex-armée soviétique vend ou se fait « voler » son matériel. Le colonel en a récupéré une proportion infime et montre une photo de quelques armes ainsi reprises.

Le blocus a suspendu toute activité économique à Tskhinvali. L'usine textile est fermée, de même que l'atelier de réparation des autos. Les routes sont coupées deux à trois heures par jour. Le téléphone est coupé avec Tbilissi, ceux qui le peuvent font partir leur famille vers l'Ossétie du Nord ou plus loin encore, en Russie.

Les Ossètes, un des nombreux peuples du Caucase, descendant des Abkhazes et des Scythes de l'Antiquité, ont été partiellement islamisés, mais



ont une majorité chrétienne. Distincts donc des Géorgiens par leurs origines et leur langue, ils ont été colonisés dès le règne de la grande Catherine et sont très russifiés. Beaucoup parlent russe en famille, ce que ne feraient jamais des Géorgiens. Les Ossètes ont réclamé, dès 1925, leur reconnaissance, mais Staline leur a refusé. Pour compliquer les choses, en guise de remerciement pour leur fidélité pendant la guerre, il a accordé en 1944 leur territoire. Les Géorgiens considèrent donc les Ossètes comme les alliés des Russes, d'où l'aspect de vengeance de l'actuel bombardement de Tskhinvali.

Plus qu'ailleurs dans le Caucase, qui n'est pourtant pas avare de ces situations, les peuples sont enchevêtrés dans des vallées montagneuses. Tskhinvali est entourée de villages entièrement ou partiellement géorgiens, et près d'un tiers des habitants de l'Ossétie du Sud étaient Géorgiens. Les difficultés ont commencé dès 1989, lorsque les Ossètes ont réclamé leur reconnaissance avec leurs « frères » du Nord. En septembre 1990, ils ont élu leur propre Parlement. Aussitôt, le Parlement de Tbilissi a annulé le statut de République autonome, au sein de la Géorgie, dont jouissait l'Ossétie du Sud.

La proclamation unilatérale d'une « République indépendante d'Ossétie du Sud », en décembre dernier, a achevé le processus de rupture, pour une bonne part provoqué par l'ex-président Gamsakhourdia, dont les partisans restaient nombreux parmi les actuels assaillants de Tskhinvali. Ils avaient à un moment envahi la ville avant d'être repoussés, et les

maisons des Géorgiens y ont presque toutes été dévastées et incendiées. Les atrocités dans les deux camps, en particulier les prises d'otages, n'ont alors plus cessé.

Elles ont redoublé d'intensité avec la décomposition de ce qui restait de pouvoir « soviétique ». L'armée rouge a commencé à partir, ne laissant qu'une petite garnison. Surtout, dans la nuit du 26 avril, les 6 000 hommes des troupes du ministère de l'Intérieur « soviétique » (le MVD), ont décampé sans crier gare, abandonnant les protagonistes à eux-mêmes.

Les blindés du MVD, faisant encore régner un semblant d'ordre dans les villages alentour. Ce n'est plus le cas, et les millions géorgiens ont désormais le contrôle des abords de Tskhinvali, pratiquement jusqu'à ses faubourgs.

Les récits de massacres abondent. Le plus grave a eu lieu le 20 mai. Un convoi de camions et de voitures remontait de Tskhinvali vers l'Ossétie

du Nord, chargé de femmes et d'enfants fuyant la capitale assiégée. Il est tombé dans une embuscade, à 15 kilomètres de la ville. Trente-trois Ossètes, en majorité des femmes et des jeunes enfants, ont été tués et dix-huit autres blessés.

Dans un cimetière improvisé, dans la cour d'une école, des tombes ont été fraîchement creusées pour les victimes de cette embuscade. Les morts des récents bombardements sont également enterrés là, car le cimetière de la ville, situé dans les collines, est inaccessible. « Ils ne veulent pas que nous restions ici et ils ne veulent pas non plus que nous partions », dit une femme, près d'une tombe. « Pourquoi Baker n'a-t-il rien dit de tout cela quand il est venu en Géorgie ? », ajoute-t-elle, faisant allusion à la visite du secrétaire d'État américain, les 25 et 26 mai, à Tbilissi. « Nous n'avons plus aucun droit en tant qu'Ossètes. Nous sommes un petit peuple qui a été attaqué par cinq millions et demi de Géorgiens », dit Irina, chercheuse scientifique, cheveux gris coupés courts.

Les dirigeants ossètes attendent beaucoup de l'appel qu'ils ont lancé à la Communauté européenne et à la CSCE. Une mission d'observation de cette dernière, comprenant un représentant belge, M. Marc Eyskens, s'est rendue à Tskhinvali le 22 mai. Une délégation du Parlement russe est venue le 26. En attendant, les habitants continuent de fuir vers le Nord, souvent remplacés, dans des maisons à moitié en ruine, par des paysans ossètes chassés des villages voisins. Et les obus tombent chaque nuit...

DOMINIQUE DHOMBRES

AZERBAÏDJAN : l'avancée diplomatique et économique turque

Inauguration d'un pont désenclavant le Nakhitchevan

NAKHITCHEVAN

de notre envoyée spéciale

Onbait pour une journée les récentes attaques des Arméniens, des dizaines de milliers d'habitants du Nakhitchevan ont salué avec enthousiasme celui que les Turcs appellent affectueusement « papa », le premier ministre Süleyman Demirel, venu, jeudi 28 mai, inaugurer officiellement le pont nouvellement construit sur la rivière Araxe, frontière entre le Nakhitchevan et la Turquie. « Vous n'êtes pas seulement le papa de la Turquie, mais celui de tout le monde turc », proclamait une bandière déployée sur la façade de la nouvelle banque Nakhitchevan-Turquie. La Turquie a promis des crédits de 100 millions de dollars au Nakhitchevan, isolé au fin fond de l'URSS pendant soixante-dix ans et séparé de l'Azerbaïdjan, dont il fait partie, par un territoire arménien.

Des réfugiés campent le long de la route

Faute d'intervention militaire dans le conflit du Caucase, M. Demirel avait tenu à manifester son soutien à cette République autonome de 300 000 habitants en emmenant avec lui pas moins de huit ministres et cinquante députés. Le président de la région, Gadir Aliyev, et celui de l'Azerbaïdjan, Issa Gamsarov, étaient là pour l'accueillir.

Des deux côtés du « pont de l'Espoir » de 286 mètres de long, dans une plaine salée et poussiéreuse au pied du mont Ararat, un embouteillage de plusieurs kilomètres a marqué ce premier face-à-face officiel entre Nakhitchevanais et Turcs, sous les yeux indifférents de quelques gardes-frontières russes.

A 5 kilomètres, clairement visible depuis le pont, se situe la ville de Sadarak, où se trouvait le premier point de passage avec la Turquie. Elle est vidée de ses 14 000 habitants, depuis les récents bombardements arméniens. Des réfugiés campent le long de la route qui mène à la

Le ministère de la défense prend des mesures d'urgence. Le ministère de la défense d'Azerbaïdjan a décidé d'appliquer des mesures d'urgence : dissolution des groupes armés, interdiction des manifestations, censure sur les questions de défense et « régime spécial » pour certaines entreprises, a-t-on annoncé officiellement de source azerie, jeudi 28 mai. Une quarantaine d'agents du renseignement militaire russe (GROU) ont en outre été arrêtés et expulsés de Bakou, selon le ministre azerbaïdjanais de l'Intérieur. — (AFP).

L'Église orthodoxe de Serbie prend position contre le pouvoir

L'Église orthodoxe serbe a décidé, au cours d'une session du saint-synode, de « prendre ses distances » vis-à-vis du pouvoir en Serbie, ont annoncé jeudi 28 mai ses dirigeants. Dans le mémorandum sur la situation politique très critique qu'elle publie (le premier depuis 1945), elle rappelle notamment à « tous ceux qui sont au pouvoir » en Serbie que « personne n'a le monopole sur le peuple ni sur l'avenir des enfants serbes ».

Apporant ainsi son soutien aux appels lancés par l'opposition pour boycotter les élections législatives de dimanche, l'Église de Serbie déclare « prendre ses distances » par rapport aux autorités (...), à la Constitution qui a été promulguée sans l'accord du peuple, ainsi qu'aux élections qui sont annoncées.

« La protection du peuple serbe n'était pas le seul but du pouvoir serbe et de l'armée yougoslave. Les autres buts étaient inspirés par des motifs idéologiques sans lesquels le malheur qui s'est abattu sur nous n'aurait jamais pris de telles proportions », a déclaré pour sa part le métropolite Antiohije Radovic lors d'une conférence de presse.

« Les Serbes, a-t-il ajouté, sont, à tort, considérés par la communauté internationale comme les seuls responsables de ce qui se passe dans l'ex-Yougoslavie ».

NICOLE POPE

FRANCE-PORTUGAL-FRANCE

120 VOLS

PAR SEMAINE

L'embarquement n'a jamais été aussi immédiat.

* Vols au départ de Paris, Lyon, Nice, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Mulhouse/Bâle.

chaque jour davantage

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : réforme au Parti travailliste

M. Neil Kinnock obtient une réduction du pouvoir syndical

Avant d'abandonner ses fonctions de chef du Parti travailliste, en juillet prochain, M. Neil Kinnock a obtenu une réduction du pouvoir syndical au sein du Labour, un objectif qu'il poursuivait depuis sept ans.

LONDRES

de notre correspondant

Ce sera une sorte de testament politique pour M. Neil Kinnock : lorsque, le 15 juillet, la conférence extraordinaire du Parti travailliste procédera à l'élection de son successeur, une brèche importante dans la forteresse que constituait jusqu'à la fin des années 1980 le pouvoir syndical au sein du Labour, aura été ouverte. Depuis 1985, en effet, l'actuel leader des travaillistes souhaite instaurer le principe d'un « homme, une voix » dans les scrutins internes du parti.

La réforme, adoptée mercredi 27 mai, à l'occasion d'un vote du comité exécutif national - par 18 voix contre 2 - est à la fois limitée et symbolique puisqu'elle vise à abolir le « vote en bloc » de 40 % des voix du collège électoral syndical. Mais, pour l'instant du moins, il s'agit de la seule désignation des candidats aux élections parlementaires. S'agissant de celle du futur chef du Labour, le poids prépondérant des syndicats demeure.

Cette première réforme, qui devra être entérinée lors du congrès annuel d'octobre, n'en constitue pas moins une remise en cause « historique » des rapports de forces internes au sein du parti.

Elle ouvre la voie à de futurs agissements des travaillistes pour tirer les leçons de leur quatrième défaite électorale consécutive. D'autres tentatives seront lancées dans l'avenir, à la fois parce que la règle actuelle ne peut guère être qualifiée de démocratique, et aussi parce qu'elle prête le flanc aux attaques du Parti conservateur et de la presse, prompts à accuser la direction du Labour d'être sous la houlette des syndicats.

Crise financière

Ces prochaines étapes consistent à réduire, de 90 % à 70 %, la part syndicale lors des scrutins qui ont lieu lors du congrès annuel, puis à s'attaquer aux 40 % en vigueur pour la désignation du chef du parti. Cela explique que si M. Kinnock a pu saluer le « grand pas » en avant, les prétendants à sa succession ont été beaucoup plus discrets : outre des raisons purement électorales, la crise financière que traverse le Labour explique cette circonspection. Les syndicats contribuent, en effet, pour plus de 55 % aux ressources du Labour (contre 75 % en 1986) : l'objectif consistant à porter le nombre d'adhérents du parti de 250 000 à un million s'étant révélé hors de portée, et les contributions des milieux économiques étant, pour l'essentiel, accaparées par les conservateurs, force est de continuer de s'appuyer sur le pouvoir syndical.

LAURENT ZECCHINI

ITALIE : lors de son discours d'investiture

Le président Scalfaro a appelé au redressement moral

Le nouveau président de la République italienne, M. Oscar Luigi Scalfaro, a lancé, jeudi 28 mai, au cours de son discours d'investiture devant les Chambres réunies, un appel à « servir l'Etat » et le bien commun. Appelant à un véritable redressement du pays, le président, souvent applaudi par tous les partis, a évoqué d'emblée la question des réformes institutionnelles, agitée depuis une dizaine d'années, et invité le Parlement à nommer une commission chargée d'élaborer rapidement ces réformes.

Pour assainir le déficit budgétaire (plus de 700 milliards de francs prévus), M. Scalfaro a souligné la nécessité de « sacrifices »,

mais, conformément « à la justice », le fardeau devra peser davantage sur « ceux qui ont plus » que sur « ceux qui ont peu ».

Face à la criminalité, le président a appelé à une entente étroite entre le ministère de l'intérieur et la magistrature - dont les rapports sont empoisonnés depuis des années - et à une collaboration internationale. Quant à la question, brûlante de la corruption, le président, sans nommer aucun parti, a eu des mots d'une rare sévérité, assimilant « l'abus de l'argent public » à un vol aux dépens des contribuables. « Il n'est de plus grand danger pour la démocratie que la collusion entre politique et affaires », a-t-il déclaré. - (AFP)

POLOGNE : la polémique sur l'épuration

La Diète demande la publication des noms des collaborateurs de la police politique

Après l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie, la Pologne bascule à son tour dans les polémiques sur l'épuration : les députés polonais ont voté, jeudi 28 mai, une motion proposée par un élu de droite, M. Janusz Korwin-Mikke (Union de la politique réelle) exigeant la publication des noms des responsables ayant collaboré avec l'ancienne police politique communiste, la SB.

Aux termes du texte adopté, le ministère de l'intérieur doit révéler avant le 20 juin les noms des députés, sénateurs et maires (préfets) fichés comme collaborateurs. Les noms des magistrats et avocats devront suivre dans un délai de deux mois, puis ceux des maires et responsables municipaux dans les six mois.

Les députés de l'Union démocratique, le parti de M. Tadeusz Mazowiecki, ont voté contre. Lorsqu'il était premier ministre, M. Mazowiecki s'était engagé à tirer « un trait d'union » sur la collaboration avec l'ancien régime pour éviter les règlements de comptes. Le président Walesa avait également pris position contre toute chasse aux sorcières. Il a en outre, été établi que de nombreuses archives ont disparu dans la période de transition où les communistes contrôlaient encore le ministère de l'intérieur.

Ce vote fait suite à des « révélations »

de notre correspondant

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

هناك من الأكل

PROCHE-ORIENT

Les difficultés du processus de paix

Les négociations multilatérales ne reprendraient pas avant l'automne

Le Comité de coordination des négociations multilatérales de paix au Proche-Orient - qui réunissent, en principe, tous les pays de la région et de nombreux autres, étrangers à celle-ci - a dressé, mercredi 27 mai à Lisbonne, le bilan de la première session des cinq groupes de travail, créée du 11 au 19 mai dans différentes capitales (le Monde du 12 mai). Il a décidé le principe d'une deuxième session, mais sans fixer de dates. Celle-ci ne se tiendrait pas avant l'automne. De son côté, M. Yasser Arafat a souligné, jeudi, au Yémen, « la nécessité de rediscuter la participation arabe » au processus de paix.

Beaucoup reste à faire pour que démarrent vraiment les pourparlers multilatéraux organisés parallèlement aux négociations bilatérales entre Israël et ses voisins immédiats sur les questions politiques. Ce qui explique que le Comité de coordination se soit accordé un délai de quelques mois pour réunir à nouveau, vraisemblablement à l'automne, les cinq séminaires traitant de la coopération régionale dans les domaines suivants : le développement économique, l'exploitation des ressources en eau, l'environnement, les réfugiés et le contrôle des armements.

D'ici là, une ou plusieurs nouvelles sessions des négociations bilatérales devraient avoir eu lieu, dans l'espoir de réaliser enfin de réels progrès. Après les élections législatives du 23 juin, un nouveau gouvernement devait avoir été mis sur pied en Israël, mais il est déjà arrivé, comme en 1989, que la formation d'un cabinet dure deux mois. La Syrie devrait, de son côté, avoir répliqué sur la Beka, conformément aux accords interlibanais de Taëf, les quelque 40 000 soldats qui sont déployés sur près de 80 % du territoire libanais. En vertu d'un accord tacite avec les Etats-Unis, indiquent des sources libanaises, l'armée israélienne et sa milice auxiliaire, l'Armée du Liban sud, devraient avoir opéré un retrait partiel de la « zone de sécurité », au Liban sud.

Reste toutefois à savoir si Damas jugera suffisants d'éventuels progrès minimes, dans les pourparlers bilatéraux pour s'engager dans les négociations multilatérales, ce que les Syriens comme les Libanais refusent jusqu'à présent. Reste à savoir aussi si le futur gouvernement israélien acceptera de participer aux séminaires sur les réfugiés et le développement économique qu'il boycotte en raison de la présence de représentants de la diaspora palestinienne. Les Etats-Unis, maîtres d'œuvre du processus de paix, ont jusqu'à l'automne pour tenter de faire entendre raison à la Syrie et au Liban, ainsi qu'à Israël. Le Comité de coordination a « fortement souligné que les pays (absents) devaient rejoindre les négociations ». Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, M. Edward Djerejian, a fait explicitement référence à la Syrie et au Liban, dont l'absence irrite, en effet, au plus

haut point Washington. Pour l'heure, les principaux bénéficiaires de ces pourparlers sont les Palestiniens, qui s'en sont servis comme d'une tribune pour mettre en accusation l'Etat juif.

Loins de considérer qu'il ne s'agit que d'un exercice de diplomatie futile, ils estiment, au contraire, avoir aujourd'hui marqué un point en battant en brèche le point de vue d'Israël, selon lequel le processus de paix ne concerne que les Palestiniens « de l'intérieur » (ceux des territoires occupés). La présence de délégués de la diaspora, désignés, de surcroît, par l'OLP à Tania, confirme, aux yeux des Palestiniens, leur unité. En outre, l'occasion étant trop belle pour être manquée, les Palestiniens ont soulevé la question du « droit au retour » des réfugiés et de la résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU qui établit ce droit, provoquant, sans l'avoir planifié, mais non sans s'en froter les

mains, des tensions entre les Etats-Unis et Israël.

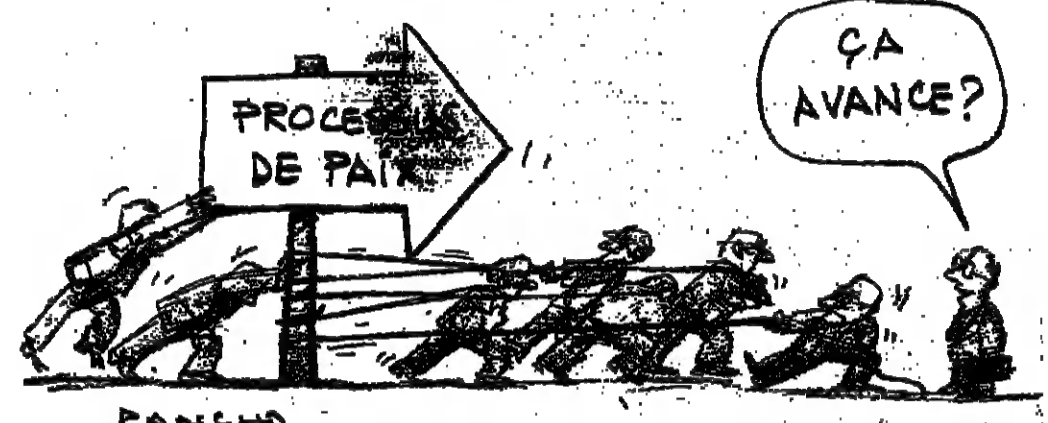
Les absents ont toujours tort, avait prévenu, en substance, le secrétaire d'Etat américain James Baker en donnant le coup d'envoi des pourparlers multilatéraux en février dernier. Israël en a fait l'expérience à la commission des réfugiés, même si les dirigeants israéliens se disent aujourd'hui rassérénés, à la suite d'une mise au point américaine, selon laquelle seules les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU constituent la base du processus de paix. La 242 n'autorise qu'une « juste solution » du problème des réfugiés.

Les négociations multilatérales sont, toutefois, jugées « utiles », selon l'expression d'un diplomate israélien, dans la mesure où elles sont un pas vers l'établissement des mesures de confiance, tant réclamées par l'Etat juif. On en retient en particulier, du côté israélien, cette leçon

de désarmement, donnée par les coparrains du processus de paix, les Etats-Unis et la Russie, aux participants au groupe de travail sur le contrôle des armements. L'exemple des accords entre Moscou et Washington pourrait servir de schéma au Proche-Orient. De même, on cite aussi la suggestion d'établir un téléphone rouge pour éviter un conflit « accidentel ». Une manière bien diplomatique de constater qu'à ce stade les négociations multilatérales n'apportent pas de véritable satisfaction.

Le Comité de coordination a décidé que le prochain séminaire sur le développement économique se tiendra à Paris, et que Washington abritera celui qui traite des ressources hydrauliques, les Pays-Bas le groupe de travail sur l'environnement, Ottawa, le séminaire sur les réfugiés et Moscou, celui sur le contrôle des armements.

MOUNA NARM



Le débat sur la sécurité en Israël

Suite de la première page

Cette réaction spontanée semblait partager par un grand nombre d'Israéliens, lesquels, par la voix de certains journalistes et politiciens d'opposition, tentent de mettre le gouvernement de M. Itzhak Shamir au pied du mur. « La sécurité ou les territoires, Israël doit choisir », ainsi posé, ce pourrait être l'équation politique la plus discutée de la campagne électorale en cours.

En exigeant une séparation harmonieuse entre eux et les Arabes, les manifestants de Bat-Yam - et pas seulement eux - mettent directement en cause l'idéologie du Likoud au pouvoir, lequel, contre vents et marées, s'emploie à mettre en œuvre une espèce d'« ordre permanent » et chaque jour plus meurtrier des territoires, où vivent près de deux millions de Palestiniens.

Les meurtres de civils israéliens jusqu'à l'intérieur des frontières internationales reconnues de l'Etat juif constitueraient en quelque sorte le prix de l'occupation. Un prix élevé qu'une petite majorité de citoyens, à en croire les sondages, rechignerait de plus en plus à payer pour satisfaire l'idéologie gouvernementale du « grand Israël ».

A leur manière, et même s'ils ne l'expriment pas en ces termes, les émeutiers de Bat-Yam orient leur ras-le-bol du conflit israélo-arabe, de son coût financier élevé qui les jette dans le désespoir et qui entrave la réalisation de ce rêve sioniste qu'est l'absorption du maximum de juifs. A commencer par les émigrés de l'ex-URSS dont plus d'un tiers est sans travail.

La bande de Gaza, avec ses camps surpeuplés, ses faubourgs malsains et ses rues défoncées, est fermée jusqu'à dimanche. Aucun des 750 000 résidents ne peut plus en sortir. Combien de temps une telle mesure peut-elle être appliquée sans provoquer une explosion ? Militant du « grand Israël », le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a pris la décision à contrecoeur, sachant très bien que, selon ses propres mots, « cela ne règlera pas le problème ». Lui qui réclamait jadis l'annexion pure et simple des territoires et l'intégration de tous leurs résidents arabes dans une communauté de citoyens israéliens, aujourd'hui, contraint de mettre en place une espèce de « grande séparation ».

La loi de la jungle

Pour autant, le débat sur l'avenir des territoires conquis en 1967 est-il lancé ? Jeudi, plusieurs journaux suggèrent qu'Israël demeure à Gaza « par pure inertie ». Cette bande, écrit le quotidien Maariv, « n'a ni valeur stratégique, ni signification historique, Israël devrait l'abandonner ».

Le problème est qu'en période

électorale, peu nombreux sont les politiciens qui osent aborder ce genre de question. Ou alors de manière oblique en évoquant les moyens d'assurer la sécurité des citoyens. Comme le montrent tous les sondages préélectorales, cette sécurité est la préoccupation numéro un de près de la moitié des Israéliens. Juste avant le chômage, qui touche 11 % de la population.

Pour M. Fayal Huseini, chef de file des Palestiniens proches de l'OLP, « plus on fera croire aux gens que c'est désormais la loi de la jungle, plus ils agiteront comme s'ils étaient dans la jungle. L'emploi de la violence par des gens occupés est légitime. Contre l'armée, contre des Israéliens en armes, contre l'occupation des terres, pour se défendre quand on est attaqué, les opérations de type militaire peuvent être justifiées ».

En revanche, il n'accepte pas qu'on s'en prenne à des enfants, des femmes enceintes ou des vieillards dans la rue (...). Pour sauvegarder notre moralité tout autant que pour nous permettre de dénoncer les meurtres de Palestiniens innocents, nous devons condamner ce genre d'assassinats ».

Aux yeux de M. Haydar Abdel Chaf, chef de la délégation palestinienne aux négociations de paix, le « meurtre barbare » de la jeune fille de Bat-Yam, « un meurtre isolé, aucunement planifié », n'autoriserait pas les colons israéliens à réagir, comme ils l'ont fait, « de manière complètement disproportionnée ». « Nous sommes, a-t-il constaté, prisonniers d'un cercle vicieux. Aux tueries répondent les tueries, aux violences répond la contre-violence. Il faut en sortir. Et seul Israël a la possibilité de casser ce cycle infernal, en mettant fin à notre occupation ».

PATRICE CLAUDE

IRAN

Menaces contre les ressortissants français

Le quotidien iranien Salam, organe des radicaux, a lancé, jeudi 28 mai, des menaces contre la sécurité des ressortissants français en Iran si n'est pas immédiatement libéré M. Zia Sarhadi, qui est accusé par la justice française de complicité dans l'assassinat de l'ancien premier ministre Chapur Bakhtiari et qui vient d'être extradité par la Suisse vers la France. « Si les autorités françaises veulent ignorer nos intérêts nationaux, alors nous avons le droit de nous défendre », affirme le quotidien. De son côté, l'officier Tehran Times a évoqué « l'impact négatif [de cette extradition] sur l'ensemble des relations franco-iraniennes qui venaient pour-

tant de connaître une amélioration ». D'autre part, le président Ali Akbar Hashemi Rafsanjani a appelé ses compatriotes, jeudi, lors de la séance inaugurale du nouveau Parlement, à serrer les rangs derrière le gouvernement pour faire face à « l'une des périodes les plus difficiles » de l'histoire de la République islamique, confrontée à des difficultés économiques et aux bouleversements politiques. Le chef de l'Etat a insisté sur la nécessité d'une coordination étroite et permanente entre les pouvoirs exécutif et législatif, « indispensable pour éviter des luttes et des rivalités affaiblissant l'autorité de l'Etat ». - (AFP)

ASIE

THAÏLANDE : face aux accusations

La coalition promilitaire resserre les rangs

Les cinq partis de la coalition promilitaire majoritaire à l'Assemblée ont décidé de rester unis et de présenter, pour diriger le prochain gouvernement, M. Somboon Rahong, un maréchal de l'armée de l'air à la retraite, très lié à la direction actuelle des forces armées.

BANGKOK

de notre correspondant

Face au procès public qui leur est fait à la suite de la répression sanglante de Bangkok, les chefs des forces armées organisent leurs lignes de défense. Ainsi, 190 officiers supérieurs de l'armée de terre, dont tous les chefs de région militaire, se sont réunis, jeudi 28 mai, dans la capitale, pour resserrer les rangs autour de leur commandant en chef, le général Issarapong Nonpakdee. « Nous resterons unis. Nous ne nous laisserons piétiner par personne », a résumé, à l'issue de cette réunion, un porte-parole de l'armée de terre.

Le général Jaturit Promakha a reconnu que la troupe a commis des erreurs, et il en a exprimé de « profonds regrets ». Les derniers

bilans font état de plus de 50 morts et de quelque 800 disparus parmi les manifestants non-armés et les curieux. Le général Jaturit a également reconnu que l'ordre d'attaquer avait été donné par le commandant suprême des forces armées, le maréchal Kasat Rajanul, au responsable du maintien de l'ordre dans la capitale, en l'occurrence le général Issarapong, qui est également le beau-frère du général Suchinda Krapayoon, lequel a démissionné de ses fonctions de premier ministre le 24 mai. Il a enfin déclaré que l'armée de terre était prête à coopérer à toute enquête sur les disparus. Mais le général Jaturit a été très net sur la version militaire des événements. « La plupart des soldats, a-t-il dit, sont pour le peuple. Ils ont le plus souvent tiré en l'air. Ils ont instinctivement baissé leurs fusils dans un geste d'autodéfense lorsque les parlementaires ont conduit des autobus dans leur direction. Il se pourrait qu'ils aient tenté de viser les pneus. » Les officiers réunis jeudi se sont engagés à défendre l'honneur de leur institution et de leurs chefs « avec leurs vies ».

Les forces armées affichent donc leur unité et les députés qui les soutiennent en ont aussitôt pris acte. Le SAP (Parti d'action sociale), l'un des cinq partis de la

coalition promilitaire, a refusé les avances de l'opposition et décidé d'appuyer la candidature au poste de premier ministre de M. Somboon Rahong, un allié du maréchal Kasat qui a longtemps géré les intérêts de l'armée dans plusieurs grandes entreprises avant d'en faire autant dans l'arène politique en prenant, en décembre 1991, la direction du Chat Thai (Nation Thai), deuxième formation de la majorité promilitaire. Avec les 32 députés du SAP, la coalition pro-militaire contrôle donc au moins 194 voix sur les 360 de la Chambre basse.

Une phase de faux calme

Les militaires et leurs alliés, tout en continuant à faire le dos rond, commencent donc à organiser sérieusement leur résistance, de nombreux officiers estimant qu'ils sont victimes d'un complot. Ils n'en sont sûrement pas à envisager une solution qui sauve les apparences mais entend défendre, pied à pied, leurs intérêts, ce qui explique que les rumeurs de coup d'État continuent de circuler. Depuis la veille de sa démission, dimanche 24 mai, le général Suchinda n'a plus paru en public. Le commandant suprême des forces armées, le maréchal Kasat, ne s'est pas manifesté non plus. En ce qui concerne le général Issarapong, principal militaire pour la capitale, la presse a seulement rapporté qu'il a invité, mardi, ses adversaires à ne pas le pousser dans la situation d'un « chien le dos au mur ». Plusieurs mouvements d'opposition ont demandé que les trois hommes soient traduits en justice. Un tribunal constitutionnel doit se prononcer sur la légalité d'un décret royal d'amnistie générale en date du 23 mai. L'Assemblée a également désigné une commission chargée d'enquêter sur la répression militaire.

La politique thaïlandaise traverse donc une phase de faux calme. Le général Suchinda Yongchaiyut, chef de l'opposition à l'Assemblée, promet déjà à son gouvernement Somboon, si ce dernier voit le jour, une longévité d'un mois; il s'est inquiété de l'incapacité des cinq partis de la majorité à comprendre ce qui se passe. Mais les autres solutions avancées pour sortir de l'impasse sont rejetées pour l'instant. Il n'est toujours pas question de former un gouvernement d'union nationale, ou de procéder à de nouvelles élections, selon le souhait de plus en plus net des milieux d'affaires. Pendant ce temps, des casses vidéo plantées dans les rues de Bangkok. Et les soldats reçoivent toujours le « rif conseil » de ne pas circuler en uniforme en ville.

JEAN-CLAUDE POMONTI

TAÏWAN : amendement de la Constitution

Pékin suit avec inquiétude l'évolution institutionnelle de l'île

PÉKIN

de notre correspondant

L'Assemblée nationale de Taïwan qui est plutôt un organe consultatif alors que le Parlement législatif est le Yuan - a adopté, mercredi 27 mai, des amendements constitutionnels visant à libéraliser le régime. Ils constituent la première législation introduite dans le monde chinois antantant le mythe d'une unité contrôlée par les réalités. Pékin n'a pas encore commenté. Engagée au début de l'année (le 16 mai), cette révision a été approuvée par les seuls députés du Kuomintang (KMT) au pouvoir. L'opposition taïwanaise s'était retirée pour protester contre le refus du régime d'examiner ses propositions, plus radicales.

Les amendements réduisent les mandats du chef de l'Etat et des parlementaires de six à quatre ans. La nouvelle version de la Constitution prévoit aussi que seront élus au suffrage universel les responsables, jusqu'alors nommés, de la province de Taïwan, ainsi que ceux des villes de Taipei et Kaohsiung (sud). La révision renforce, en outre, le

rôle de l'Assemblée nationale. Il lui reviendra d'approuver le choix fait par le chef de l'Etat pour les membres de trois autres centres du pouvoir : les Yuans (chambres) de contrôle et des Examens, ainsi que la cour suprême.

La révision, muette sur le mode d'élection du chef de l'Etat, est critiquée en ce que ses dispositions affaiblissent le Yuan législatif. Elles risquent aussi de compliquer le fonctionnement des institutions. Des membres de l'opposition ont accusé les députés du KMT d'avoir détourné l'esprit de la réforme pour renforcer leurs prérogatives. Un responsable du Parti démocratique progressiste (DPP) a prédit « des turbulences politiques ». La session de deux mois de l'Assemblée a connu, jusqu'au départ de l'opposition, des interruptions en série et des disputes tournant au pugilat. Sans vouloir paraître intervenir dans ces débats, la Chine populaire suit avec inquiétude une évolution de la politique à Taïwan qui entraîne une érosion des forces traditionnelles conservatrices dont elle était familière.

FRANCIS DERON

o **AFGHANISTAN** : l'insécurité s'accroît à Kaboul. Un haut responsable du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a quitté Kaboul, jeudi 28 mai, après avoir été attaqué deux jours plus tôt et torturé six heures durant par des hommes en armes qui réclamaient de l'argent et des bijoux. L'ONU prend cette affaire très au sérieux et envisage une réduction de sa présence en Afghanistan, alors que la reconstruction du pays requiert ses efforts. Au moins huit résidences de l'ONU et trois missions diplomatiques ont été pillées depuis un mois. - (AFP, Reuters)

o **BIRMANIE** : la junte annonce l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Les militaires birmanis, au pouvoir depuis 1988, ont annoncé, jeudi 28 mai, qu'ils rencontraient, le 23 juin, les dirigeants des partis politiques en vue d'élaborer une nouvelle Constitution. Quinze membres de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), principale formation d'opposition, trois députés du Parti de l'unité nationale (NUP), proche de la junte, et les dirigeants de cinq autres petits mouvements se réuniront à cette fin autour du général Myo Nyunt, ministre des affaires religieuses. - (AFP, Reuters)

o **INDE** : échanges de tirs à la frontière pakistanaise. Des incidents ont opposé, mardi 26 mai, des troupes indiennes et pakistanaises à la frontière de l'Etat du Jammu et du Cachemire. New Delhi assure que des soldats d'islamabad ont ouvert le feu, dans l'intention de couvrir l'entrée dans le territoire contesté entre les deux pays, depuis 1947, de « 7 000 hommes entraînés à la subversion ». - (AFP)

o **PHILIPPINES** : décès d'un dirigeant nationaliste. M. Lorenzo Tanada, l'un des responsables nationalistes philippins les plus anciens et le plus célèbre, est décédé, jeudi 28 mai, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Sénateur durant un quart de siècle, M. Tanada avait combattu l'ex-dictateur Marcos, qui l'avait fait emprisonner en 1972. Il avait soutenu M. Aquino lors de l'élection présidentielle de 1986, mais avait rompu avec elle sur la question des bases américaines, dont il avait toujours été un vétéran contempteur. - (UPI)

o **SRI-LANKA** : reprise de l'offensive de l'armée dans le Nord. De violents combats ont opposé, jeudi 28 mai, l'armée sri-lankaise à des « Tigres » du mouvement pour la libération de l'Eelam tamoul (LTTE) dans le nord de l'île. Il y a eu au moins cinq morts chez les militaires et près de vingt-huit dans le camp des indépendantistes. Ces affrontements marquent une reprise de l'offensive gouvernementale. - (AFP, Reuters)

o **VIETNAM** : vingt ans d'emprisonnement pour un opposant. Le tribunal populaire d'Ho-Chi-Minh-ville a condamné, jeudi 28 mai, M. Nguyen Ngor Dai, « un élément réactionnaire dangereux », à vingt ans d'emprisonnement. Quatre autres personnes ont été condamnées à des peines de quatre à douze ans. Auteur d'un *Essai sur l'humanité* et d'un *Message du bouddhisme au Vietnam*, M. Nguyen Ngor Dai était accusé de vouloir « pousser les masses à s'opposer au parti et à l'Etat vietnamien ». Il a déjà passé onze ans dans un camp de rééducation. - (AFP)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : la conférence nationale de l'ANC

M. Mandela a dénoncé l'« intransigeance » du gouvernement dans le processus des négociations

Tout en dénonçant l'« intransigeance du régime » dans le processus de négociation en cours, c'est par un discours relativement modéré, voire conciliant pour le pouvoir en place, que le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a ouvert, jeudi 28 mai, la conférence nationale annuelle de son mouvement.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

« Nous participons à la CODESA parce que les négociations sont le terrain sur lequel nous lutons, parce que le gouvernement de la minorité blanche doit enfin se voir dénié le droit de gérer le pays et parce que nous devons remplir notre mission historique : le transfert du pouvoir au peuple », a rappelé M. Mandela aux quelque sept cents délégués. En présence de M. Oliver Tambo, son prédécesseur à la tête de l'ANC, il a assuré qu'il serait en mesure, dimanche 31 mai, jour de clôture de la conférence, de présenter « des po-

sitions politiques claires pour un prochain gouvernement démocratique ».

Il a, bien sûr, dénoncé la violence qui frappe les cités noires et les tentatives de déstabilisation de l'ANC, impliquant l'armée et la police.

Il a aussi rejeté sur le gouvernement et le Parti national (NP) du président Frederik De Klerk la responsabilité de l'échec de la deuxième session plénière de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), instance officielle où se discute l'avenir du pays. Mais il n'en a pas moins prôné avec force la poursuite des négociations.

Soutien à Winnie

« Nous devons donner l'espoir aux plus pauvres, aux opprimés, à ceux qui ont souffert de l'apartheid », a précisé M. Mandela, avant de réaffirmer que l'ANC était toujours « un mouvement de libération » non racial, se battant pour le droit de tous les Sud-africains à l'autodétermination politique et économique. Il a réitéré son engagement à favoriser la croissance économique et la redistribution des

richesses, sans lesquelles le climat social ne manquerait pas de se dégrader davantage. M. Mandela a conclu son discours en laissant planer la menace, déjà brandie par le puissant Congrès sud-africain des syndicats (COSATU), d'« actions de masses » destinées à « briser l'intransigeance du régime » dans le processus des négociations. Ces actions populaires « sont le plus sûr moyen de sortir de l'impasse », a-t-il souligné.

En arrivant à la conférence, avant de se diriger vers la tribune, M. Mandela a éreinté publiquement son épouse Winnie - dont il est officiellement séparé - lui manifestant ainsi explicitement son soutien, alors qu'elle est de plus en plus contestée au sein de l'ANC (le Monde du 27 mai). Après l'allocution de M. Mandela, les cinq députés blancs qui ont quitté le Parti démocrate (DP) pour rejoindre les rangs de l'ANC, il y a quelques semaines, ont été présentés à l'Assemblée et chaleureusement applaudis.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Soudan

Un référendum d'autodétermination pourrait être organisé dans le Sud

Les trois parties soudanaises réunies à Abuja, la capitale nigérienne, pour tenter de mettre fin à neuf ans de guerre civile dans le sud du pays sont convenues, jeudi 28 mai, d'inscrire à l'ordre du jour de leurs discussions la question du référendum sur l'indépendance de la région. Un porte-parole nigérien a déclaré que la faction dissidente de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) avait menacé de quitter la conférence si cette question ne figurait pas à l'ordre du jour.

De son côté, l'armée soudanaise a indiqué, jeudi, avoir repris le contrôle de Kapoceta, importante base de la SPLA située dans le sud du pays. Cette annonce survient après la reconquête de plusieurs villes, dans le cadre de l'offensive d'envoie lancée, au début du mois de mars, par les forces gouvernementales contre les troupes rebelles de M. John Garang. - (AFP)

SOMALIE

Les dirigeants du Somaliland ont rejeté toute idée de réunification

Les dirigeants de la « République du Somaliland » - créée, il y a un an, par les anciens maquisards du nord de la Somalie - ont formellement rejeté, mercredi 27 mai, toute idée de réunification avec le reste du pays.

Dans un communiqué de son « ministère des affaires étrangères », diffusé jeudi à Djibouti, le « gouvernement » du Somaliland a tout aussi fermement écarté l'hypothèse d'un dialogue avec les diverses guérillas - qui continuent de se disputer le pouvoir dans le Sud, notamment à Mogadiscio.

Malgré l'homogénéité du peuple somalien, l'union de l'ancien protectorat britannique (au Nord) et de l'ancienne colonie italienne (au Sud), imposée au lendemain des indépendances, en 1960, « ne laisse en héritage que mort, destruction et une misère indescriptible », souligne le communiqué.

Evouant les bouleversements survenus en Europe et dans l'ex-URSS, les dirigeants du Somaliland s'insurgent de l'obstination de la communauté internationale à ne pas reconnaître leur République. Selon eux, les deux Etats somaliens

pourraient appartenir, en tant qu'entités séparées, à une communauté économique des Etats de la corne de l'Afrique. - (AFP)

A la Conférence panafricaine sur la démocratie

Le parti unique « enterré »

Quelque deux cents dirigeants politiques - membres des partis au pouvoir ou de l'opposition, - venus de quarante-deux pays pour participer à Dakar au Sénégal, à la première Conférence panafricaine sur la démocratie et la maîtrise de la transition, ont adopté, jeudi 28 mai, une déclaration, dite « Déclaration de Dakar des leaders politiques africains », s'engageant à conduire l'Afrique « du système de parti unique au multipartisme et à la démocratie ».

Affirmant le caractère indéniable du processus démocratique, ils ont souligné la nécessité de promouvoir « des voies pacifiques et constitutionnelles pour l'accession au pouvoir et la gestion démocratique ». Ils ont estimé à cet effet que « les élections libres et transparentes constituent le seul moyen d'expression de la volonté populaire et la source de toute légitimité ». Plusieurs propositions, visant à réguler cette phase de transition, ont été débattues - dont la création d'un Comité africain de médiation, chargé de régler les conflits politiques ou militaires, et celle d'un Observatoire panafricain de la transition. - (AFP, Reuters)

OCÉANIE

FIDJI : premières élections depuis le coup d'Etat militaire de 1987

La population autochtone est assurée par la Constitution de détenir la majorité à l'Assemblée

SYDNEY

de notre correspondant

Depuis le 23 mai et jusqu'à samedi, la population fidjienne est appelée à voter pour la première fois depuis le coup d'Etat militaire de 1987. Il s'agit de renouveler l'Assemblée. La nouvelle Constitution est très controversée en raison des avantages qu'elle confère aux Fidjiens de souche. Outre les postes de président et de premier ministre, 37 des 70 sièges sont réservés contre 27 aux Fidjiens d'origine indienne, alors que les deux communautés sont sensiblement égales, chacune représentant un peu moins de la moitié des 740 000 habitants. Les autres électeurs (Européens, Chinois...) disposent de cinq sièges et les habitants de l'île polynésienne de Rotuma d'un seul.

La Constitution négociée avec Londres, lors de l'indépendance en 1970, avait donné un poids politique légèrement supérieur aux Fidjiens de souche. Malgré les tensions latentes, l'équilibre reposait sur un mode vivand : les Fidjiens contrôlaient les terres et les Indiens - descendants de la main-d'œuvre importée par les Britanniques - l'économie. Le Parti de l'alliance, à

dominante fidjienne, et son chef, le premier ministre Ratu Sir Kamisese Mara, dirigent le pays jusqu'à ce que la coalition du Parti de la fédération nationale (NFP, Indiens) et des travaillistes (FLP, multiracial) remporte les législatives d'avril 1987.

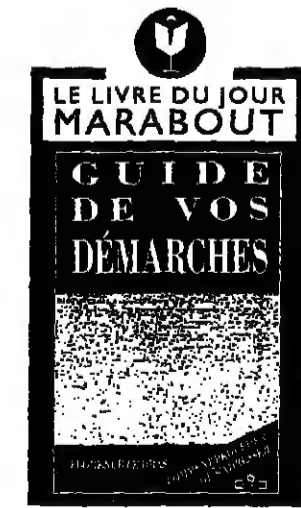
Un mois plus tard, le gouvernement était renversé par le colonel Rabuka, qui lançait le mot d'ordre de « Fidji aux Fidjiens ». Il restituait à M. Ratu Mara son poste de premier ministre, abrogeait la Constitution et forçait Fidji à sortir du Commonwealth en proclamant la République.

Ayant quitté l'armée après avoir été promu général, M. Rabuka préside depuis peu le Parti politique fidjien (FPP), créé il y a deux ans par le Grand conseil des chefs - notables coutumiers - dont le pouvoir a été renforcé par la Constitution de 1990. Ils nomment la majorité des sénateurs et le président, qui choisit le premier ministre. M. Rabuka qui, selon les sondages, a le soutien de la population autochtone, est cependant loin d'être assuré d'obtenir le poste. Ce « roturier » s'est en effet attiré la colère des chefs et celle du président, M. Ratu Sir Penaia Ganilau, en critiquant la tradition abori-

liaire. De plus, les milieux d'affaires ne lui pardonnent pas d'avoir détourné de l'archipel les investissements étrangers et l'aide des grands pays voisins ainsi que le tourisme, principale source de revenus. Le ministre des finances, M. Josevata Kamikamica, qui est appuyé par M. Ratu Mara, apparaît comme favori. Comme il n'a pas trempé dans le putsch, la communauté indienne ne lui est pas hostile.

Du côté de l'opposition, la coalition du NFP et des travaillistes du FLP s'est effondrée lorsque le parti indien a décidé de participer aux élections. Après s'être prononcé pour le boycottage, le FLP s'est décidé à présenter des candidats en concurrence avec ses ex-alliés. Le chef du FLP, M. Mahendra Chaudry, organisateur des grandes grèves de 1991 dans les champs de canne à sucre, a dû céder son poste de secrétaire de la Confédération des syndicats à un membre du NFP. Cet échec est interprété comme un désaveu pour le FLP.

SYLVIE LEPAGE



POINT / LES « PRIMAIRES » EN CALIFORNIE

Test électoral après les émeutes

L'Etat-phare est de nouveau « condamné » à donner le ton

LOS ANGELES
de nos envoyés spéciaux

Ce ne fut pas le grand séisme, le big one, celui qui doit ravager un jour une partie de la Californie. Tout de même, la terre a tremblé, fort. Los Angeles est encore sous l'effet de la secousse. Le choc des émeutes a été ressenti bien au-delà, jusqu'à l'autre côté. Il en va ainsi depuis pas mal de temps déjà : tout ce qui se passe dans cette vallée du brouillard polluant (smog valley), au cœur de la mégapole qui s'étire entre la montagne de San Gabriel et le Pacifique, est censé annoncer ce qui arrivera plus tard au reste du pays. L'expérimentation est une spécialité californienne, qu'il s'agisse de mode, de haute technologie ou de mouvements sociaux.

L'Etat le plus peuplé de l'Union (presque trente et un millions d'habitants), le plus riche aussi (la huitième économie du monde), celui qui représente 20 % des mandats nécessaires pour conquérir la Maison Blanche, pèse plus lourd encore. La Californie fabrique l'essentiel de la culture populaire des Etats-Unis ; elle porte une partie de leur mythologie.

Is ont franchi la « frontière »

C'est un peu l'Amérique de l'Amérique et cela est particulièrement vrai ici : « Cette idée de la Californie comme une exception, comme un rêve, comme dominant forme à l'avenir reste l'idéologie quasi officielle de Los Angeles », dit l'écrivain David Rieff (1).

D'où l'attention portée au baromètre californien, surtout quand il descend dans la zone des tempêtes, comme ce fut le cas il y a un

Une partie serrée

Les 13,1 millions d'électeurs californiens invités à participer aux primaires du 2 juin devront d'abord choisir les candidats, républicain ou démocrate, à l'élection présidentielle, en éliminant des candidats aux conventions de chacun des grands partis. La question importante sera de savoir combien d'électeurs, en votant pour des délégués sans mandat, désigneront les candidats à l'élection présidentielle, et à ceux de la délégation californienne à la Chambre des représentants. Actuellement dominée par les démocrates (28 sièges), cette délégation est agrandie, cette année, pour tenir compte de l'augmentation de la population de l'Etat, à la lumière des résultats du dernier recensement national : elle passe de 45 à 52 sièges, sur un total de 435 représentants à la Chambre.

Le siège du gouverneur républicain, Pete Wilson, un cancériste, n'est pas en jeu.

mois. Médias et responsables politiques fouillent les décombres des émeutes californiennes des 29 et 30 avril. Parce qu'il est plus important que jamais de comprendre quelle nouvelle faille menace la ville et l'Etat. Une des collaboratrices du président George Bush aurait commenté les émeutes en ces termes : « Les années 90 ont commencé ». Plus explicitement, Pat Morrison, journaliste politique au Los Angeles Times, ajoute : « Nous avons assisté à la première grande émeute multiraciale de l'Amérique ».

L'éclat fut le verdict d'acquiescement rendu dans le procès de quatre policiers blancs accusés d'avoir tabassé un Noir. Les années 90 étant celles de la vidéo - in video veritas -, la scène avait été filmée par un preneur d'images amateur, George Holliday, dont la cassette, vendue pour 500 dollars à une chaîne télévisuelle, a fait le tour du monde. La suite est connue : trente-six heures de pillage et une cinquantaine de morts dans une partie de la ville désertée par la police. Les Noirs ont été les premiers à descendre dans la rue. Mais ils ont vite été rejoints par autant, sinon plus, de jeunes Hispaniques, Mexicains, Salvadoriens, Honduriens etc.) et par quelques Blancs. Cette émeute-là n'était pas une affaire de gangs ; elle fut souvent menée en famille. « Cela a tourné à l'émeute de la pauvreté », poursuit Pat Morrison. Et, à Los Angeles, dit-elle, quand les « pauvres se révoltent », au pied de Beverly Hills, « ils vont faire les courses ».

Il s'agit de vêtements, des chaussures Nike, des téléviseurs, de la nourriture. Ils ont volé les Cordons, les seuls commerçants qui osent s'installer dans cet immense quartier sud de Los Angeles (South Central), un quartier d'un demi-million d'habitants. Et puis quelques émeutes ont été suivies de la coupe de South Central, ils ont dépassé la zone-tampon coréenne, sont montés vers le nord, l'ouest, vers Beverly Hills. Bref, ils ont franchi la « frontière », et fait sans précédent, se sont rapprochés des quartiers blancs. Ils n'ont pas été bien loin : quelques heures plus tard, l'armée se déployait.

On était loin de la révolte des ghettos noirs des années soixante, celle de la lutte pour l'égalité des droits civiques. Depuis, il y a eu trente ans d'immigration hispanique et asiatique. Tout ce que les Noirs ont gagné, durablement, dans les batailles des années soixante (traiements préférentiels pour les minorités), ils doivent aujourd'hui le partager avec d'autres minorités. Chez beaucoup de jeunes Noirs, le sentiment d'enfermement, de piège, de ne pouvoir s'en sortir, est plus fort que jamais. Reporter au Los Angeles Sentinel, l'hebdomadaire noir de la ville, Marsha Mitchell, qui se présente comme une « rescapée de la guerre urbaine », explique : « Cette façon d'incendier son propre quartier, c'est l'ultime expression du désespoir ».

Plus que jamais un laboratoire

Il suffit de marcher quelques « blocs », au coin du Sentinel, pour comprendre combien la ville a changé. La population noire a diminué : une partie, accédant à la classe moyenne, est devenue banlieusarde. En 1965, Watts était un quartier exclusivement noir ; aujourd'hui, le ghetto se fait barrio. Le sud et l'est de Los Angeles sont des villes « latines » bordées d'enclaves asiatiques. Passé South Central, c'est « Koreatown », et un peu plus au nord, « Little Tokyo ». Les vagues de nouveaux arrivants ont été ininterrompues. Los Angeles, d'abord, la Californie ensuite en ont été métamorphosées. De 1980 à 1990, la Californie est passée de vingt-trois millions d'habitants à trente millions, la moitié de cette augmentation étant due à l'immigration.

En dix ans, le comté de Los Angeles - le « grand Los Angeles » (2) - a digéré plusieurs centaines de milliers d'immigrants

Etat le plus riche et le plus peuplé de l'Union, la Californie, « boucle », mardi 2 juin, la campagne des primaires, entamée en février dans les neiges du New-Hampshire.

On votera aussi, ce jour-là, en Alabama, dans la New-Jersey, la Nouvelle-Mexique et le Montana. A vrai dire, les jeux sont déjà faits, quels que soient les résultats de ces ultimes batailles : côté républicain, le président George Bush dispose, dès à présent, du nombre de délégués nécessaire (1 105)

et présente aujourd'hui une palette multi-ethnique unique aux Etats-Unis : 40 % d'Anglais, 37,8 % de « Latins », 10,5 % de Noirs, 10,5 % d'Asiatiques. Et les chiffres n'intègrent pas toujours l'immigration illégale. Elle est colossale : en 1991, toujours, un million cent mille immigrants illégaux ont été arrêtés au Texas et en Californie, ce qui veut dire que des dizaines de milliers sont « passés », gagnant « el Norte ».

Los Angeles, la métropole du high-tech et de l'industrie du spectacle, s'est transformée en mégapole pluriethnique : en ce sens, c'est plus que jamais une ville-laboratoire. Formidable chaos urbain, fragmenté, séparé, « ségrégué », Los Angeles concentre toujours une des plus fortes densités de matière grise des Etats-Unis mais aligne aussi d'immenses poches de tiers-monde. Une armée de latinos, légaux ou illégaux, payés à un salaire de survie, assure le gros-œuvre du monstre urbain : de riches communautés d'infatigables commerçants asiatiques « cohabitent » avec une communauté noire dévastée par le chômage ; le downtown, quartier des affaires, et le bord de mer de Santa-Monica sont les refuges de milliers de sans-abri, souvent des Blancs, recelés et victimes du modèle Reaganian.

Les contraintes de l'anti-pollution

En temps de croissance économique, l'interruption comme ce fut le cas ces quarante dernières années en Californie, la coexistence pluriethnique posait déjà des problèmes. A l'heure de la récession, venue tardivement mais très durement frapper la Californie, les tensions se multiplient. Car la première émeute multiraciale des Etats-Unis a eu lieu sur fond de difficultés économiques. Ces douze derniers mois, la croissance californienne a été nulle et l'Etat a perdu quelque 400 000 emplois. Le taux de chômage californien (8,7 % de la population active) est supérieur à la moyenne américaine (7,5 %).

Depuis les années 40, la Californie a bâti une bonne partie de sa puissance sur les industries de la guerre froide : défense, haute technologie militaire, aérospatiale, etc. Elles sont, aujourd'hui, les plus menacées. C'est notamment le cas à Los Angeles, où les coupes dans le budget du Pentagone doivent se traduire par la disparition d'ici à l'an 2000 d'au moins 200 000 emplois.

Les industriels se plaignent d'une législation antipollution, sans doute

la plus avancée du monde, qui représenterait des contraintes de plus en plus pesantes. Et les cadres se plaignent d'une pollution qui diminue singulièrement, pour eux et leurs familles, l'attrait du modèle californien. Le mouvement est encore limité, mais réel : certaines industries ont commencé à quitter la Californie pour aller s'installer dans les Etats voisins.

Une nouvelle ceinture dorée s'est créée dans la zone de déviation du trop-plein californien : Arizona, Nevada, Oregon, Utah, aux réglementations fiscales et antipollution moins lourdes. Douze ans d'administration républicaine, de coupes dans les budgets sociaux et de sous-entretien d'équipements collectifs qui craquent sous la poussée de l'immigration, ont aussi leur prix. Pour la première fois en 1991, la Californie a connu un solde migratoire « américain » nul (largement compensé par les arrivées d'immigrants étrangers et un taux de natalité élevé).

Comme tout, ici, est scénario, et

pour emporter l'investiture de son parti, et le gouverneur de l'Arkansas, Bill Clinton, en a suffisamment pour être hors de portée ; chez les démocrates, de tout concurrent sérieux.

Le « test » de la Californie, cette « Amérique de l'Amérique », va néanmoins compter et peser. Il a lieu un mois après les émeutes de Los Angeles, qui ont révélé les lignes de fracture d'un Etat transformé par la poussée de l'immigration : cohabitation conflictuelle dans une société pluri-ethnique, coexistence

tendue entre des poches urbaines « tiers-mondisées » et une ceinture de banlieues cossues. Le tout sur fond de récession, dans un Etat qui a longtemps vécu des industries de la « guerre froide » (défense, haute technologie militaire).

Le nombre d'électeurs qui choisiront mardi d'ignorer les grands partis donnera une indication du « malaise » californien et de la popularité de l'indépendant Ross Perot, absent du scrutin, mais dont les sondages locaux soulignent la grande popularité.



Selon un sondage de l'hebdomadaire Time, les Californiens possèdent 18 millions de voitures (une des plus grosses concentrations au monde) et 14 % de ces voitures sont équipées du téléphone. Environ 70 % des foyers californiens sont équipés d'un répondeur téléphonique, 88 % d'un ordinateur, 19 % d'une planche de surf, 34 % d'un appareil à faire de l'exercice. Et 30 % des ménages ont une assurance contre les tremblements de terre.

les amateurs de films noirs écrivent déjà « la fin du rêve californien ». Ils sont minoritaires. En dépit des émeutes, la plupart des scénaristes du futur restent optimistes. La Californie est toujours le premier centre manufacturier des Etats-Unis, sans doute leur plus grosse réserve de matière grise. Elle est bien partie pour devenir le premier pôle des industries de l'avenir : celles de la lutte contre la pollution et de la protection de l'environnement. Elle est en passe de former dans ses universités les générations de cadres asiatiques qui, explique M. Marvin Braude, conseiller municipal de Los Angeles, « seront les artisans des échanges avec la seule grande région de croissance économique des prochaines années, la zone du Pacifique ». En 1991, 40 % des étudiants inscrits en première année de l'université de Los Angeles (UCLA) étaient des Asiatiques.

« Nous n'avons pas été assez vite », explique-t-il, M. Braude, le lendemain des émeutes, mais l'esta-

blement californien, « nous n'avons pas été assez vite », explique-t-il, M. Braude, le lendemain des émeutes, mais l'esta-

ALAIN FRACHON et RÉGIS NAVARRE

(1) David Rieff, Los Angeles, Capital of the Third World, Simon and Schuster, 1991.

(2) Los Angeles compte plus de trois millions et demi d'habitants ; le comté de Los Angeles en compte plus de huit.

La spectaculaire réussite des Coréens

LOS ANGELES
de nos envoyés spéciaux

Joseph Jung Ahn est, à vingt-quatre ans, président des quinze mille étudiants de l'université de Fullerton. Quand ce fils d'un pâtisseries de « Koreatown » fait visiter le nouveau restaurant du campus, la salle aux quarante-cinq billards ou le gigantesque parking de l'université - marque de prestige - il sait qu'il représente toute une génération d'Asiatiques américains. Etudiant en sciences politiques et en droit, il incarne la deuxième génération qui, à la différence de la première, sait sélectionner ses porte-parole.

Venu de Séoul à l'âge de huit ans avec sa mère, pour rejoindre son père, Jo n'a pas eu de peine, contrairement à ses parents, à passer l'obstacle ardu de la langue anglaise. Bon orateur, plusieurs fois reçu par le gouverneur de la Californie, Pete Wilson, il ne cache pas son ambition : briser un jour un des deux sièges de sénateur de l'Etat. « Les derniers événements », dit-il, « ont montré que les Coréens devaient sortir de leur réserve et faire valoir

leurs droits, comme l'ont fait avant eux les Juifs, les Arméniens, les Chinois, les Italiens ».

Les émeutes des 29 et 30 avril, qui ont fait près de 300 millions de dollars de dégâts dans la communauté (350 000 personnes, soit 10 % de la population de Los Angeles), ont montré que les Coréens - souvent appelés les « ennemis » et souvent confondus aux Etats-Unis avec les Japonais qui, pourtant, les méprisent - n'avaient pas su désigner de leaders très utiles dans les moments de crise. La réussite économique, parfois spectaculaire, des commerçants coréens de la première génération n'a pas été suivie d'une émergence politique. Le seul conseiller municipal asiatique de Los Angeles, M. Mike Woo, comme le président de la prestigieuse université de Berkeley, le Dr Tien, sont d'origine chinoise, alors que les Coréens forment la deuxième communauté asiatique de Californie (après les Philippins) et jouent leur rôle de locomotive économique.

Comme nombre de Coréens, le père de Jo est arrivé au début des années 70, après l'adoption

de lois qui ont facilité l'immigration asiatique. Il a d'abord été pompiste, avant de gérer une blanchisserie, qui a fait faillite. Parce qu'il a alors bénéficié du système d'entraide financière de la communauté, il a pu acquérir un commerce dans le centre de Koreatown.

Apprendre à vivre avec les Noirs

Sur une superficie de 20 kilomètres carrés, les restaurants, boutiques de vêtements, magasins de meubles, supermarchés, jusqu'à la maison de passe avec pignon sur rue, appartiennent presque tous à des Coréens. « Nous, nous payons des impôts », dit une Coréenne derrière sa caisse, pour se différencier des nombreuses familles noires ou « latines » qui vivent grâce à l'Etat-providence. Il n'est pas rare que les parents dépensent 10 000 dollars (55 000 F) par an pour inscrire leurs enfants dans les meilleures universités.

Dans le récit mythique du succès des Coréens en Californie, on dit que ceux-ci avaient racheté les commerces des Juifs dans le quartier noir après les émeutes de 1965. En fait, les Coréens ont souvent repris les magasins de Noirs. Parce qu'ils ont la réputation de travailler dur, ils ont obtenu plus facilement que les Noirs la grance des stations-service ou des snacks. Bien des Noirs n'ont jamais accepté l'indéniable réussite de ceux qu'ils ont surnommés les « têtes de Bouddha ».

Jo, qui étudie l'histoire des « Africains-Américains », connaît bien les tensions entre les deux communautés : « Jamais mes parents n'ont su dire merci à leurs clients noirs ou latins. Nous avons appris à coexister, mais pas à vivre ensemble ». Les centaines de nouveaux immigrants coréens continuant de s'installer dans ces quartiers, malgré les boycotts périodiquement lancés par les Noirs. « C'est risqué mais cela rapporte », explique l'un d'entre eux. Les Coréens installés depuis longtemps en Californie vivent maintenant dans les logements confortables de la grande banlieue.

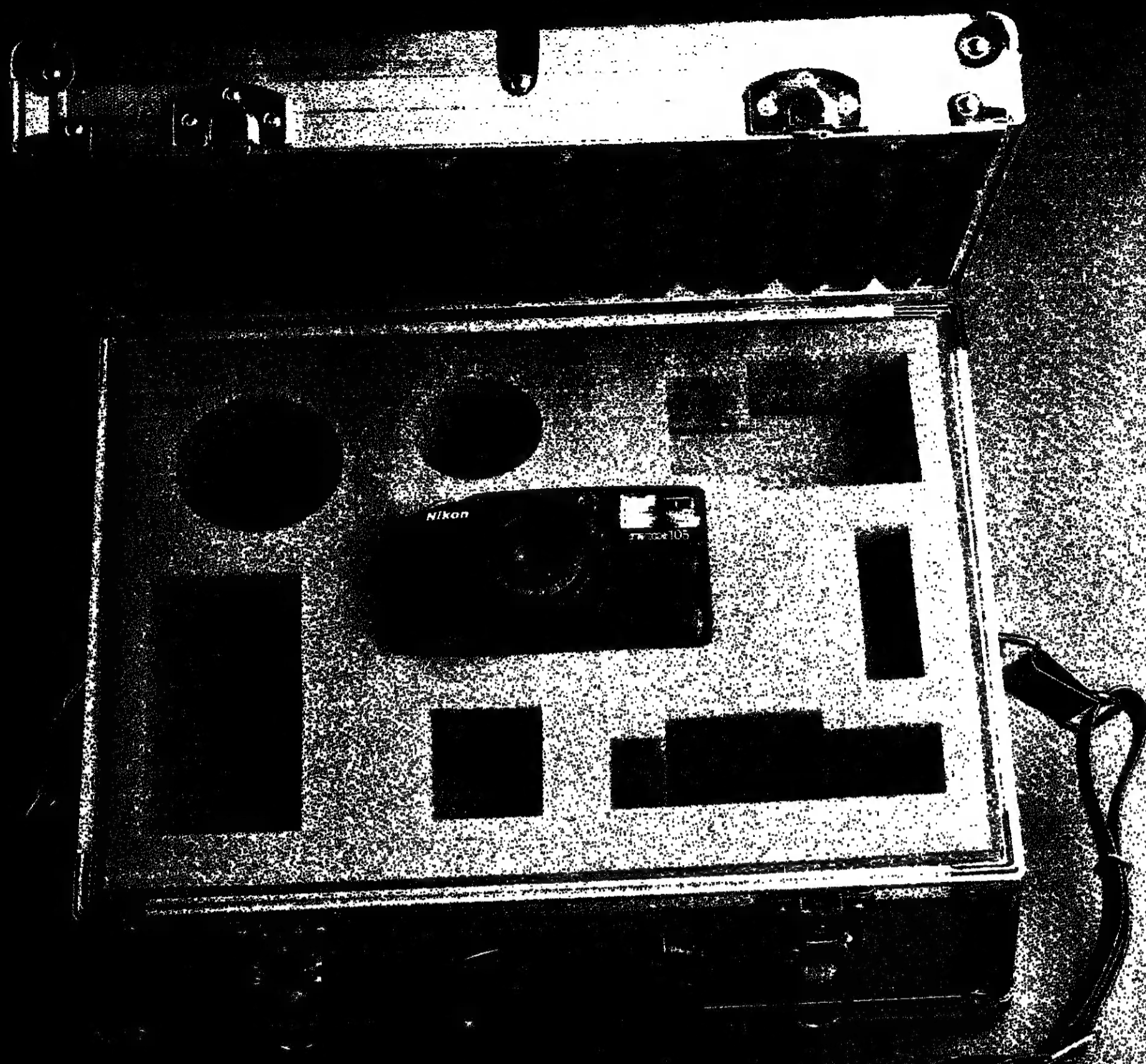
A. Fr. et R. N.



Pour la 1ère

هكذا من العمل

La Monde • Samedi 30 mai 1992 7



Nouveau Compact Nikon TW ZOOM 105.
Pour la 1ère fois, vous n'avez plus à choisir entre la qualité de l'image
et l'encombrement du matériel.

Les très belles images ne sont plus le privilège des appareils reflex. Et la créativité ne se mesure plus en quantité de matériel. Avec le nouveau Compact Nikon TW Zoom 105, le passionné exigeant accède à la qualité reflex. Avec, en plus, une extraordinaire facilité d'utilisation. L'âme du compact Nikon TW Zoom 105, c'est son objectif: un 37-105 équipé de verres spéciaux "ED". Une technologie jusqu'ici réservée aux objectifs professionnels, une pureté d'image jamais vue en compact. Côté mise au point, pas d'erreur possible: un système anti-flou emprunté aux reflex assure une netteté optimale. Et pour vos images à mettre en lumière, un flash intégré puissant, que ne renierait pas un bon reflex.



Nikon

Documentation complète disponible en écrivant à Nikon France S.A. 191, rue du Marché Rollay 94504 Champigny/Marne Cedex

هناك من النحل

POLITIQUE

Un entretien avec M. Louis Le Pensec

Le ministre des DOM-TOM affirme que « la Nouvelle-Calédonie se transforme en profondeur dans le sens d'une plus grande justice » et que « l'Europe est le gage que le cauchemar haïtien sera épargné à nos Antilles »

M. Louis Le Pensec est en passe de battre un record de longévité politique à la tête du ministère des DOM-TOM qu'il dirige depuis cinq ans. Il a répondu à nos questions sur l'évolution des territoires du Pacifique Sud et sur les conséquences du traité de Maastricht pour les quatre départements de Guadeloupe, Martinique, Guyane et la Réunion.

« Vous venez de donner votre avis aux réflexions de ceux qui, en Nouvelle-Calédonie, plaident pour la recherche d'une « solution consensuelle » qui garantirait, à long terme, la stabilité et le développement du territoire. Pensez-vous qu'il soit possible de faire l'économie du référendum d'autodétermination prévu en 1998 ? Et pensez-vous gagner le pari du partage de l'emploi entre les communautés, qui déterminera largement, le moment venu, le bilan de l'application des accords de Matignon ? »

« Les trois partenaires des accords de Matignon et d'Oudinot se sont fixés des objectifs et des échéances. L'échéance principale est le scrutin d'autodétermination qui a été prévu en 1998. Pour l'heure, cette perspective reste celle dans laquelle s'inscrivent l'action et la réflexion de l'Etat. »

« Que les partenaires politiques locaux, au FNKS comme au RPRC, approfondissent le dialogue constructif engagé en 1988 et cherchent à ouvrir ensemble de nouveaux horizons me paraît une très bonne chose. Les accords n'ont jamais été conçus pour figer des situations. Plus ils créent de dynamiques politiques, économiques, sociales et culturelles et plus ils apporteront la preuve de leur force et de leur bien-fondé. »

« Pour l'heure, la préoccupation prioritaire de l'Etat, en partenariat impartial mais dynamique, est de continuer à travailler sans relâche à la politique de rééquilibrage. »

« Soyons objectifs : depuis 1989, véritable année de lancement des actions de rééquilibrage, des choses significatives ont été accomplies. Quelques faits quantitatifs valent mieux que de longs discours. Vous parlez du partage de l'emploi. On souligne trop rarement que, depuis trois ans et demi, le nombre d'emplois salariés a augmenté de plus de 25 % en Nouvelle-Calédonie. Que les trois quarts de ces emplois nouveaux concernent le secteur privé. Et que, surtout, l'augmentation des emplois a été de 20 % dans la province Sud et de 77 % et 83 % respectivement dans la province Nord et dans celle des Iles Loyauté à majorité mélanésienne. Même si ce n'est que le début d'un processus qui doit se poursuivre, cela me permet de vous dire que, oui, le pari du partage de l'emploi entre les différentes communautés peut être gagné. »

« Il faut ajouter à cela l'effort accompli dans le domaine de la formation. En trois ans, le taux de passage du primaire en sixième a augmenté de dix points. Il faut parer aussi du rééquilibrage en matière d'infrastructures publiques : nous signerons, d'ici à la fin de l'année, la deuxième génération de contrats de développement avec chaque province. Il est donc incontestable que la Nouvelle-Calédonie se transforme en profondeur, dans le sens d'un

plus grand dynamisme et d'une plus grande justice. »

« Mais rien ne peut être encore considéré comme définitivement acquis. Cela suffit à expliquer, ici ou là, l'expression parfois d'inquiétudes ou d'impatiences. Je les considère comme des témoignages positifs : elles attestent qu'aucune indifférence ne s'installe et que la volonté de progresser est intacte. »

« Le comité de suivi qui se tiendra à la fin de l'année - au cours duquel les partenaires étaient convenus de faire un bilan d'étape même si la loi référendaire ne lui donne aucun caractère exceptionnel - sera une bonne occasion de débattre de toutes ces questions. Mais je crois vraiment que chaque semaine, chaque mois qui passent, rendent les accords de Matignon et d'Oudinot plus vivants et plus concrets. »

« Choc psychologique » en Polynésie

« La Polynésie française, elle aussi, n'en finit pas de s'interroger. Depuis un an, le fonctionnement des institutions locales est bloqué par les querelles de personnes et les renversements d'alliances. Vous avez invité au « nécessaire sursaut » les élus locaux, et les représentants du territoire ont accepté de conclure avec vous un « pacte de progrès ». Mais que pouvez-vous en attendre puisque ses principaux signataires n'en finissent pas de s'entre-déchirer ? Est-ce que le constat des réalités ne condamne pas le régime d'autonomie interne ? Le souci de compromis et de dialogue avec tous les élus, même quand certaines de leurs pratiques sont condamnées en justice, ne contribue-t-il pas à un dangereux statu quo ? »

« Il est incontestable que la vie politique en Polynésie française a connu, depuis les élections territoriales de mai 1991, une période de forte instabilité. Aucune majorité claire n'était sortie des urnes et les fluctuations d'alliances ont fait le reste. »

« Cela est évidemment préjudiciable au règlement des grands dossiers économiques et sociaux. Mais, en dépit des péripéties, on ne peut pas à proprement parler de blocage des institutions locales. La sérénité des travaux du gouvernement territorial et de l'Assemblée a pu laisser fortement à désirer, mais ce problème semble maintenant derrière nous. »

« Loin de moi l'idée de banaliser cette situation ou de m'en accommoder. J'ai dit aux élus du territoire, lors de notre rencontre du 28 avril, que j'étais très profondément préoccupé par la dégradation de la vie démocratique sur le territoire. Je leur ai dit avec solennité qu'il fallait des institutions un « organe de rivalité personnelle ou risque d'aboutir à la remise en cause des fondements mêmes du statut d'autonomie. La crédibilité du territoire et de ses représentants exige, dans le contexte économique et social actuel, que l'intérêt général l'emporte sur les clivages partisans. »

« J'ai le sentiment que ce message a été compris. La suspension des essais nucléaires, a peut-être, créé un choc psychologique propice à ce genre de prise de conscience. »

« Une hirondelle ne crée pas le printemps, mais j'ai tout de même

constaté, au cours de deux semaines de réunions, que des élus qui s'étaient opposés dans un passé récent acceptaient de travailler ensemble et de tenir un langage commun, y compris sur des problèmes difficiles. Cela durera-t-il ? Je le souhaite et je ferai tout pour cela. »

« J'ai indiqué, à l'ouverture de nos travaux, que la Polynésie était arrivée à un tournant de son histoire et que si elle poursuivait sur sa lancée elle s'enfoncerait dans une impasse économique et risquerait la rupture de sa cohésion sociale. La prise de conscience de ce risque a-t-elle joué ? En tout cas, je crois qu'au-delà des mesures concrètes que nous avons arrêtées quelque chose a changé à l'occasion des rencontres de Paris. Quelque chose dont il est encore difficile d'apprécier toute la portée mais qui relève peut-être de ce sursaut que j'ai appelé de mes vœux et que j'ai essayé de rendre possible. »

« Si cela se confirme, il faudra ne plus regarder que l'avenir et rattraper le temps perdu. Mon souci n'est pas de désigner des responsables de telle ou telle situation mais plutôt de chercher des partenaires pour faire progresser les choses. C'est certainement de cela qu'a besoin la Polynésie française. »

« Pas un pari, la raison ! »

« L'outre-mer a rendez-vous avec le traité de Maastricht. En quoi pouvez-vous assurer que l'intégration des quatre DOM à l'Europe constituera pour eux une vraie chance de développement et de progrès alors que la métropole n'a jamais su trouver les moyens de répondre pleinement à leurs aspirations ? Ne s'agit-il pas tout bonnement d'un pari à haut risque ? »

« A l'époque du traité de Rome, les débats soulignaient également le caractère de pari à haut risque de l'entreprise. Pourtant, avec un peu de recul, on s'aperçoit que ce pari était un choix lucide sur le plan économique. L'éclatant succès du Marché commun qui a suivi et qui a largement contribué à la prospérité de l'Europe était loin d'être tuit. Il en est de même aujourd'hui pour le traité de Maastricht. Il n'est pas un pari, c'est la raison. »

« Pourquoi avoir peur ? De même que la métropole a su mettre en place une décentralisation adaptée à l'outre-mer, de même la Communauté européenne a progressivement reconnu la spécificité des DOM. »

« Aujourd'hui, le traité de Maastricht vient de reconnaître, à l'initiative de la France, le caractère ultrapériphérique des DOM. C'est

une nouvelle étape. Le doublement des fonds de soutien communautaire pour la période 1989-1993 en est l'application directe. Cet effort devrait se poursuivre, pour la période 1994-1998, à un rythme en cours de négociation. »

« Je note également que chaque fois qu'un problème de compatibilité apparaît, la Communauté européenne s'efforce, tout en faisant respecter le principe d'un traitement égal pour les douze partenaires communautaires, de le résoudre dans le respect de la spécificité des DOM. Ainsi, l'octroi de mer, la taxe qui assure les revenus des collectivités

territoriales, se trouve pérenniée. C'est l'objet du projet de loi qui va être présenté au Parlement. »

« La France, appuyée par plusieurs de ses partenaires, a fait que l'Europe entière participe aujourd'hui très activement, comme cela est inscrit dans le traité de Maastricht, au comblement du retard constaté dans les régions ultrapériphériques handicapées par la distance. »

« Mais le traité de Maastricht apporte plus qu'un supplément de moyens, signe tangible de la solidarité européenne à l'égard de nos DOM, et qu'une monnaie unique forte et stable. Il apporte aussi, avec l'Union européenne, l'appartenance et la citoyenneté au plus large espace de démocratie, de liberté et de paix au monde. L'Europe est le gage que le cauchemar haïtien sera épargné à nos Antilles malgré sa proximité géographique. Cela non plus ne doit pas être négligé. »

« Mais les logiques marchandes ne risquent-elles pas de balayer toutes les adaptations envisagées au nom de la spécificité de ces terres lointaines ? »

« Si les logiques de marché veulent dire un effort de productivité, un plus grand niveau d'initiative locale

et moins d'économie administrative, elles méritent d'être prises en compte. Il existe toutefois une limite à ces logiques : la préférence communautaire. Celle-ci est d'autant plus importante à mettre en œuvre que le marché européen est celui sur lequel les DOM peuvent connaître les développements les plus significatifs. En effet, les marchés régionaux offrent bien des possibilités à nos DOM, mais celles-ci sont limitées par le fait que les économies en cause sont souvent concurrentes et que nombre d'entre elles éprouvent de sérieuses difficultés financières. Le marché nord-américain, en dehors de quelques secteurs très limités, est difficile. La concurrence des produits tropicaux y est plus vive qu'en Europe, et ceux-ci sont vendus sur la base de prix mondiaux très bas. C'est donc l'Europe qui apparaît comme le débouché principal de nos DOM. Il faut savoir en tirer le meilleur profit, y compris en termes d'adaptation des structures de production et de formation des hommes. »

« Les adaptations prévues par la Communauté européenne en faveur de nos DOM ne font que tenir compte de cette situation. Je suis également persuadé qu'une logique d'avantages équilibrés fera progressivement mieux apprécier l'apport des DOM à l'économie européenne. Leurs ressources halieutiques, la base aérospatiale de Kourou, les possibilités touristiques des Antilles à une époque où les services connaissent un essor plus rapide que l'industrie. »

« Une crise de croissance »

« La campagne des élections régionales a mis en évidence, dans les DOM, les effets pervers de la coexistence de deux assemblées - conseil général et conseil régional - sur le même territoire. Cela a abouti, surtout en Guadeloupe et en Guyane, à des pratiques financières douteuses et à des « ardoises » redoutables. Certains des nouveaux présidents du conseil régional ont réaffirmé l'idée d'une assemblée unique. Comment pensez-vous que les DOM puissent éviter de retomber dans de pareils errements ? »

« Comment s'y appliqueraient les directives du président de la République, qui a exprimé le souhait de voir porter rapidement à certains abus engendrés par les lois de décentralisation qui ont favorisé la constitution de certaines baronnies départementales ou régionales ? »

« Je ne crois pas, comme vous semblez le penser, que les difficultés financières que vous évoquez soient imputables au système institutionnel que connaissent les départements d'outre-mer. L'existence de ces assemblées pour chacun de deux départements génère sûrement des coûts supplémentaires, mais ceux-ci n'ont rien à voir avec les déficits en cause. »

« J'insiste aussi sur le fait qu'il n'y a outre-mer ni plus ni moins de baronnies pour reprendre votre expression. Il y en a, c'est certain, mais ne pensez-vous pas que l'existence de deux présidents dans chaque département n'est pas d'une certaine manière de nature à permettre un certain équilibre ? »

« L'appréciation que l'on porte sur la situation des collectivités territoriales d'outre-mer ne doit pas négliger les contraintes très particulières auxquelles ces dernières doivent faire face. Les régions d'outre-mer accusent encore de graves retards économiques par rapport aux régions métropolitaines. Elles ont de très importants besoins d'investissement, en matière de grandes infrastructures, de lycées. Elles souffrent encore de structures administratives insuffisantes. Je pense donc qu'elles ont connu ces dernières années une crise de croissance qui ne remet pas en cause les principes d'organisation sur lesquels elles reposent. Prenons garde à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, l'outre-mer mérite le soutien de la métropole beaucoup plus que les critiques. »

« Pour l'avenir, je pense que les excès du passé doivent être limités par l'exercice toujours plus rigoureux des contrôles, notamment des contrôles de légalité et des contrôles budgétaires. La loi sur l'administration territoriale de la République de février 1992 a apporté des innovations intéressantes pour renforcer les moyens des préfets, s'agissant en particulier des marchés des collectivités locales. »

« Je reste toutefois persuadé qu'il faut améliorer la décentralisation dans les DOM et j'ai invité les élus à y réfléchir, car une solution purement parisienne ne me semblerait pas convenir. On peut néanmoins penser à des pistes, par exemple pour rationaliser l'exercice des compétences concurrentes, de fait ou de droit. »

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT

Le débat sur la question européenne

La commission des lois du Sénat a adopté un rapport mesuré

Le rapport de M. Jacques Larché (républicain et indépendant, Seine-et-Marne), président de la commission des lois du Sénat, sur le projet de loi constitutionnelle, préalable à la ratification du traité de Maastricht, a été adopté en commission, mercredi 27 mai, par les groupes UDF de l'Union centriste et des républicains et indépendants, alors que le RPR s'est abstenu. Ce rapport devait être rendu public le vendredi 29 mai. Hormis l'amendement relatif au vote et à l'éligibilité des ressortissants de la Communauté européenne, nommé de discord entre les centristes et le RPR (le Monde du 29 mai), M. Larché ne propose que l'adoption de deux autres amendements, d'ordre rédactionnel, que le gouvernement pourrait accepter sans difficulté.

Compte tenu de la division de la majorité sénatoriale sur le dossier européen, et symboliquement sur la question du vote et de l'éligibilité, M. Larché, dont les gouvernements socialistes ont pu mesurer à plusieurs reprises la pugnacité au cours de ces dernières années, a rédigé une fois n'est pas coutume, un rapport mesuré. M. Larché ne fait qu'une seule réserve à propos de la procédure. Il rappelle que « si les deux Assemblées ne parviennent pas à l'adoption d'un texte identique (...), le président de la République devra considérer la révision comme définitivement rejetée. »

« En aucun cas il ne pourrait demander directement au peuple de réformer, par voie de référendum, la décision, souveraine, du constituant. Une démarche de ce type reviendrait à instituer une procédure d'appel contre le Parlement, qui est précisément composé des représentants du peuple », indique le rapporteur de la commission des lois. M. Larché ajoute également que « si la ratification du traité sur l'Union européenne suppose nécessairement une révision constitutionnelle, la réalisation de celle-ci ne préjugerait en rien de l'entrée en vigueur de l'engagement international en question. »

Précautions oratoires

Ces précautions oratoires prises, M. Larché assure n'avoir pas cédé dans le projet de « vices juridiques rédhibitoires » conduisant à s'opposer à la révision constitutionnelle et à l'interdire du même coup au Parlement de se prononcer le moment venu sur la ratification du traité de Maastricht. Le rapporteur, qui prend acte « des avancées sensibles résultant des travaux de l'Assemblée nationale », souhaite simplement « poursuivre la démarche de celle-ci ». M. Larché était attendu particulièrement sur le droit de vote, combattu par le RPR et souhaité par les centristes. Sur ce point, il a su tirer son épingle du jeu. « Dans la mesure où le gouvernement n'a pas demandé une révision constitutionnelle, il aurait sans doute dû le faire, la clause sur le droit de vote des étrangers est désormais juridiquement indissociable de l'ensemble du traité. La remettre en cause reviendrait donc à rejeter l'ensemble du traité de Maastricht, sauf à demander une hypothétique renégociation qui supprimerait l'accord des onze autres Etats membres », rappelle M. Larché, qui propose un dispositif prévoyant « la possibilité du droit de vote des citoyens européens afin de permettre sa mise en œuvre dans les conditions prévues par le traité. »

C'est sur l'amendement de M. Larché, qui reprend dans une large mesure un amendement UDF déposé sans succès à l'Assemblée nationale, que devrait vraisemblablement se cristalliser le débat au Sénat entre le gouvernement, l'UDF et le RPR. »

M. Larché propose l'adoption de deux autres modifications au texte de l'Assemblée nationale. La première est purement formelle. M. Larché propose d'écrire que « la langue de la République est le français », alors que les députés avaient préféré dire que « le français est la langue de la République ». La deuxième modification est relative

au contrôle par le Parlement français des actes communautaires. Alors que l'Assemblée nationale avait proposé que le Parlement français puisse « émettre un avis sur les propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative », M. Larché propose que l'Assemblée nationale et le Sénat se prononcent sur des résolutions qui pourraient être votées « pendant les sessions ou en dehors d'elles. »

Ces deux dispositions ne devraient pas poser de problème pour la conclusion d'un accord entre le Sénat et le gouvernement. G. P.

450 MILLIONS DE FRANCOPHONES

Structure des 47 nations d'expression française. Ressources, économie. France : 2^e domaine territorial mondial (zones maritimes).

* T1 / LA FRANCE 3^e SUPER 3^e SUPERPUISANCE. 90 F
* T2 / LES MORISONS DE LA FRANCITÉ 98 F
Envoi franco

MARTINOT DE PREUIL
49960 NUEL-SUR-LAYON

GARAUDY

ROGER GARAUDY
LES
FOSSOYEURS
Un journal
appel aux vivants

La décadence politique et religieuse de l'Occident sous domination américaine : comment échapper au suicide planétaire.

LA rchipel

Lundi 1^{er} juin - Sénat - 17h30
Débat R. Garaudy - A. de Benoist
"Un nouvel ordre international ?"
Renseignements (1) 42 78 46 05

SOCIÉTÉ

Après la mise en liquidation de l'une de ses sociétés

Le groupe Pierre Botton au centre d'une polémique juridique et financière

M. Gilbert Boisson, ancien dirigeant et propriétaire de la société Boisson SA, spécialisée dans l'agencement des pharmacies, a, le mardi 26 mai, déposé une plainte pour « escroquerie, abus de biens sociaux, infraction à la législation sur les effets de commerce » cette plainte vise les dirigeants du groupe Pierre Botton, qui avait racheté il y a dix-huit mois Boisson SA, mise en liquidation judiciaire le 27 mai. M. Pierre Botton avait lui-même, quelques jours auparavant

assigné M. Gilbert Boisson pour « faute de gestion ». Les remous que suscite ces démêlés judiciaires tiennent pour beaucoup à la personnalité de M. Botton, homme d'affaires connu, mais aussi, ancien candidat - soutenu par le RPR - aux élections législatives partielles de 1991 et gendre de M. Michel Noir, maire de Lyon, avec lequel il vient de se réconcilier après une longue période de brouille et d'accusations réciproques.

LYON

de notre bureau régional

A l'origine du conflit qui oppose M. Botton à M. Boisson une question simple : comment expliquer la chute brutale de Boisson SA, société qui travaillait sur un marché porteur, qui avait été rachetée en parfaite santé en septembre 1990 mais qui, depuis le 27 mai, a été mise en liquidation judiciaire avec un passif estimé à 14 millions de francs ?

De Lyon, les regards se portent vers Cannes. Plus précisément vers le quartier huppé de la Californie, où via la SCI Helen Roc dont il est le gérant, M. Pierre Botton s'est fait aménager une luxueuse villa, dont les travaux ont été confiés à la société Boisson SA : piscine, deux bureaux, trois cuisines, trois salles de séjour, quatre dressings, onze chambres et enfin un garage à deux couleurs : rouge pour la Ferrari, jaune pour la Lamborghini. Achetée 11 millions de francs l'an dernier, avec des travaux d'aménagement estimés à plus de 10 millions, la villa Helen Roc pourrait être revendue désormais 40 millions.

La fausse note des affaires de M. Botton est venue de ce petit paradis régulièrement fréquenté par quelques vedettes de la politique et du show-biz. Il y a d'abord eu les cris des sous-traitants et des fournisseurs qui, ne réussissant pas à se faire payer, ont dû,

« contraints et forcés » estimer, abandonner tout ou partie de leurs créances. L'un d'eux a même, depuis, déposé le bilan. A cela s'ajoutent les coups de feu que M. Marcel Botton, père du propriétaire, venu superviser la conduite des travaux, a tirés, le 9 mars dernier, en direction de son fils, « lassé et honteux » qu'il était, dit-il, devant la situation faite aux artisans. Il y eut enfin, le 22 mai, le dépôt de bilan de la société Boisson SA, précédé, la veille seulement, d'une assignation par M. Botton de l'ancien responsable de la société à qui il avait racheté les parts de l'entreprise, M. Gilbert Boisson, pour « faute de gestion ».

Flou de gestion

Mais celui-ci ne s'est pas laissé faire. Soutenu par les anciens salariés, aujourd'hui presque tous licenciés, bénéficiant de la sympathie des clients et fournisseurs, M. Boisson a déposé une plainte contre les mains du procureur de la République de Lyon pour « escroquerie, faute de gestion, infraction à la législation sur les effets de commerce ».

Cette plainte, qui devrait déboucher en début de semaine prochaine sur une enquête confiée au SRPJ de Lyon, vise les pratiques du groupe Pierre Botton, dont la gestion a laissé crassement, en 18 mois, une société jusqu'alors en bonne santé. Car le flou

des mécanismes de gestion, relevé par les salariés, banquiers, clients et fournisseurs, mais aussi par le procureur lors de l'audience du tribunal de commerce, entre les différentes sociétés de Pierre Botton se retrouve sur d'autres chantiers : celui de son hôtel particulier à Lyon, celui de son appartement, avenue Paul-Doumer à Paris, celui d'un conseiller municipal parisien et le siège du RPR du Rhône entre autres. Le liquidateur judiciaire, M. Patrick Dubois, a été chargé par le tribunal d'examiner les possibilités d'extension de la liquidation judiciaire à d'autres sociétés de M. Botton.

Les enquêteurs devront aussi se pencher sur les documents transmis au parquet. Parmi ceux-ci, de curieuses notes d'hôtel rédigées par la société Boisson SA. Établies au mois de janvier 1991, à la demande de M. Marc Bathier, bras droit de M. Botton, au nom de cadres commerciaux de la société, elles correspondent à un séjour que ces derniers nous ont affirmé n'avoir jamais effectué. Elles datent, en fait, d'une époque où M. Botton, alors candidat soutenu par le RPR aux législatives partielles provoquées par les démissions de MM. Michel Noir et Jean-Michel Dubernard, avait invité à Lyon des personnes venues de Cannes et de Paris pour animer sa campagne.

ROBERT MARMOZ

Héroïne fatale sur la Côte d'Azur

L'apparition de nouvelles drogues pourrait être à l'origine de la recrudescence des surdoses mortelles dans la région niçoise

NICE

de notre correspondant régional

Isabelle avait vingt-deux ans. Arrivée, peu de temps auparavant, de l'est de la France, elle est morte, en plein jour, dans la rue, d'un dernier « trip », à sa sortie d'une brasserie proche de la gare de Nice. Comme elle, cinq autres jeunes gens, de vingt-quatre à vingt-huit ans, sont décédés de surdoses, en une semaine, à Nice et dans la région niçoise. Dix, au total, en moins de deux mois, ont eu la même fin dramatique : trois en avril et sept en mai. Dix décès, dus en apparence aux mêmes causes, ont été enregistrés depuis le début de l'année. Il y en avait eu treize, pour toute l'année 1991, dans la circonscription du tribunal de grande instance de Nice (englobant l'est du département). D'autre part, le nombre d'interventions, pour surdoses, des sapeurs-pompiers niçois et du SAMU 06 de l'hôpital Saint-Roch a presque doublé en quelques semaines, passant de dix-huit, en avril, à trente et un en mai.

Ce phénomène inquiète au plus haut point policiers et magistrats. Il a incité le parquet de Nice à ordonner des analyses toxicologiques complètes - confiées à un laboratoire de Strasbourg - à partir de prélèvements opérés sur quatre des sept dernières victimes. Aucun point commun n'a été formellement établi entre les décès, si ce n'est le profil des jeunes drogués, tous héroïnomanes d'habitude. En attendant de connaître, dans quelques jours, les conclusions des experts, le procureur de la République, M. Pierre-Louis Améras, formule trois hypothèses. « Il s'agit, dit-il, soit d'une exceptionnelle loi des séries : soit de l'arrivée sur le marché d'héroïne plus pure, et donc plus nocive, que celle habituellement proposée ; soit, au contraire, de drogue coupée avec des produits très dangereux. »

« Blanche de Chine »

Le recours à des substances de coupage de l'héroïne est, en fait, systématique : directement à la source, dans les pays producteurs, ou sur les lieux de consommation, à l'initiative de revendeurs cherchant, par ce moyen, à augmenter leurs profits ou à financer leurs propres besoins. Les additifs employés vont du banal sucre glace aux produits médicamenteux, en passant par le bicarbonate - mélangé à la cocaïne, il donne le redoutable « crack » - le salpêtre, ou encore des détergents en poudre, quand ce n'est pas - le

cas s'est produit il y a quelques années - des poisons tels que le cyanure ou la strychnine.

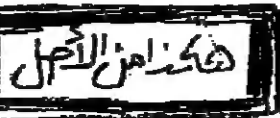
Le danger de certains de ces additifs est accru par leur consommation sous forme d'injection intraveineuse. L'usage d'héroïne plus pure n'est pas, toutefois, à exclure. Les policiers niçois spécialisés dans la lutte contre le trafic de stupéfiants ont observé l'arrivée, récente, sur le marché local, de deux nouvelles drogues : l'une dite « héroïne blanche de Chine » - elle fait d'énormes dégâts aux États-Unis, - l'autre, conditionnée en « caillou » qui doit être pilée avant sa consommation. Cette dernière contiendrait 15 % d'héroïne pure au lieu de 3 % pour celle habituellement proposée par les dealers.

Quelle qu'en soit la cause, la recrudescence des surdoses sur la Côte d'Azur laisse penser que la consommation de drogue fait sans cesse des progrès, en dépit de toutes les mesures de prévention et de répression mises en œuvre. La politique de réhabilitation de l'injonction thérapeutique, menée depuis l'an dernier par le parquet de Nice, paraît, pourtant, efficace. Selon les chiffres communiqués par M. Jean-Pierre Niel, le substitut spécialisé dans la lutte contre la toxicomanie et le trafic de stupéfiants, 207 toxicomanes sur 327 (soit près de 65 %) ont suivi jusqu'à leur terme les prescriptions des autorités médicales.

Cependant, le taux de rechute, parmi les toxicomanes de longue date, est important. « On consomme de plus en plus tôt, dans tous les milieux et de plus en plus ouvertement », constate M. Niel, pour qui la situation est « très sérieuse ». M. Nicole Roland, secrétaire générale de la Ligue régionale de lutte contre la drogue, redoute, pour sa part, que Nice soit encore plus touchée « en raison de sa position de ville frontalière, dès que l'on aura harmonisé « sur le modèle des plus laxistes » l'ensemble des législations européennes. »

Parallèlement, le nombre des comparutions immédiates de dealers devant le tribunal correctionnel de Nice (200 en 1991) a fait un bond de plus de 30 % en un an. Ces résultats ont été notamment obtenus grâce à de spectaculaires opérations de police menées au foyer Sonacotra de Nice-Village, dans la plaine du Var, le principal repaire de revendeurs d'héroïne de la ville (70 interpellations en juin 1991). Mais la tâche est immense, et les moyens dont disposent la police et la justice ne sont pas, à l'évidence, suffisants.

GUY PORTE



SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

Edberg et Lendl entre les gouttes

La pluie a donné, jeudi 28 mai, un surcroît à Stefan Edberg et Ivan Lendl, têtes de série numéros 2 et 10, qui ont été mis en difficulté au deuxième tour des Internationaux de France par deux Sud-Américains, Gabriel Markus, et Jaime Oncins. Sur une terre battue alourdie par l'humidité, il a fallu 64 jeux à Emilio Sanchez et Willy Masur pour se départager. Ces conditions météo n'ont pas empêché les « cognes », Jim Courier, André Agassi et Gabriella Sabatini de passer en puissance, mais trois têtes de série féminines, Anke Huber (n° 9), Katerina Maleeva (n° 11) et Sabine Appelmans (n° 16) n'ont pas surmonté l'épreuve pas plus que le champion 1990, Andrei Gorn, sorti dans l'indifférence par un Suédois classé 101^e mondial, Lars Johansson.

Est-ce la météo morose, les matches entrecoupés d'orages, la sortie avec panache de deux figures de légende, Connors et

McEnroe, l'élimination de plusieurs Français ? Roland-Garros a vécu, jeudi, un tournoi dans le tournoi, à la recherche d'un nouveau souffle.

On s'attendait à une confrontation à grand spectacle entre Jim Courier et le coéquipier Thomas Muster, vainqueur de l'Open de Monte-Carlo sur terre battue. Il y eut en fait une qualification rapide du favori américain (6-1, 6-4, 6-4), démarant son match sur les chapeaux de roues, assommant son adversaire : « Même s'il a été de trois sets, ça n'a pas été un match facile, dément Courier. Ce qui a fait la différence, c'est que je gagnais des points librement sur mon service alors que lui, il devait cogner dur pour gagner le sien. »

Sans effort non plus, la victoire d'André Agassi contre Gianluca Pozzi (6-0, 6-2, 6-1) le combla d'assurance : « J'ai été alimenté par une sorte de machine. Je ne pouvais pas frapper la balle mieux que cela ». Ivan Lendl, lui, était de rage sa raquette à terre, court n° 2, venant de se faire voler le service pour le match par le Brésilien Jaime Oncins, et se retrouvant en très fâcheuse position après avoir mené durant les deux premiers sets (6-3, 6-3, 3-6, 2-6, 3-5) avant que la pluie n'oblige au report du match à vendredi matin.

Quant à Henri Leconte, épargné par l'hécatombe française, il avait tout simplement qu'il « s'éclaircisse » ici, après une victoire facile sur l'Américain Jim Grabb (6-3, 6-4, 6-3), un joueur qui n'avait jamais passé le premier tour de Roland-Garros depuis cinq ans : « Il y a trois semaines, je ne voulais pas venir, maintenant je suis là et je m'amuse. La pression est aussi forte qu'avant mais je la gère mieux. Je n'ai pas de résultat derrière moi. De la finale de la Coupe Davis à aujourd'hui, j'ai joué énormément et j'ai

été saturé. Je me suis alors arrêté de jouer au tennis tout en me préparant physiquement et maintenant j'aborde les matches plus sereinement, j'essaie de bien me concentrer sur la tactique et de jouer tous les points, alors qu'avant j'avais tendance à me reposer quand j'avais gagné un set. » Affrontant au troisième tour Michael Stich, vainqueur du jeune Français Lionel Roux, Henri Leconte tentera de « fournir le même tennis d'attaque, en prenant encore plus de risques et en étant plus percutant en fond de cours sur son service. »

Acculé à la faute

Il resta la rencontre entre Stefan Edberg et l'Argentin Gabriel Markus, âgé de vingt-deux ans, un grand moment si la partie n'avait été entrecoupée d'averses et finalement différée, elle aussi, à vendredi matin. Face au vainqueur du dernier tournoi de Nice, un spécialiste de la terre battue, le seul revêtement où le Suédois n'est pas à l'aise, Edberg était obligé de puiser dans ses réserves et de jouer son meilleur tennis. Edberg condamné à l'exploit permanent sur cette brique pilée hostile, le challenge s'est révélé spectaculaire. Acculé à la faute, il ne put jamais rattraper un break dans le premier set (4-6 pour Markus), puis se vit sérieusement talonné par l'Argentin dans les deux autres manches (7-6, 7-6), ne pouvant donner autre chose que des revanches aériennes, montant au filet comme sur les plus belles herbes. À ceci près qu'il fut sanctionné à chaque faute dans son jeu de serveur-volleyeur. Edberg poussé jusqu'à ses extrêmes limites dans un choc de la soirée qu'on aurait bien aimé voir aller à son terme.

D. L. G.

Medvedev, la révélation

A chaque changement de côté, pendant la pause, Andrei Medvedev répète méticuleusement les mêmes gestes. Après s'être essuyé le visage, les bras et les jambes, il courbe l'échine. La tête penchée vers la terre, Andrei Medvedev a l'air en prières. Il retrouve sa concentration. Ce calme de joueur d'échecs qui lui permet de continuer dans le tournoi et de se faire une réputation de « tombeur ». Après avoir éliminé le Suisse Jakob Hlasek, tête de série numéro 16 du tournoi, au premier tour, Medvedev s'est débarrassé, jeudi, de Kevin Curren. Finaliste aux Internationaux d'Australie en 1984 et à Wimbledon en 1985, le Sud-Africain naturalisé américain faisait à trente-quatre ans sa première apparition sur la terre battue parisienne.

Comme au premier tour, Andrei Medvedev ne s'est pas laissé impressionner par la stature de son adversaire : « Je ne joue pas contre un nom, je joue contre un joueur de tennis. Je ne regarde jamais son visage, mon regard est rivé sur la balle. » Ce fut un curieux match. On aurait pu se croire à Wimbledon. Adeptes du service-voilé, les deux hommes ont fait une partie d'échanges éclairés et de points gagnants. Un exemple de tennis fluide, de coups agressifs mais jamais heurtés. Kevin Curren conserve un style basé sur les réflexes, l'instinct et la rapidité. Seulement il ne bouge plus aussi vite qu'aux belles années. Souvent, il semble courir au ralenti. Devant lui, les dix-sept ans de Medvedev sont implacables. Kevin Curren regarde passer les coups droits, foin, impuissant.

« Rester calme, c'était le clou du match », explique l'Ukrainien. Cette paix, il la trouve dans la religion. Au mois d'avril, dans

l'église orthodoxe toute proche du Parc Impérial de Nice, où il disputait un tournoi, il a soudain cru en Dieu. « Toute ma famille est croyante, moi, je n'y croyais pas avant quand j'ai rencontré cette présence. Lorsque je suis dans une situation inextricable, je sais désormais que je peux compter sur quelqu'un. »

Pratiquant, la famille Medvedev l'est aussi en tennis. La mère d'Andrei, Svetlana, est entraîneur. Sa sœur aînée, Natalia, classée trente et unième joueuse mondiale, a été éliminée au deuxième tour du tournoi par Jana Novotna : « J'ai toujours joué avec elle, explique Andrei. Au début, elle me battait. J'étais si petit. Puis les matches ont été plus équilibrés. Aujourd'hui, elle m'en prend un ou deux jeux par set. Je dois beaucoup à Natalia : mon jeu d'attaque, tout simplement ! Au début, je copiait le jeu en fond de court de Mats Wilander, tandis que Natalia attaquait sur toutes les belles, montait à la volée. Le garçon que j'étais ne pouvait pas rester derrière les lignes quand une fille passait en via au filet ! J'ai pris des forces aussi. Mon service s'est accordé et je trouve tellement plus amusant de monter à la volée. » Une technique que son beau-père, a encore perfectionnée.

Vainqueur du tournoi juniors 1991 à Roland-Garros, Andrei s'était encore fait remarquer au tournoi de Genève où il avait atteint les demi-finales. Une blessure au genou devait ensuite le tenir à l'écart des courts pendant quelques mois. Classé cent soixante-quinzième mondial, il a dû passer par les qualifications pour entrer dans le tableau final de Roland-Garros. Et sa longue silhouette ne passe désormais plus inaperçue.

BÉNÉDICTE MATHIEU

RUGBY : le XV de France bat la Roumanie 25-6. - Au terme d'une rencontre spectaculaire - contrairement à l'habitude, - l'équipe de France de rugby s'est imposée 25-6 face à la Roumanie, jeudi 28 mai au Havre, à quelques semaines d'une tournée en Argentine. Avec un effectif sensiblement

rajeuni et commandé pour la première fois par le troisième ligne centre Marc Cécillon, l'équipe de France a réussi trois essais - Saint-André (23^e), Cadieu (50^e), Galthié (80^e) - dont deux transformés - Vials (23^e) et Ougier (80^e) - auxquels se sont ajoutés un essai de pénalité (74^e) et une pénalité (19^e).

هكذا من الألف

CULTURE

THÉÂTRE

Luc-Antoine Diquero, l'Œdipe de Londres

Jorge Lavelli reprend Greek de Steven Berkoff à la Colline, avec un nouvel interprète

Un loup londonien, nommé Eddy, raconte l'histoire de sa famille : la mère épuisée, le père facho lui mal dans le passé. Quand il raconte, il n'est plus un loup, mais un type avec du répondant et une femme. Le fait qu'elle soit sa vraie mère lui apprend son père - la perturbation, mais, contrairement à son prédécesseur Œdipe, il ne se met pas en colère, n'en fait ni une tragédie, ni un complexe. Avec Greek, Jorge Lavelli reprend au Théâtre de la Colline, Steven Berkoff détourne le mythe et le transforme en une fable d'un personnage qui tient le scénario pendant deux heures, qui doit montrer à la fois ce qu'il est et ce qu'il a. Luc-Antoine Diquero - dont le premier grand choc fut celui de Pip Simpson, un Anglais déjà, l'humour violemment noir - reprend Richard Fontana. Moins charnu, mais plus teigneux, plus dange-

reux, grâce à un professeur de français qui a écrit une petite pièce sur nous, fait connaître les auteurs. Je m'y retrouve chez moi, j'ai compris. J'ai vu des stades dans la mortuance du Théâtre du Soleil, puis j'ai passé un an chez Jacques Lecoq. Finalement, ce qui m'a scolarisé m'ennuie. Je suis un Mesquich dirigé par un atelier au Marie-Stuart, j'y suis. Très peu. Je n'ai pas spécialement aimé le caractère, mais je ne porte pas les gens qui se prennent pour des héros et veulent vous mentir. Je ne parle pas de lui, j'ai seulement croisé il qui paraît avoir de l'humour.

« Penser sur le long terme »

« J'ai connu André Breton, Gide, Malraux, qui dirigeait le théâtre, ça a été. Il m'a pris pour assistant, puis j'ai fait le comédien, après quoi je me suis embarqué dans une aventure dans les Cévennes, puis au Quai de la Gare, où j'ai rencontré Robert Cantarella. Une aventure qui s'est passée avec force. C'est à ce

moment que Jorge Lavelli m'a vu. J'ai tenu un rôle muet dans Opérette de Gombrowicz, et dans l'Enlèvement au sérail d'Aix-en-Provence, puis il m'a proposé Greek, évidemment j'étais prêt.

« J'aime un texte, j'aime le défendre. Malgré une lucidité à propos de son milieu, Eddy choisit l'arnaque. Il n'a pas de conscience politique, seulement une conscience animale de sa survie, et il se défend avec les moyens qu'on lui a donnés. Personnellement, je ne marcherai sur personne pour survivre. Je suis plus intelligent, plus constructif d'aller vers les gens et de fabriquer sa vie d'acteur avec ses désirs. Même si on mettrait un fait d'instants, on d'autant plus d'ailleurs, on ne peut pas le long terme. Le long terme, on ne peut pas le faire à partir du mépris.

« J'ai connu des échecs, mais je prends mes responsabilités, faire passer le chapeau aux gens ou aux autres, à l'auteur, au metteur en scène, aux spectateurs, ce n'est pas moi. Quelques fois, après la fin d'une

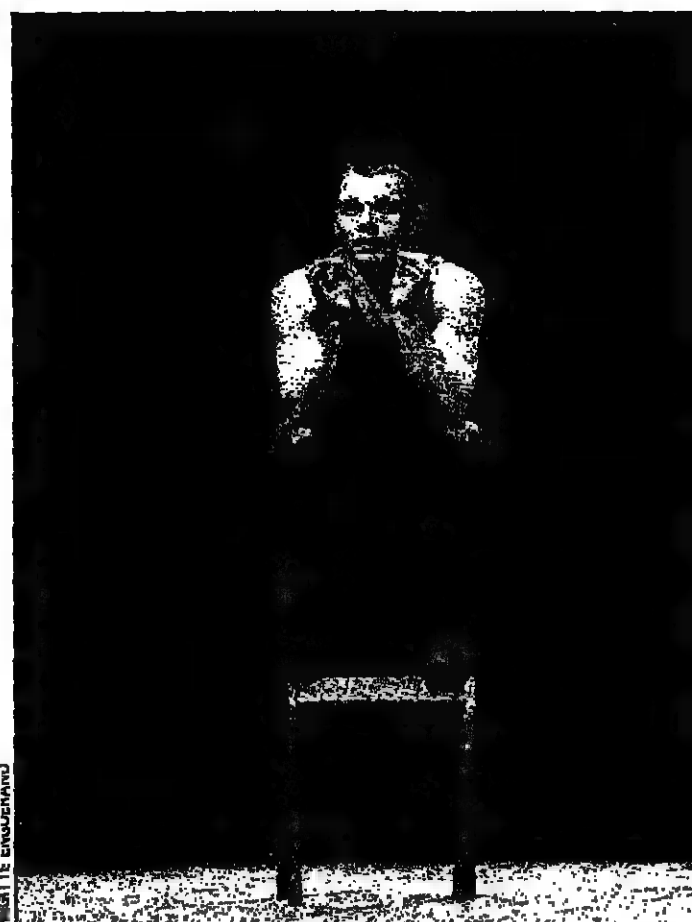
de la représentation, je m'engueule avec les gens qui n'aiment pas. Ce n'est pas une question de caractère, c'est une question de

« Je ne sais où je vais »

Pour l'avenir, je ne sais où je vais. J'aime les choses simples, exubérantes, mais je n'ai pas envie de dissocier les gens, les cerveaux et les instincts, par exemple. Je suis avec les autres. J'ai failli travailler avec Martin Langhoff, j'espère que ça ne se fera pas. J'aime Lavelli, il est très compliqué : il veut que les comédiens leur donnent la liberté. Je veux pouvoir me tromper, et même lourdement. C'est la seule façon que l'on franchisse les obstacles.

Propos recueillis par COLETTE GUYARD

Théâtre national de la Colline, grande salle. Du mardi au dimanche à 20 h 30, dimanche à 15 h 30. Jusqu'au 21 juin. Tél. : 43-86-43-80.



Luc-Antoine Diquero dans « Greek » : « Je veux pouvoir me tromper, et même lourdement... »

MUSIQUES

Jeux de mains

Quatre pianistes français en tournée au Brésil

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

A deux, quatre ou huit mains, quatre pianistes français ont interprété des œuvres de musique classique à l'occasion d'une tournée au Brésil organisée par la mairie de Nantes et le CREA (1), avec l'appui de la SACEM et du ministère de la culture. Cette « fête du piano français » réunissait Michel Béroff, Brigitte Engerer, Jean-François Heisser et Alain Planès, pour des concerts donnés à Belo-Horizonte, Brasília, Rio-de-Janeiro et Belém.

Même si les solistes dans un répertoire aussi varié (Mozart, Saint-Saëns, Debussy, Ravel, etc.) et long - près de trois heures - était un peu d'autant plus ardue qu'ils ont inscrit quelques « premières » brésiliennes à leur programme (le fameux Boléro de Ravel nouvellement transcrit pour quatre pianos par le critique musical Jacques Dirlot et l'Apprenti sorcier de Darius Milhaud) et qu'ils ont pris la « risque » de composer ce Scaramouche composé par Darius Milhaud, secrétaire de Paul Eluard lorsque ce dernier était à Paris.

Rio de Janeiro.

Organiser une tournée au Brésil n'est pas non plus une tâche aisée : la ville de Curitiba n'ayant pas terminé la nouvelle salle qui devait être inaugurée à cette occasion, un remplacement a été organisé en dernière minute dans la ville d'Assis, dans l'État de São Paulo, la qualité, parfois très moyenne, des pianos constituait, par ailleurs, un autre handicap.

Malgré ces difficultés, ce coup d'essai fut une réussite. Les quatre pianistes ont été très appréciés, une tournée qui devrait reprendre en France dans le cadre des festivals d'été au mois de juillet prochain. Une réussite qui illustre le dernier mot de tout en bis - après des applaudissements particulièrement nourris à Rio-de-Janeiro - par les quatre solistes sur un seul piano. Ce Galop de Lavinia révéla la principale marque de cette expérience : la chaleur, l'ardeur et la complicité qui régnaient entre ces

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) Centre de musique et d'histoire artistiques. Basé à Nantes et dirigé par René Martin. Il organise, entre autres manifestations, les festivals de La Roche-d'Anthéris et de la Grange de Meslay.

Déclaration d'indépendance

A l'écart des circuits traditionnels, Fugazi poursuit une carrière internationale

FUGAZI

à l'Elysée-Montmartre

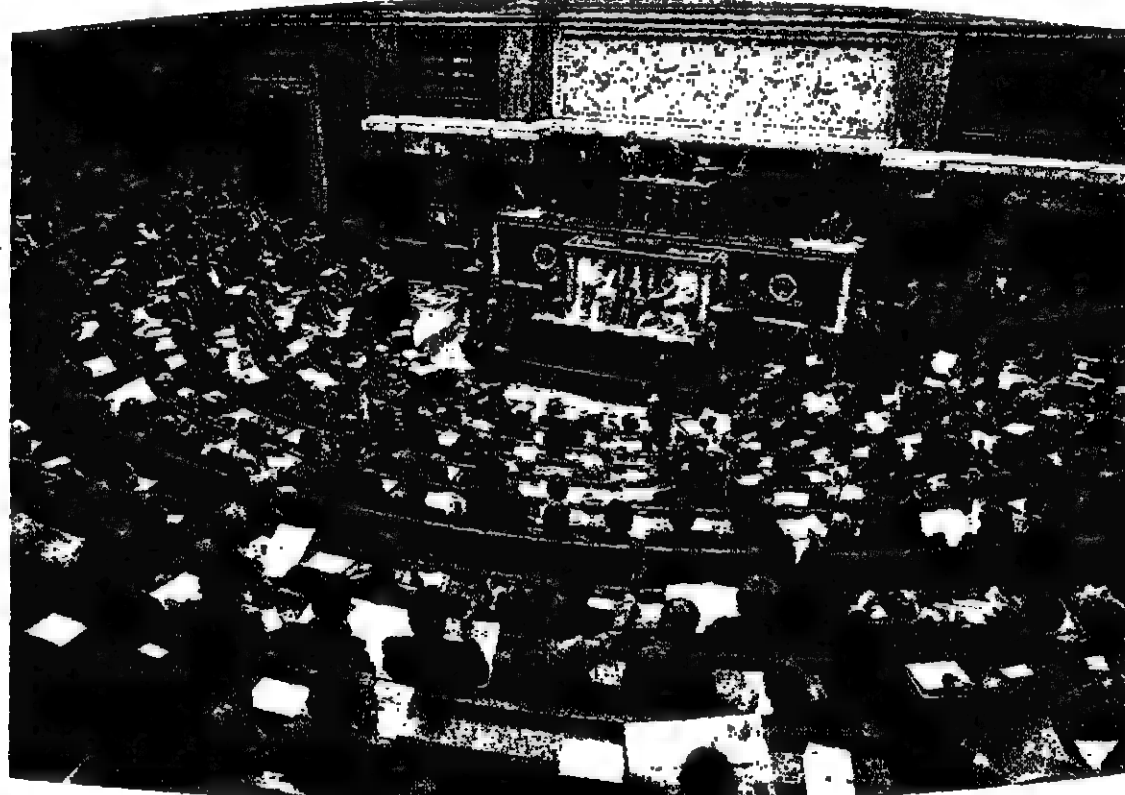
« Aux États-Unis, la scène indépendante est considérée comme une étape vers l'industrie d'une musique plus commerciale et d'un public plus important. Les gens ne comprennent pas qu'on puisse rester indépendant et rester dans le confort du pas », Ian McKay, chanteur et guitariste de Fugazi, expose ses arguments sur la méthode de la scène indépendante qui sait. Le quatuor de Washington DC enregistre depuis cinq ans et a aidé des majors. Mais de la promotion, interviews et compte-rendus, disques autoproduits et distribués par leur propre label (Dischord, distribué en France par New Rose), places de concert à cinq dollars, Fugazi est l'OVNI du rock américain.

La musique de Fugazi, mélange de hardcore, funk, heavy-metal, le tout rectifié à la sauce punk. Indigeste ? Le dernier opus du groupe, Steady as the Rock, ne conviendrait pas aux estomacs fragiles, mais il vient rafraîchir la mémoire de ceux pour qui l'histoire du bruit commence avec Nirvana. « La musique est la seule chose qui on a besoin de faire de la musique, commente Guy, le deuxième chanteur-guitariste, ce qu'il faut d'abord, c'est des trucs. » « Nous ne

reconnaissons pas vraiment les disques, ajoute Ian, Fugazi est un groupe de scène, il faut venir voir un concert. » Dont acte.

Pas de gadgets en scène, pas de lasers et, surtout, pas de bruit de fond. Fugazi est adepte d'un show à fioritures. Il y a une Reclamation, complainte extraite du dernier album. Le groupe, enfin, se gonfle, porte le public sur de lourdes vagues électriques, puis retombe. L'accalmie est de courte durée, armé de son ampli, Ian McKay part à la recherche du feedback sacré... et le trouve. Le reste du groupe s'engouffre derrière lui. Le public suit.

N'en déplaise aux puristes, Fugazi n'est pas un groupe punk : ils jouent en place (le batteur est excellent), leur musique est audible, et ils n'hésitent pas à interrompre la musique si la foule devient trop bruyante. Sur la scène, Guy lâche sa guitare et entame un ballet épileptique sur l'œuf de la scène. La scène de Saint-Guy fait du bruit au sein du public. On distingue nettement quelques paires de baskets tendues vers le ciel. Le « hardcore émotionnel » de Fugazi, à l'étroit sur l'album, prend maintenant tout son ampleur.



Avant même d'émettre, Arte a déjà eu un public passionné.



A partir du 30 Mai sur le câble et en Septembre sur le canal 5.

communiqués en fin de matinée par le Service interbancaire des avisés, nous de la BNP.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mercredi 27 mai :
Bernard Chauvin,
PDG des Laboratoires Chauvin.

Lundi 1^{er} juin :
David de Rothschild co-gérant
de la banque de Rothschild
« Le Monde l'Economie »
publie un dossier sur la
réunification des Rothschild

مركز مالي

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 MAI

Cours relevés à 14 h 00

Règlement mensuel									
VALEURS		Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS		Cours	Précéd.
4770	CAE 3%	4776	4780	-0.04	-0.01	4770	CAE 3%	4776	4780
910	CAE 3.5%	4781	4785	-0.04	-0.01	910	CAE 3.5%	4781	4785
915	CAE 4%	4786	4790	-0.04	-0.01	915	CAE 4%	4786	4790
1778	CAE 4.5%	4791	4795	-0.04	-0.01	1778	CAE 4.5%	4791	4795
1779	CAE 5%	4796	4800	-0.04	-0.01	1779	CAE 5%	4796	4800
785	CAE 5.5%	4801	4805	-0.04	-0.01	785	CAE 5.5%	4801	4805
786	CAE 6%	4806	4810	-0.04	-0.01	786	CAE 6%	4806	4810
787	CAE 6.5%	4811	4815	-0.04	-0.01	787	CAE 6.5%	4811	4815
788	CAE 7%	4816	4820	-0.04	-0.01	788	CAE 7%	4816	4820
789	CAE 7.5%	4821	4825	-0.04	-0.01	789	CAE 7.5%	4821	4825
790	CAE 8%	4826	4830	-0.04	-0.01	790	CAE 8%	4826	4830
791	CAE 8.5%	4831	4835	-0.04	-0.01	791	CAE 8.5%	4831	4835
792	CAE 9%	4836	4840	-0.04	-0.01	792	CAE 9%	4836	4840
793	CAE 9.5%	4841	4845	-0.04	-0.01	793	CAE 9.5%	4841	4845
794	CAE 10%	4846	4850	-0.04	-0.01	794	CAE 10%	4846	4850
795	CAE 10.5%	4851	4855	-0.04	-0.01	795	CAE 10.5%	4851	4855
796	CAE 11%	4856	4860	-0.04	-0.01	796	CAE 11%	4856	4860
797	CAE 11.5%	4861	4865	-0.04	-0.01	797	CAE 11.5%	4861	4865
798	CAE 12%	4866	4870	-0.04	-0.01	798	CAE 12%	4866	4870
799	CAE 12.5%	4871	4875	-0.04	-0.01	799	CAE 12.5%	4871	4875
800	CAE 13%	4876	4880	-0.04	-0.01	800	CAE 13%	4876	4880
801	CAE 13.5%	4881	4885	-0.04	-0.01	801	CAE 13.5%	4881	4885
802	CAE 14%	4886	4890	-0.04	-0.01	802	CAE 14%	4886	4890
803	CAE 14.5%	4891	4895	-0.04	-0.01	803	CAE 14.5%	4891	4895
804	CAE 15%	4896	4900	-0.04	-0.01	804	CAE 15%	4896	4900
805	CAE 15.5%	4901	4905	-0.04	-0.01	805	CAE 15.5%	4901	4905
806	CAE 16%	4906	4910	-0.04	-0.01	806	CAE 16%	4906	4910
807	CAE 16.5%	4911	4915	-0.04	-0.01	807	CAE 16.5%	4911	4915
808	CAE 17%	4916	4920	-0.04	-0.01	808	CAE 17%	4916	4920
809	CAE 17.5%	4921	4925	-0.04	-0.01	809	CAE 17.5%	4921	4925
810	CAE 18%	4926	4930	-0.04	-0.01	810	CAE 18%	4926	4930
811	CAE 18.5%	4931	4935	-0.04	-0.01	811	CAE 18.5%	4931	4935
812	CAE 19%	4936	4940	-0.04	-0.01	812	CAE 19%	4936	4940
813	CAE 19.5%	4941	4945	-0.04	-0.01	813	CAE 19.5%	4941	4945
814	CAE 20%	4946	4950	-0.04	-0.01	814	CAE 20%	4946	4950
815	CAE 20.5%	4951	4955	-0.04	-0.01	815	CAE 20.5%	4951	4955
816	CAE 21%	4956	4960	-0.04	-0.01	816	CAE 21%	4956	4960
817	CAE 21.5%	4961	4965	-0.04	-0.01	817	CAE 21.5%	4961	4965
818	CAE 22%	4966	4970	-0.04	-0.01	818	CAE 22%	4966	4970
819	CAE 22.5%	4971	4975	-0.04	-0.01	819	CAE 22.5%	4971	4975
820	CAE 23%	4976	4980	-0.04	-0.01	820	CAE 23%	4976	4980
821	CAE 23.5%	4981	4985	-0.04	-0.01	821	CAE 23.5%	4981	4985
822	CAE 24%	4986	4990	-0.04	-0.01	822	CAE 24%	4986	4990
823	CAE 24.5%	4991	4995	-0.04	-0.01	823	CAE 24.5%	4991	4995
824	CAE 25%	4996	5000	-0.04	-0.01	824	CAE 25%	4996	5000
825	CAE 25.5%	5001	5005	-0.04	-0.01	825	CAE 25.5%	5001	5005
826	CAE 26%	5006	5010	-0.04	-0.01	826	CAE 26%	5006	5010
827	CAE 26.5%	5011	5015	-0.04	-0.01	827	CAE 26.5%	5011	5015
828	CAE 27%	5016	5020	-0.04	-0.01	828	CAE 27%	5016	5020
829	CAE 27.5%	5021	5025	-0.04	-0.01	829	CAE 27.5%	5021	5025
830	CAE 28%	5026	5030	-0.04	-0.01	830	CAE 28%	5026	5030
831	CAE 28.5%	5031	5035	-0.04	-0.01	831	CAE 28.5%	5031	5035
832	CAE 29%	5036	5040	-0.04	-0.01	832	CAE 29%	5036	5040
833	CAE 29.5%	5041	5045	-0.04	-0.01	833	CAE 29.5%	5041	5045
834	CAE 30%	5046	5050	-0.04	-0.01	834	CAE 30%	5046	5050
835	CAE 30.5%	5051	5055	-0.04	-0.01	835	CAE 30.5%	5051	5055
836	CAE 31%	5056	5060	-0.04	-0.01	836	CAE 31%	5056	5060
837	CAE 31.5%	5061	5065	-0.04	-0.01	837	CAE 31.5%	5061	5065
838	CAE 32%	5066	5070	-0.04	-0.01	838	CAE 32%	5066	5070
839	CAE 32.5%	5071	5075	-0.04	-0.01	839	CAE 32.5%	5071	5075
840	CAE 33%	5076	5080	-0.04	-0.01	840	CAE 33%	5076	5080
841	CAE 33.5%	5081	5085	-0.04	-0.01	841	CAE 33.5%	5081	5085
842	CAE 34%	5086	5090	-0.04	-0.01	842	CAE 34%	5086	5090
843	CAE 34.5%	5091	5095	-0.04	-0.01	843	CAE 34.5%	5091	5095
844	CAE 35%	5096	5100	-0.04	-0.01	844	CAE 35%	5096	5100
845	CAE 35.5%	5101	5105	-0.04	-0.01	845	CAE 35.5%	5101	5105
846	CAE 36%	5106	5110	-0.04	-0.01	846	CAE 36%	5106	5110
847	CAE 36.5%	5111	5115	-0.04	-0.01	847	CAE 36.5%	5111	5115
848	CAE 37%	5116	5120	-0.04	-0.01	848	CAE 37%	5116	5120
849	CAE 37.5%	5121	5125	-0.04	-0.01	849	CAE 37.5%	5121	5125
850	CAE 38%	5126	5130	-0.04	-0.01	850	CAE 38%	5126	5130
851	CAE 38.5%	5131	5135	-0.04	-0.01	851	CAE 38.5%	5131	5135
852	CAE 39%	5136	5140	-0.04	-0.01	852	CAE 39%	5136	5140
853	CAE 39.5%	5141	5145	-0.04	-0.01	853	CAE 39.5%	5141	5145
854	CAE 40%	5146	5150	-0.04	-0.01	854	CAE 40%	5146	5150
855	CAE 40.5%	5151	5155	-0.04	-0.01	855	CAE 40.5%	5151	5155
856	CAE 41%	5156	5160	-0.04	-0.01	856	CAE 41%	5156	5160
857	CAE 41.5%	5161	5165	-0.04	-0.01	857	CAE 41.5%	5161	5165
858	CAE 42%	5166	5170	-0.04	-0.01	858	CAE 42%	5166	5170
859	CAE 42.5%	5171	5175	-0.04	-0.01	859	CAE 42.5%	5171	5175
860	CAE 43%	5176	5180	-0.04	-0.01	860	CAE 43%	5176	5180
861	CAE 43.5%	5181	5185	-0.04	-0.01	861	CAE 43.5%	5181	5185
862	CAE 44%	5186	5190	-0.04	-0.01	862	CAE 44%	5186	5190
863	CAE 44.5%	5191	5195	-0.04	-0.01	863	CAE 44.5%	5191	5195
864	CAE 45%	5196	5200	-0.04	-0.01	864	CAE 45%	5196	5200
865	CAE 45.5%	5201	5205	-0.04	-0.01	865	CAE 45.5%	5201	5205
866	CAE 46%	5206	5210	-0.04	-0.01	866	CAE 46%	5206	5210
867	CAE 46.5%	5211	5215	-0.04	-0.01	867	CAE 46.5%	5211	5215
868	CAE 47%	5216	5220	-0.04	-0.01	868	CAE 47%	5216	5220
869	CAE 47.5%	5221	5225	-0.04	-0.01	869	CAE 47.5%	5221	5225
870	CAE 48%	5226	5230	-0.04	-0.01	870	CAE 48%	5226	5230
871	CAE 48.5%	5231	5235	-0.04	-0.01	871	CAE 48.5%	5231	5235
872	CAE 49%	5236	5240	-0.04	-0.01	872	CAE 49%	5236	5240
873	CAE 49.5%	5241	5245	-0.04	-0.01	873	CAE 49.5%	5241	5245
874	CAE 50%	5246	5250	-0.04	-0.01	874	CAE 50%	5246	5250
875	CAE 50.5%	5251	5255	-0.04	-0.01	875	CAE 50.5%	5251	5255
876	CAE 51%	5256	5260	-0.04	-0.01	876	CAE 51%	5256	5260
877	CAE 51.5%	5261	5265	-0.04	-0.01	877	CAE 51.5%	5261	5265
878	CAE 52%	5266	5270	-0.04	-0.01	878	CAE 52%	5266	5270
879	CAE 52.5%	5271	5275	-0.04	-0.01	879	CAE 52.5%	5271	5275
880	CAE 53%	5276	5280	-0.04	-0.01	880	CAE 53%	5276	5280
881	CAE 53.5%	5281	5285	-0.04	-0.01	881	CAE 53.5%	5281	5285
882	CAE 54%	5286	5290	-0.04	-0.01	882	CAE 54%	5286	5290
883	CAE 54.5%	5291	5295	-0.04	-0.01	883	CAE 54.5%	5291	5295
884	CAE 55%	5296	5300	-0.04	-0.01	884	CAE 55%	5296	5300
885	CAE 55.5%	5301	5305	-0.04	-0.01	885	CAE 55.5%	5301	5305
886	CAE 56%	5306	5310	-0.04	-0.01	886	CAE 56%	5306	5310
887	CAE 56.5%	5311	5315	-0.04	-0.01	887	CAE 56.5%	5311	5315
888	CAE 57%	5316	5320	-0.04	-0.01	888	CAE 57%	5316	5320
889	CAE 57.5%	5321	5325	-0.04	-0.01	889	CAE 57.5%	5321	5325
890	CAE 58%	5326	5330	-0.04	-0.01	890	CAE 58%	5326	5330
891	CAE 58.5%	5331	5335	-0.04	-0.01	891	CAE 58.5%	5331	5335
892	CAE 59%	5336	5340	-0.04	-0.01	892	CAE 59%	5336	5340
893	CAE 59.5%	5341	5345	-0.04	-0.01	893	CAE 59.5%	5341	5345
894	CAE 60%	5346	5350	-0.04	-0.01	894	CAE 60%	5346	5350
895	CAE 60.5%	5351	5355	-0.04	-0.01	895	CAE 60.5%	5351	5355
896	CAE 61%	5356	5360	-0.04	-0.01	896	CAE 61%	5356	5360
897	CAE 61.5%	5361	5365	-0.04	-0.01	897	CAE 61.5%	5361	

هكزا سن الفصح

S A N S V I S A

Rio, nuit noire sur la samba



Rio-de-Janeiro sera, à partir du 1 juin, au centre de la planète Terre en accueillant, sur l'initiative des Nations unies, la conférence des chefs d'Etat pour l'environnement. Nous publierons lundi (le Monde du 2 juin) un dossier sur le Sommet de la Terre. Rio, métropole d'un Sud accablé de misère, secoué de violences. Rio, débordée par une population de quatorze millions d'habitants. Rio, où la nuit révèle plus crûment la dérive d'une cité dépourvue de son mythe d'une culture en perdition. Témoignage.

A Rio, le jour est comme un coup de feu. La nuit s'abat en coupant sur la ville. Une ville qui perd sensibilité la tête, prend ses jambes à son cou, s'enferme à double tour. Les places, ces avenues, ces parcs qui furent le théâtre d'un ouvert de rue de carnaval se voient de toute âme qui vive. L'habitus rafraîchissant de la mer tropicale, la pureté cristalline d'un ciel constellé de diamants n'y tiennent. Copacabana, Champs-Élysées tropical, rue de l'Exotisme de l'exotisme; même Copacabana ne fait plus exception. Une fois la nuit tombée. Et tout là-haut, sur la tête d'aiguille de Corcovado, le Christ le Christ, se dresse, au milieu d'un halo ambre d'illumination la statue du Christ, les bras grands ouverts... sur le vide. Rio ne sait plus à quel point se vouer.

Mais Rio by night a été fait de retour comme un gant. Et la ville se met à grouiller d'une façon insolite, d'un peuple somnambule, d'une humanité de fond. Les femmes et les enfants d'abord. Voilà une mère noire qui s'affaire pour un bon ordre dans sa « maison ». En pleine rue, sur le terre-plein de l'abri d'un arbre crepu elle met au « lit » trois petits bouts d'enfants dont un est travesti. Un empiement de chiffons donne à penser que la famille n'est pas au complet. A côté, sur le bord du trottoir, entre un thermos, dans une veste accrochée au tronc de l'arbre, une femme Copacabana en passant devant l'hôtel Méridien. Un dernier regard au balai - la propreté n'est pas un vain mot au Brésil - et la maison s'allonge sur un matelas d'éponge blanche. Elle est sur ses jambes, serre le poitrin, s'immobilise en une attitude toute maternelle.

Tout autour des hôtels pour les touristes, notamment sur la promenade de l'avenue Nossa-Senhora de Copacabana, parallèle à la plage, circule, s'agite, pullule un grand concours de prostituées, de badauds, d'insomniaques et de proxénètes. Noirs, blancs et métis y prédominent. Des pizzas servent sans désemparer pizzas, jus de fruits. La drogue circule. On achète, on se laisse aller à se vendre. Les négrillons plus

hauts que trois papayes se faufilent entre les jambes raées de frais, proposant chewing-gum et cacahuètes. Des galopins qui font loin. Sans famille, sans toit ni loi, la rue reste leur patrie. Leur berceau et leur tombeau. Trente millions de personnes abandonnées, largées dans le chaos, jetées en pâture au vice et au crime. Prêts à tout pour le jeu, ils tuent leur temps à tuer ou à se faire tuer. La rubrique faits divers regorge de pages entières par des flânesurs trop lourds pour leurs idées.

La Fondation de l'Etat pour le bien-être du mineur (FEDEM) est en charge de récupérer ces déshérités en herbe pour les placer dans un droit chemin, dont tout un chacun au Brésil sait qu'il est difficile. Le départ. Dans le meilleur des cas. Car les « mineurs » du FEDEM ont tout de même un effarant « bien-être » au mineur. La violence sexuelle, la drogue, le suicide, l'assassinat y font rage. On y réprime également une plus en douceur, l'agressivité de la loi ou le garmement à grand renfort d'hormones féminines. Histoire de contraindre un dur à cuire en femmelette... sinon en travestie de femme.

Le choix, en somme, et en ce, les travestis prolifèrent à Rio mais aussi à travers tout le Brésil. Ils n'encombrent pas seulement l'urbanisme de la prostitution; ils s'imposent tranquillement dans le paysage quotidien. Il ne s'agit pas d'un groupe marginal mais plutôt d'une « minorité sociale ». « Vous faites un programme ? Le Brésil retient une attitude devant la créature qui l'accoste. L'homme de la rue a une cascade, galbe du poitrin qui donne au corps l'air d'une montgolfière, fessier rebondi, une respiration une nation cousue main. L'homme dévot, que, souvent, le plasticien à la main est heureux. On peut aussi dire un « mineur » doté d'une biceps paraissent presque gros que les seins.

La plupart de ces malheureux viennent du Nordeste, une Éthiopie du Brésil qu'un Soudaniste propose tout simplement de céder... L'Etat d'Israël pour un bail de 99 ans. Rio attend pour la terre promise. Le déchantement vite et

survivre au petit bonheur la chance, vendant un peu de sang par-ci, un rein par-là, leur bras de bras partout. Dormant, par bandes, sur la plage ou, par fertilité, sous les ponts, ils vivent à la petite semaine. Une errance qui s'achève parfois par une balle dans la tête.

Bien entendu, le syndicat des Escadrons de la mort, créé par des policiers en 1964 pour lutter contre le « laisser-aller » ne désarme toujours pas. Malgré un bon coup de pied du gouvernement Collor dans la fourmilière, une partie de la police fait l'intérim pour rétablir la sécurité du petit commerce. Une répression de petits mutins houpilés-ils la clientèle. À Baixada Fluminense, la zone nord, le Bayrouth de Rio? Qu'à cela ne tienne! Une rafale de pistolet-mitrailleur, on n'en parle plus. Si, juste pour l'annonce dans la presse : « Hé ! les gars, allez dans les endroits, on vous y laisse un peu de jambon ! » Les journalistes de la « Cidade Maravilhosa » (cité merveilleuse) qui rapportent les faits divers varient en jusqu'à la nausée, puis jusqu'à l'indifférence, leur compte de cadavres. L'un d'eux vient de « fêter » en quelque sorte une victime, réalisant ainsi un chiffre de douze mille feux-part au cours d'une carrière qui lui a permis d'être clos. A moins qu'il ne s'agisse lui-même par être couché au bas de la liste.

L'amour et la mort s'arrachent le corps de la ville jusqu'à la réduire en lambeaux. Le kiosque à journaux n'affiche que deux panneaux de réclame. A temps de réclames onéreuses, l'une pour l'homme et l'autre chantant le sexe. Cost et Colt, guerre gratuite et payante; balles et belles, petite mort et grande mort !

Le jour ressuscite comme il a succombé : il détone tout à trac en feu solitaire. Il retombe sur ses pieds. Jus de mangue ou de maracuja, café arabica du terroir, papaye, bœuf. Quoi de mieux pour partir du pied vers la rue Alfandega (« douane ») en portugais, la rue d'imitation ringarde de New-York. Une pagailleuse voie piétonne à laquelle les magasins tenus par des Syro-Libanais chrétiens et des juifs arabes ont un petit air de souk oriental. Dans le restaur

ant du Nil, on peut lire le menu en arabe. L'hospitalité levantine ne se dément pas. Le « frère » de passage se verra offrir au moins un jus de fruit de la passion.

Pour nombreux, les Arabes, chrétiens dans leur majorité, revendiquent déjà un « droit d'entrée » au Brésil. Arrivés ici avec un passeport ottoman, l'émigrant libanais, syrien ou palestinien sera pour un « Turco » ainsi qu'on continue à désigner l'Arabe dans toute l'Amérique latine.

Le plus éloquent indice de leur impeccable intégration ? Leur apport à la samba, le fin du fin de la musique brésilienne, l'esprit même de Rio. Car l'âme de cette ville, c'est sa voix. Elle ne se fait pas entendre, elle chante. Mais ici on chante avec son corps comme ailleurs on parle avec ses mains. La samba, couple parfait de chant et de danse, trouve enfin sa voix. Un mariant et harmonisant, comme le fredonnera dans un immense succès *Canta Brasil* (Chante Brésil) le grand chansonnier David Nasser, le « glot » du Noir et la « mélodie » du

bar poisseux, le Baiano (la baianaise) du fubourg de la Ciata.

Alors, Rio s'embaie pour la samba, happe une aguicheante partenaire pour danser. Sur le carrelage patiné du Baiano on vient de se bercer d'illusions, l'Arabe interrompt l'Europe, la guitare s'entiche du tambourin, peau blanche et peau noire se confondent par se confondre la lueur de la lune de miel la plus authentique. La samba, la vraie « mais autêntica », plus authentique) vient au jour. Un pays jeune, une nation adolescente, trouve enfin sa voix. Un mariant et harmonisant, comme le fredonnera dans un immense succès *Canta Brasil* (Chante Brésil) le grand chansonnier David Nasser, le « glot » du Noir et la « mélodie » du

de *AMM* envoyé spécial
Stimane Zeghidour
Lire la suite page 25

AU SOMMAIRE



Médoc, tourterelle au bout du fusil.....	p. 23
A Lyon, le musée des Hospices.....	p. 24
Gares, pas perdus et retrouvés.....	p. 28
Gastronomie La bière dans l'assiette.....	p. 27
Jeux (p. 22) Télé (p. 22)	
(p. 26) (p. 27)	

LA FINLANDE EN LIBERTÉ AVEC VOTRE PROPRE VOITURE

SILJA LINE

Le monde merveilleux de SILJA LINE.

Le Nord du FINNET, SILJA LINE vous offre la seule route directe ALLEMAGNE-FINLANDE (Stockholm-Helsinki).

Et tous les jours les liaisons FINNET-FINLANDE : Stockholm-Helsinki et surtout Stockholm-Helsinki à bord des incomparables géants blancs, SILJA LINE et SYMPHONY, qui vous émerveilleront par leur luxe, leur confort et leur beauté.

Renseignements et réservations dans les Agences de Voyages et auprès de l'Agence officielle de SILJA LINE en France :

SCANDITOURS

36 RUE TRIANON 75009 PARIS

TEL : (1) 47 42 38 65



SCANDITOURS vous propose aussi toutes les formules de vacances indépendantes en Scandinavie : chalets, hôtels, avions, bateaux...

Sélection établie
par Patrick Frances
et Daniella Tremont

TERROIR



Pour les oiseaux aussi le Médoc est un piège. Au retour de leur migration hivernale les tourterelles passent en vol groupé au-dessus de la pointe de Grave.

Le bas Médoc, autrefois occupé par la tribu des Bituriges Vivisques, longtemps ignoré par les seigneurs de Paris, n'a depuis toujours accoutumé à prélever ses plaisirs et ses avantages sur les ressources du pays. La chasse et la pêche, après y avoir été les activités, y sont devenues des divertissements de survie. Aujourd'hui, les Médocains ont l'impression d'être moins que les tourterelles.

Le Médoc est un harpon, un piège, une matole : l'Atlantique, la Gironde et, au sud, Bordeaux, le mur d'argent. Les grands seigneurs du vin de garde, font miroiter le bas Médoc du côté des canaux et des dunes, et la vigne se penche sur la mer, se referme sur les appâts. Les réserves des forêts, les horizons de la mer élargissent les horizons de la tribu.

Les tourterelles sont invisibles, le grain.

La tourterelle sur les armes du Médoc

grappillent. Ils cherchent les giroles qui s'offrent au printemps, les cerises dans la rouille des bois, ils foudroient les tourterelles, brient le vol des colverts, les étangs. A l'ouverture de la chasse, la manne tombe sur un ciel de plombs. Les bords de l'Océan, ils naufragent les nauts et les bars. Dans la « rivière », la Gironde, ils se font chercheurs de pilules, les alevins d'anguille, qui se vendent à prix d'or. Depuis longtemps accoutumés aux armes de la civilisation, ils s'en remettent aux substantiels de la nature. Ils ne craignent pas de leur finistère, fait une volière de leur triangle de ciel, de leur cul-de-sac, un carreau.

Le Médoc, longtemps si lointain, perdu, a perdu son passé. Des Bituriges autrefois, qui déjà aimaient le vin, des grives, des hobereaux, des vaisseaux des pirogues d'Aquitaine, un maré-

chal de Matignon, un comte, mourant d'apoplexie au château de Leparre, les Hollandais débarquant pour asscher les terres et buvant, un soir, Stendhal écrivait d'un confit de canard, un certain maire du nom de Chéodule. Entre les parenthèses d'histoire, les siècles longs comme des jours sans pain, avec toujours les mêmes paysans coupant leur seigle à la faucille, prenant leurs repas aux facès, protéines aux glaux. Ces temps le retard, les outils de labour, et chaque fois rendu aux forces à la nature, aux ronces, aux aubrières, aux pansais, aux vagues et aux iris. Toujours l'attente de leur retour, de Paris et du monde, leur arrivait démodé, moins d'intérêt soudain qu'un vieux fusil à broche ou des livres ravaudés. Quand le chemin de fer apparut, ils se l'espèrent plus, mais, au-dessus des emprises, les

oiseaux migrateurs passaient à découvert, plus faciles à tirer. Après l'installation de l'électricité, ils durent encore attendre l'invention du congélateur. Paris les ignorait, les oiseaux à l'anglaise, le lointain Médoc s'inventa un pays de cocagne. Ils gasconnerent pour le rendre plus giboyeux, plus poisseux encore, comme si les tourterelles de perdreaux embollaient leurs pas, des hordes de sangliers escortaient leur marche dans les bois. Ils crurent donner aux cerfs à boire dans leur main. Souvent pauvres, toujours difficiles d'accès, ils vivaient dans un luxe intouchable aux états de Fauchon. La veille, leur lit, ils avaient la tête pleine de plumes et de poils, et l'aurore, le soleil levait leurs rêves éveillés : des frissons de bécasses, des volées de palombes, des cisnes et des huîtres arrosées d'un

vin. Là, au-dessus d'une entrecôte, ils se racontaient des histoires de chasse et leur passé à l'arrière-pensée. La fois où tirant une grive dans un fourré ils avaient senti du même coup un sanglier. Et la fois où, devant le tribunal de Leparre, le procureur, qui avait eu sa part d'un cuisot interdit, avait requis, en francant ses épaules sèches, contre les braconniers, bons à pendre au chêne de la Croix de Mille, contre « Fracasse » et « Camedouille », une peine exemplaire, une amende à cinq francs. Un autre ne venait plus qu'au moment du tir-bouchon et des fourchettes, car, au Maroc, il avait en un jour cent vingt-sept tourterelles, et l'appât lui manquait à présent. Ils se parlaient ainsi longtemps, se souciaient de vols au-dessus de leur tête, d'un froissement dans les taillis, ils biberonnaient – pour leur baptême

on leur avait frotté les lèvres de vin, du sud du Médoc sur les genévives, – puis, ils s'endormaient sur un arbre. Les lapins pouvaient approcher. Il régnait, entre eux et les animaux, une entente ancestrale : ils les aimaient sur la branche, à l'envol quand ils déboulaient dans la sente, sur le grill ou rôti. Ils aimaient leur chien.

Pour les Médocains aussi le Médoc est un piège. Après leur migration hivernale au sud du Sahara, les tourterelles des bois reviennent vers le nord de l'Europe. Se gardant à gauche de l'Océan, à droite des eaux de l'estuaire, elles arrivent en vol groupé au-dessus du pays de Grave. Là, il leur faut trouver un arroy de poudres. A la pointe, les tourterelles d'élite bordelaises, guettant leur mirador, leur proie de 120 grammes. Plus bas, du côté de Saint-Vivien et de Saint-Christoly, les Médocains, sur des pylônes branlants, surveillant d'un oeil la passée de l'autre les braises du casse-croûte. Dans le ciel, les insouciantes escadrilles qui, chaque année, vont à la roucoulade sans modifier leurs plans de vol, mouraient d'amour pour le plaisir des hommes. C'était ainsi.

Plus d'innocence, partant plus de joie. Depuis que de jolies tourterelles qui leur ressemblent les protègent, tirer des tourterelles n'est plus un passe-temps. C'est un combat contre l'envahisseur. On les tue pour l'exemple, sur l'oiseau s'est posé sur les arbres du Médoc. Ou sur aujourd'hui les amis du passage qui, gracieusement, tombent au printemps dans les tourterelles des Médocains, ces touristes d'avant les congés payés qui prenaient leur plaisir de l'été ? Que sont devenues ces tourterelles, ces pas trop – un bon maître devant avec du plomb n° 7 1/2 – dont la chair ne valait jamais celle des palombes ? Le vrai plaisir s'est envolé. Viennent les tourterelles, il faut à présent remonter sur les pylônes, attendre pendant des heures ou des jours écorchés, ébourrer plus de cartouches que de plumes, tirer des sommations. Arrive le printemps, il faut

vais quart d'heure de Julien l'Hospitalier. Ils entendent monter de la plaine des tourterelles, ces oiseaux maigres et durs, qui maintenant les guettent du bec devant le tribunal de l'opinion. Demain, qui sait ? les alouettes deviendront procédurières, les grives, les faisans, les canards – ce serait un désastre ! – les bécasses – ce serait un crime ! – leur enverront leurs témoins.

Des rêves courent encore sur la lande, mais des visions d'enfer les torturent : ils voient, c'est affreux ! le lièvre derrière la caillie, le marcassin suivant le chevreuil, le pipit et le bigaron, toute leur chasse quittant l'arche du Médoc et passant à la recherche des végétariens.

De notre envoyé spécial Christian Colombani

Marseille en grand chemin

On attribue aux seurs Laffitte, Marie et Léonie à Marseille, un nouveau slogan « Voyager sans lire est un crime », appuyé sur une saison sur une littérature polytechnique. Elles promeuvent cette variété de littérature qui ignore superbement la frontière. Jeanne, l'éditrice, et Simone, la libraire-restauratrice, ont, pour l'été, placé leurs Arcenaults (le livre sans titre du 4 mai 1991) sous l'invocation de la réplique du Julien Gracq des Carrières du grand chemin (Ed. Calci Novati).

D'abord, une salle des Arcenaults, donc Marseille jusqu'à fin mai à la littérature de voyage, une saison pour une littérature polytechnique. Elles promeuvent cette variété de littérature qui ignore superbement la frontière. Jeanne, l'éditrice, et Simone, la libraire-restauratrice, ont, pour l'été, placé leurs Arcenaults (le livre sans titre du 4 mai 1991) sous l'invocation de la réplique du Julien Gracq des Carrières du grand chemin (Ed. Calci Novati).

Le coup d'envoi de l'ensemble sera donné le 1^{er} juin à 18 heures, à sa façon gracieuse et sympathique, par René Dumont, le Vert bécoté monégasque, sur fond de sa récente biographie par Jean-Paul Beaune (René Dumont, une vie saisie par l'écologie, Stock). Pour ceux qui n'auront pas l'occasion, ont été, les

travaux de l'été qui maculeront la Méditerranée par une véritable police de la mer n'aura pas été évitée par tous les États riverains sans exception.

Une autre partie du labyrinthe des Arcenaults – anciens entrepôts du littoral – se trouve sur une exposition photographique de Daniel Gilmont, « La Méditerranée des Amériques », complétée avec d'autres artistes de l'organisation Photographes sans frontières. Soixante-dix clichés sans couleurs non trafiqués, de Manhattan au Corcovado. Et, pour finir, Pierre Gomez, sculpteur de Lyon en 1953, a semé dans les livres ses souples « statues nègres » en bois imprégnées du passage de ce créateur par la bande dessinée.

Ces récits, albums, mémoires, biographies, poèmes s'appuient sur les récits de voyage azulejos, jantes de céramiques du pourtour méditerranéen, importés à Marseille, pas mal de discernement, par deux complices imprégnés d'Algérie, Catherine Daniel et Christiane Pujol, animatrices de la société Terre du Sud. Les livres des potiers méditerranéens, les arts des esprits

LIVRES

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz
► Les Amériques, 11, rue d'Es-
sienne-d'Orves, 13001 Marseille.
Tél. : 91-54-39-37.
► Terre du Sud, 41, rue des
Frères-Pecchini, 13007 Mar-
seille. Tél. : 91-31-44-17.
► L'Amour des livres, guide-ma-
gazine, 3, villa Chané, 75116
Paris. Tél. : (1) 46-51-05-13.

NOUS
RENDONS
FACILE
LA ROUTE
DE VOS
VACANCES

"Holiday Drive", la
réponse de Budget à
votre besoin de voiture
pendant vos vacances.
Pour plus de précisions,
appelez nous au :

(1) 46 86 65 65

Budget

Lyon, palais des fièvres

« Respirez fort ! Ne bougez plus ! Tournez-vous sur le côté ! » Otage de la souffrance, le patient livre son mal à la science. Au cœur de ce qui est encore un hôpital, l'Hôtel-Dieu de Lyon abrite, sous le dôme de Soufflot, le musée des hospices et montre la place d'honneur que cette ville a toujours accordée à l'art de la médecine. Une visite de santé.

LYON compte douze rues portant le nom de médecins. C'est un récent opuscule qui l'affirme (1). Dire le nom de Lyonnais pour les gens de médecine. Loin des demeures patriciennes à Bellecour, dans un quartier populaire, il y a un Jean-Reverzy. Une plaque sur un immeuble, posée par un malade et un médecin, rappelle que « dans cette maison, Jean Reverzy a exercé son art de médecin et a donné ses dons d'écriture ».

Au milieu d'un monde où l'on porte le nom de médecins, sous le poids des décorations hospitalières, de gloires conférées, à la postérité pour avoir décrit une fistule ou une ligature, Jean Reverzy, contraint en 1940 de démissionner de l'enseignement pour « attitude non conforme », apparaît comme un trouble. Lorsqu'un médecin posait, du regard, que les autres portaient sur leur propre nom. Il y a chez un homme, disparu très tôt, de très fortes pages sur la solitude, des malades qui ont l'air de vivre le drap du dernier mot de la nuit, errent, portant leur fatigue comme la croix, au milieu de « l'universelle agonie ».

Mais Reverzy a décrit le grand musée médical lyonnais avec une précision anatomique et une balance, ce qui lui a valu d'être mis au paratoire, les murs de scalpel ont été parfois un peu vifs. L'époque — la première moitié de ce siècle, qui fut une époque d'or de la médecine et du mandarinat lyonnais — la médecine régnait sur la place Bellecour, la « Place des Anglois » (3). La maladie ne se faisait pas qu'à l'hôpital. Il fallait qu'elle fût déclarée, authentifiée par un médecin. L'histoire de la médecine, dans une maison au-dessus de la place, a été prise de longues années à l'avance. Descripteur du Pilat des Monts-d'Or, serrant dans leur portefeuille quelques lignes de leur médecin de campagne, des médecins traversaient la place dans un tablier de lin, disparaissaient sous les porches, dans l'écroulement d'un monde d'attente dans la nuit, dans l'attente avec le monde. Ils s'arrêtaient devant aux mains du maître, avant de passer « la fille du mal ». Il faut aller à l'hôpital. L'oracle était rendu. La nuit, le monde était au bout de la place. « Le souvenir de ses supplicants n'a pas fini de me bouleverser », écrit Reverzy qui, enfant, scrutait la place. De loin, le monde était plus à l'aise, qu'à leur mine, promeneurs soucieux de l'afflux quotidien, le dimanche. Les prestigieux disciples d'Esculape dissimulaient leur mine et leur gloire sous une robe bourgeoise revêche et attristée. Les épouses chrétiennes, invisibles dans les appartements obscurs, ne pouvaient guère qu'aux heures des offices, les enfants étudiaient chez les jésuites. Les orphelins, les fondations pieuses des hôpitaux fournissaient une domesticité silencieuse. Ici la religion était une science économique. Révisée par un système de hermétiques, de chapelles et d'oratoires. Place des Anglois est catholique.

Autre grand moment de la vie lyonnaise, la visite hospitalière quotidienne, menée par le maître. Le maître de Reverzy s'appelle le professeur Joberton de Belleville.



« La maladie affluait à lui ; malgré sa lassitude, il cherchait à sa recette. » Étudiant, recommandé par un interne, Reverzy alla pour la première fois à la « Sœur », une maison, un service à ce jeune homme, la Charité, le professeur. Deux religieuses procèdent à l'hébergement du maître. L'une pose le colat, l'autre entourent les épaules de la blouse, noue les épaules dans le dos. La sœur s'ébranle, savamment composée : à la l'intérieur, entre de poisson-pilote, devant la voie de la clinique, puis la Charité de clinique, « couffu-ment », les stagiaires, puis la Charité de la Charité, un des religieux qui distribueront ensuite dans les lits, les poudres et les pilules, enfin, fermant la marche, quelques obscurs, qui « suivent » le maître. La Charité stoppait devant un lit. On entendait : « Ne bougez plus ! Respirez fort ! Cessez de respirer ! Tournez-vous sur le côté ! » Et le corps « débarrassé de sa maladie » obéissait à la seconde.

Parfois le cortège faisait halte devant les chambres : « Vient le malade personnel du maître, un « recommandé » par les frères ». Alors le maître s'asseyait seul à leur chevet. C'est là, à l'hôpital, que Reverzy apprendra que la Charité des docteurs est encore plus à l'aise que celle des militaires ou des gens d'Eglise : « Professeur de clinique, professeur de clinique, chef de clinique, médecin des hôpitaux, assistant des hôpitaux, ancien interne des

hôpitaux, médaille d'or des hôpitaux... »

De la place Bellecour, une confessionnal de ces souffrances individuelles, on passe à l'Hôtel-Dieu, réceptacle de la douleur collective. Lyon a toujours accordé une place de choix à la maladie. La position la plus longue était jugée la plus élevée pour évacuer les miasmes, mais si par hasard, dans les chambres basses, étaient submergés par les eaux, l'empereur Joseph II, en passant un jour à Lyon, déclara en voyant l'Hôtel-Dieu — Soufflot venait d'achever le Grand Dôme et la longue filade sur la Charité — qu'on n'avait jamais eu un si beau monument « à la fièvre ». En réalité, il y a peu de la place Bellecour, la place Bellecour, l'établissement hospitalier, la Charité, était dans les années 30, dont il ne restait que le beffroi, pour faire place à un hôtel des postes, discipline lyonnaise pourtant moins glorieuse. En échange les Hospices civils de Lyon repèrent le musée Grange-Blanche (nommé ensuite Edouard-Herriot) avec son système pavillonnaire et sa faculté, qui en fit le premier musée hospitalier-universitaire, conçu par Tony Garnier, aujourd'hui inscrit à l'inventaire des Monuments historiques.

Extraordinaire feuilleton que cette restructuration hospitalière qui occupe les premières décennies du siècle, sous la conduite d'Edouard Herriot, qui fit s'agiter les chapelles, qu'envenimèrent tour à tour le Progrès, partisan de Grange-Blanche, et le Nouvel-

liste, hostile aux hôpitaux. En fait, c'est l'Hôtel-Dieu qui était visé. Le « Nouvel » chirurgien Louis Leriche à « l'hôtel » plus tard que d'avait lui — il n'était alors qu'un jeune interne, passionné d'architecture soignée — qui avait été à l'origine de la polémique en signant les premiers articles anonymes du Progrès. L'affaire mobilisa les plus grands Lyonnais. Auguste Lumière, plus à son aise dans son art, se battit contre l'Hôtel-Dieu que l'on pouvait détruire « une arrière-pensée », y compris le Petit Dôme, le « clocher » avait un caractère archaïque non dénué de poésie », à l'exception peut-être du « palais de la Charité ». Un architecte des Monuments historiques apposa son veto, Herriot s'insurgea contre le « Nouvel » et à fait l'Etat. L'architecte se tourna vers la Charité. Les archives et les Beaux-Arts s'opposèrent à la destruction du clocher, sauf pour la conservation du clocher, défendu par Herriot lui-même, et il y eut quelques morceaux de bravoure oratoires antichloriens : « Si on conserve le clocher, qu'il n'y ait pas de croix, paraît-il, un anachorisme. La Charité fut supprimée (4).

A l'Hôtel-Dieu, on peut prendre le poids de la médecine lyonnaise triomphante en visitant le musée des Hospices. Celui-ci — situation rare et privilégiée — se situe au cœur de l'hôpital, sous le Petit Dôme. Le public entre ainsi à l'hôpital. Et si l'on n'y prend garde, on peut pousser la porte d'un service de chirurgie. On y trouve un

peu d'atmosphère flamande. Il y a de superbes brèches en chêne, une vague notion de maladie contagieuse par l'encastrement et les lavages énergiques, une collection impressionnante de crânes en plâtre ou de crânes luxurians. Le musée occupe d'anciennes salles de malades. Au XVII^e siècle, les hôpitaux avaient une disposition cruciforme, et au centre de la croix, sous le dôme, se trouvaient les salles par où s'élevaient les prières, l'autel vers lequel convergeaient les regards implorants.

On trouve peu de choses dans ce musée (mais ce n'est pas un reproche) sur Rabelais, qui fut médecin de l'Hôtel-Dieu, obligé apparemment de fuir vers le jour au lendemain, en 1535, pour échapper aux ultras. A deux pas, place des Jacobins, il fit imprimer Pantagruel. On voit qu'il y avait un pendu, et Etienne Dolet composa peu après un ouvrage où le supplice exprime sa joie de finir sous le scalpel d'un tel poète. On sait aussi qu'il inventa deux appareils, le « syringotome » pour débiter les hernies, et le « glossocoma », une sorte de gouttière, mue par des cordes, pour réduire les fractures de la cuisse (5).

Il y a surtout dans une salle consacrée à la vie hospitalière, des objets émouvants. De beaux bracelets, que les mères accrochaient au poignet des enfants abandonnés pour les reconnaître ensuite. Des lacets, jaunes pour les syphilitiques, que l'on passait au cou des enfants trouvés. On voit un « costume de peste » (cela ressemble à une combinaison anti-nucléaire

un en forme de bec de corbeau) que revêtaient les « chirurgiens d'épidémie » ou les « maîtres de contagion », désignés pour s'enfermer avec les pestiférés. On voit une « machine à vapeur » de malades de l'École Leriche (1879-1955), avec ces mots : « L'étude de la médecine humaine est un moindre geste » ; et une « robe à sarras bleu » — et non plus blanc — la couleur qu'il préconisait pour atténuer la fatigue visuelle. Et puis il y a la cornette et la robe pectorale de la sœur Bouvier, chevalier de la Légion d'honneur, morte à quatre-vingt-dix-sept ans en 1965, après soixante-quinze ans de service, et qui « aida à naître » 130 000 enfants. Et enfin une collection troublante de spéculum, de larynx (parfois on les gale au cuir), d'écarteurs, de tirettes, de canules, de curettes, de trépan, de bords de trépanation avec leurs mailles enroulées sur du velours, et le fameux couteau de Leriche à vingt ans de Leriche qui remonte la chaîne des grognards.

Aujourd'hui la place Bellecour a perdu son pouvoir thaumaturgique. Les grands prêtres ne sont plus invités à ne plus disperser leur art et leurs oracles. Et Michel Noir, médecin-nagère Edouard Herriot, s'apprête à réviser le musée hospitalier (6). Une nouvelle fois, l'Hôtel-Dieu est menacé de désaffection (il reste dans ce cinquième lit, par exemple, ce qui en fait un établissement à l'humaine), et vide de sa substance (on parle maintenant de conserver la Charité, mais on semble s'organiser pour que le bâtiment de Soufflot continue à imposer sa fonction rassurante).

Enfin — on vient de le découvrir — Monsieur de Sainte-Colombe faisait de la musique aux « enfants de la Charité » (7). La Charité a disparu. Toucher l'Hôtel-Dieu, c'est toucher les entrailles de la cité. Il s'agit bien de son centre « névralgique ». Lyon a toujours eu un faible pour ses docteurs. « La ville des médecins est plus saine que celle des autres hommes », avait remarqué Reverzy.

De notre envoyé spécial Régis Guyotat

- (1) 112 médecins dans les rues de Lyon, éditions Fondation Marcel Merieux et Institut Pasteur de Lyon.
- (2) Le Passage, Editions René Julliard, prix Renaudot 1974.
- (3) Place des Anglois, Editions René Julliard, 1956.
- (4) La médecine à Lyon, des origines à nos jours, sous la direction d'Alain Bouché, Fondation Merieux, édition Hervas, 1987.
- (5) Manuel de l'histoire graphique des hôpitaux de la médecine à Lyon, par J. Roussel (1959).
- (6) Un plan « stratégique » hospitalier a été adopté par le conseil d'administration des Hospices civils de Lyon le 28 février dernier. Il représente un investissement de 4,5 milliards de francs. Il prévoit une extension autour de trois pôles, avec en particulier le déménagement d'Edouard-Herriot vers le Vieux-Lyon et la désaffectation des deux célèbres établissements de l'Hôtel-Dieu et de l'Antiquaille (voir le Monde du 18 janvier 1992).
- (7) Le Monde du 18 janvier 1992.
- Le musée des Hospices civils de Lyon, sous le Petit Dôme de l'Hôtel-Dieu (entrée normale à l'hôpital, métro Bellecour), est ouvert les jours de 13 h 30 à 17 h 30, sauf le samedi et le dimanche et les jours fériés. Tél. : 78-37-36-46 ou 78-92-20-27.
- Les textes de Jean Reverzy ont été repris en 1977 par les éditions Flammarion, sous le titre Œuvres. Sa vie et son œuvre ont fait l'objet d'une thèse de doctorat en médecine d'Yves Buis, Jean Reverzy, médecin et écrivain lyonnais (1914-1958), Paris, 1984.

la nuit noire
la samba

avez de la



SANS VISA

Le Monde • Samedi 30 mai 1992 25

VOYAGE

des fièvres

Rio, nuit noire sur la samba

Suite de la page 21

Comme un enfant qui s'éveille au miracle du langage, Rio sera tout d'abord à la samba, n'aura plus d'yeux que pour elle, d'autre dieu qu'elle. Son carnaval jusqu'alors mis à l'index par une élite d'importation obtient droit de cité sous la pression de la rue. Il devient même, à partir de 1917, le symbole privilégié de l'identité de ce pays encore vert. Un fidèle reflet sonore que le jeune interprète provençal Darius Milhaud, alors secrétaire à Rio de l'ambassadeur Paul Claudel, se fera un point d'honneur de répercuter jusqu'au cœur de Paris. Grâce à son entourage, la samba, tout comme le tango argentin vers la même époque, prend ses lettres de noblesse dans la Ville-Lumière. Milhaud lui-même s'y met en composant *Scaramouche*, une samba francobouillarde

qui fera mouche! Par ricochet, la bourgeoisie locale, collée montée jusqu'à la phobie du bain de peuple, finit par s'incliner, tirer chapeau bas et entrer de plain-pied dans le carnaval. Désormais, Rio parle, prie, supplie et proteste en une seule langue, la samba. Parole donnée. Elle n'écrit pas son histoire ni ne dit sa vérité, elle les chante.

Déroulement Rio. Le Portugais André Gonçalves, qui, le 1^{er} janvier 1502, se risqua dans l'immense baie intérieure, croyait s'engager dans l'embouchure d'un fleuve: Rio, de Janeiro (le fleuve de janvier). Inspecté par Magellan (1519), la baie passe ensuite aux mains du huguenot Durand de Villegaignon qui s'empresse d'en faire un point d'ancrage de la France antarctique. Le projet tombe à l'eau lorsque les Portugais s'en emparent pour ne

plus lâcher prise (1567). La samba ne réécrit pas l'histoire, elle la revêt, convertissant le drame en carnaval. On meurt d'ailleurs au carnaval, ce champ de bataille de la joie furieuse, comme à la guerre.

Résidence du vice-roi et capitale du pays tout entier, Rio sera conforée à l'indépendance du Brésil en 1822 dans sa qualité de première ville de l'Empire. L'avènement de Pedro II d'Alcantara met la ville à l'heure du monde moderne. Sans coup férir, cet aristocrate cultivé interdit d'abord la traite des Noirs (1850) puis décrète l'affranchissement des esclaves (1888). Entre-temps, le Brésil glisse dans un tohu-bohu politique et social dont on ne soupçonne pas encore la gravité. Le choléra sévit, la fièvre jaune fait tache d'huile, l'émigration intérieure déjà ! - met

le pays sans dessus dessous. Rio passe de 67 550 habitants en 1800 à 522 650 en 1890 pour sauter à 2 millions en 1931 avant de s'effondrer sous 14 millions aujourd'hui.

Une ville obèse que son bas de laine ne peut nourrir que de riz et de haricots rouges. Mais elle ne porte que plus haut son oriflamme au moment où le jazz fait grand bruit: la samba vole de bouche en bouche, d'orchestre en radio, de disque en film. *Orfeu negro* de Marcel Camus arrache la palme d'or à Cannes (1959). *Ese Mundo é meu* (ce monde est mien) peut alors chanter Sergio Ricardo (alias Louf Mansour) tandis que Ze Kati prête sa voix à la *voz popular*, la voix royale: « Je suis la reine du terroir/Je suis la samba/native d'ici, de Rio de Janeiro/Je suis celle qui remplit d'allégresse/les millions de cœurs brésiliens. » Rio, cette Mecque du rythme, est fille de la samba. De Frank Sinatra à Bernard Lavilliers en passant par Ella Fitzgerald et Claude Nougaro, toute une génération d'étoiles du Nord aura fait le déplacement pour en chanter l'éclat.

Que la nouvelle Brésilia ravisse à Rio son titre de capitale en 1960 ne ternit nullement son blason. Elle a en propre le carnaval. Mais là où le bêt bête, c'est que, dans un pays

où tout le monde connaît la chanson de l'Histoire, la samba paraît déjà vieille puisqu'elle court sur ses cent ans. Mais surtout Paris l'abandonne en faveur de la lambada pure chimère du show-biz illégalément pourvue du cachet brésilien. New-York la boude d'autant plus injustement que Tom Jobrim et Joao Gilberto le roi et le prince de la samba, y ont élu domicile.

Rio sans la samba ne sera plus jamais Rio.

Rock, rap et lambada sont déjà en piste... de danse. Ils sont dans la place... Tiradentes, haut lieu de la bonne vieille samba: face à l'orchestre qui « arrose » la piste de l'*Estudantina*, la crainte du « *danado da samba* » (darné de la samba) vire sans appel au désarroi. Cascade de disco, flopée de rock, tombereau de lambadas éclaboussent un public jeune où, à défaut de sourire, la jeune fille exhibe sous la minijupe un slip « fil dentaire ». Suppliez pour respirer un air de samba, déguster un bol de bossa nova? Autant demander la lune dans la nuit américaine qui tombe sur la métropole.

Rio glisse ainsi à la dérive, s'éloignant sans cesse d'elle-même. Se dépouillant de son mythe en un streap-tease à deux sous, elle n'a plus d'image de soi. Trop de brutalité, trop peu d'éducation, beaucoup de drogue mais l'humeur reste inquiète. Rongée d'ailleurs, témoin impuissant de sa propre dérive, Rio sombre déjà dans l'*espiritismo*. Astrologue, médium, sorcier, gourou de yoga, maître du cri primal et grand maître de la transe s'agitent sous le regard absent d'un Etat hors jeu, au milieu de ce peuple si accueillant, si candide et si gai, entre la folie et la barbarie.

Le tableau noir déteint sur l'image d'Epinal. Un cliché d'exotisme dont la presse tire chaque jour un négatif de plus en plus hallucinant. Reste le paysage. Il faut alors surprendre Rio à son réveil, depuis son chevet de Corcovado. Le moment où, sous un ciel de nacre, le gracieux magma de Rio oscille entre l'or, le charbon et l'argent. Alors Rio passe encore comme une carte postale à la poste.

de notre envoyé spécial
Slimane Zeghidour

Pour vos vacances...

Ayez de la Suisse dans les idées

Plus d'informations : Minitel 3615 + Suisse

Pour vos vacances dans les idées...

... pour développer votre capital "Santé"

MAYOLINA

CH-3803 Barmen
CH-3803 Barmen/Interlaken
Tél. : 1941-3641 1474
Fax : 1941-3641 1303

Suisse

VACANCES EN SUISSE ITALIENNE

La vie en « villa » en l'honneur de se sentir vraiment chez soi dans l'un des derniers demeures d'époque de Locarno.

Chambres sur le lac avec bain ou douche, W.C. et balcon. Jardins, dépendances, vaste terrasse panoramique.

HÔTEL VILLA PALMERA
CH-6600 LOCARNO/LAC MAJEUR
Tél. : 19-41 93-33-14-41 ou 42

CH-1854 LEYSIN 1400 m
Alpes vaudoises

HÔTEL SYLVANA***

Sport. Détente. Randonnée pédestre.

Chambres tout confort.

T.V. demi-pens. dès FS 71,-

(env. FF 250,-) Famille Bonelli.

Tél. 19-41/2534-11-36

Fax. 19-41/2534-16-14

CH-8903 LUGANO

L'HÔTEL WASHINGTON***

Situation calme près gare et

centre-ville - Grand parc et parking

1/2 pension : FS. 82 à 89 par pers.

Tél. : (1941)9156-41-36

CH-1110 MORGES Lac Léman

HÔTEL DU MONT-BLANC AU LAC

Entre Lausanne et Genève, situation

tranquille sur les quais.

Hôtel d'affaires et vacances.

2 restaurants - terrasses.

Tél. : 19-41/21962 39 72

Fax : 19-41/21981 51 22

A 800 m sortie autoroute.

Hotel-Großschmied

CH-3822 Landerbrunnen

Paul von Allmen-Gerber

Téléphone 036-55-20-32/55-30-25.

Fax 036-55-28-50.

« Hôtel typiquement

suisse, du style chalet.

Situé à environ 5 minutes

de la gare. Chambres

confortables avec

bain/douche, W.C., radio

et téléphone. Partielles

chambres avec balcon et

TV. Ascenseur.

Vue directe sur la Jungfrau

et sur la cascade de Staub-

bach. Restaurant accueil-

lant, grill-room original, bar

« Raclette-Stöbli », ter-

rasse chauffée, joli restau-

rant de 100 places dans le

jardin. Excellente cuisine.

Spécialité de gibier.

Vaste parking. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE SUR LA JUNGFRAU

ET SUR LA CASCADE DE STAUB-

BACH. RESTAURANT ACCUEIL-

LANT, GRILL-ROOM ORIGINAL,

BAR « RACLETTE-STÖBLI », TER-

RASSE CHAUFFÉE, JOLI RESTAU-

RANT DE 100 PLACES DANS LE

JARDIN. EXCELLENTE CUISINE.

SPÉCIALITÉ DE GIBIER.

VASTE PARKING. »

VUE DIRECTE

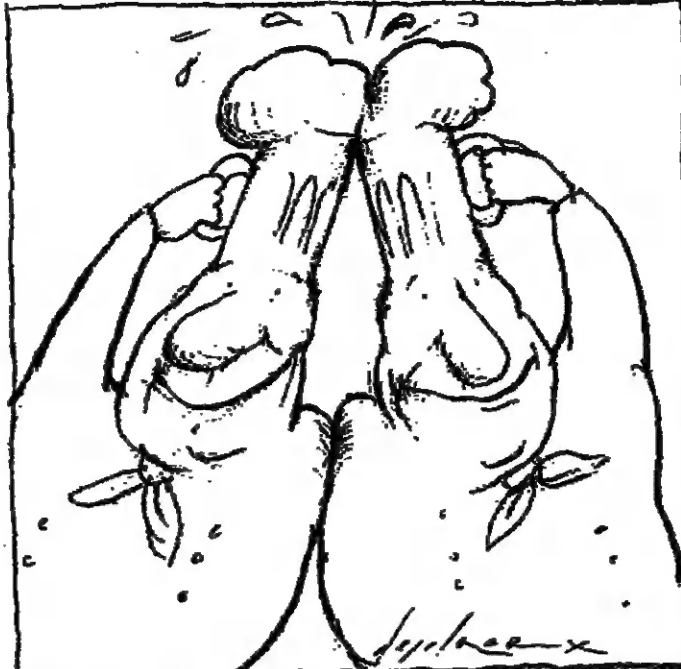
Gambrinus

L'ASSOCIATION des brasseurs de France entend, nous dit-on, « améliorer l'image de la bière ». Du coup, assure un confrère, la bière inspire des cuisiniers « à la recherche d'idées nouvelles » ! Peut-être n'auraient-ils qu'à s'inspirer des anciens ? Car enfin, depuis Jean I^{er}, dont les Belges ont fait Brabant, aurait inventé l'art de brasser la bière - sinon avant, puisque les Celtes et les Germains appréciaient la cerise son ancêtre, - la bière fut une boisson appréciée... et cuisinée. Il est même probable que le premier coq au vin, dans les pays du Nord, fut un coq à la bière.

Dans le nord de la France, la tradition demeure, tout comme celle de la carbonade. Et des fromages, boulette d'Avesnes en tête, sont affinés et lavés à la bière. Et Lancelot de Casteau, maître cuisinier des trois princes-évêques de Liège, don-

nait déjà, en l'an 1604, dans son *Ouverture de cuisine*, une recette de carpe à la bière.

En Allemagne, on sert encore la soupe à la bière (épice au poivre et au gingembre) telle qu'elle fut servie à la fin du seizième siècle lors d'un mariage de sept cents invités. En Angleterre, ils ont, entre autres, le fameux *welsh rarebit*. En Suisse et en Hollande, ils ont aussi des plats à la bière et, bien entendu, en Belgique. Ainsi que le remarquait un gourmet d'outre-Québec, elle y a servi « durant des siècles, comme aromate dans la cuisine bourgeoise et familiale ». Il ajoutait, citant le cher Raymond Oliver remarquant qu'il y a « des parfums hostiles les uns aux autres et d'autres dont la complexité fait merveille », que la gamme des bières régionales, en Belgique, permet les plats les plus heureux. Il y a quelques lustres, Raoul Morlegheem fut de ceux qui se penchèrent sur la question, retrouvant d'anciennes



recettes, en créant de nouvelles comme les filets de sole à la pale ale, le brochet à la gueuze lambic, un flan de poireaux à la bière d'Orval.

Sortant, à Bruxelles, du Musée de la bière qu'est, sur la Grand-Place, la Maison des brasseurs, je fredonnais la chanson de Léo Ferré : « Dis-moi fille du Nord, Le Bacchus (port de plaisance ;

nous voilà !

avec les airs tranquilles... me régalant à l'avance du dîner que j'allais faire : Délice des tonneaux (sorte de *welsh* à la bière de l'abbaye de Thélème), filets de sole Saint-Arnould et queue de bœuf Reifferscheidt, à la gueuze. Aux chefs français de jouer ! Je pense par exemple à Patrick Crotte en son Grenadin (44, rue de Naples ; tél. : 45-63-28-92 ; fermé samedi et dimanche), qui est tout à la fois remarquable cuisinier et amateur de bière. Il y en a d'autres, et les bonnes brasseries dont la bière est une spécialité devraient s'y mettre. Pourquoi pas, par exemple des œufs pochés... à la bière ? Dans son Guide international de la bière, Michel Lalca donne une recette de ratatouille à la bière qu'il appelle « ratatouille estivale ». Je la signale à Pierre Estival, chef du Métropole de Beaulieu. Et ce m'est occasion pour signaler aussi, là-bas, sur le port, l'ouverture d'un bar à vins, Le Bacchus (port de plaisance ;

tél. : 93-01-33-77), où l'on peut aussi sacrifier à Gambrinus puisqu'il s'y sert quatre-vingts marques de bière, dont certaines venues du Mexique, du Vietnam, d'autres nations dont on ne savait point que la bière y était estimée. On y conduit même les desserts, comme dans cette crème au chocolat « mexicaine » où le beurre légèrement sucré est travaillé en crème, enrichi de chocolat fondu et... de bière, jusqu'à ce que le mélange prenne consistance ! Mais après tout, Raymond Oliver liquéfiait sa pâte à crêpes d'un peu de bière avant de les cuire en poêle (sans beurre).

La Reynière

P.S. - En attendant que travaillent les imaginations, vous pourrez, à Paris, découvrir les plats à la bière (et les nombreuses bières de qualité) chez le lauréat du dernier prix Marco-Polo - Casanova : l'Entre-Sibérie, 29, avenue de Lowendal (15^e), tél. : 47-83-51-22, de la bière à la gueuze lambic au saubon à la kriek.

SAISON Les fraises

SANS les grands jardins botaniques, la fraise d'Europe, *Fragaria vesca*, ne serait qu'une plante vivace de la famille des rosacées, qui croît en touffes naines, au gré des bois et des champs. N'en déplaise à Bernard de Saint-Pierre pour qui le docteur un onzième siècle, en Europe, la fraise n'est qu'un fruit, certes délicieux, mais petit, que manants et gais jurons cueillent au bord du chemin, en mai, pour les délices des dames de qualité. Pour le naturaliste, la fraise n'est pas qu'un fruit. Ce n'est que le réceptacle hypertrophié, rouge, parfumé et savoureux de l'akène, le vrai fruit, ce grain minuscule qui parseme la pulpe. Diderot voit dans la fraise « la pointe humide d'un sein de nourrice » et le bien-aimé Chardin, son ami, peint le célèbre *Panier de fraises* des bois.

Tout commence en Virginie, où se trouve la *Fragaria virginiana*. De bienveillants coureurs de prairies la rapportent en Angleterre, comme en France. Mais on ne sait que faire de cette modeste beauté pudique que son caractère génétique empêche de marier à la fraise des bois, petit Chaperon rouge. Alors, en 1712, l'illustre Amédée François Frézier - le bien nommé - officier de marine éclairé et botaniste chargé de relevés géographiques au large des côtes du Chili, rapporte à Brest quelques plants d'un étonnant fraiseur aux fruits énormes et délicieux. C'est la *Fragaria chilensis*.

Les plants sont alors remis, comme il se doit, au jardin des Plantes, à Paris. Philippe Miller, jardinier au Chelsea Physic Garden, et recueille les siennes au Hortus botanicus d'Amsterdam, en 1727. Aujourd'hui encore, le Hortus botanicus (Plantage Middenlaan 21, Amsterdam), présente une collection de 250 000 plantes, dans un cadre de conte de fées. A l'Ecole botanique du Jardin des Plantes à Paris, on peut admirer les variétés anciennes amoureusement entretenues, malgré l'indigence des crédits. Le botaniste

Duchene réalise une hybridation qui marie la taille de *Chilensis* avec la couleur et la saveur de la virginienne. La Révolution profita de ce prodige et la Perfidie Albion mit sur le marché, en 1821, la « Keen's seedling ». Les Anglais insatiables faisaient venir leurs lances à son retour du Chili. Et l'ouverture du chemin de fer Paris-Brest en 1865 permit à la merveille de Plougastel d'arriver à Paris, pendant que des bateaux entiers partaient pour Plymouth.

La fraise précoce vient maintenant d'Espagne, dès le début, mais avec le goût, la saveur et la consistance que l'on sait. La meilleure manière de consommer des fraises hors saison est de se procurer celles, excellentes, de Vera Winterfeld, chez Betjeman and Barton (23, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 42-65-86-17).

Comme tous les fruits que nous consommons, un perpétuel changement de variétés aboutit souvent à l'uniformité. Le patrimoine génétique de la fraise doit, certes, être périodiquement régénéré, mais pas au seul profit de qualités supposées de rendement, de conservation ou d'aspect. Le plant est issu de la culture *in vitro* des cellules du méristème, la même culture miracle qui produit en masse les orchidées. Aujourd'hui, nous avons vu arriver la « Guelette », produit de l'INRA (France). Elle vient du Lot-et-Garonne, de la Provence, du val de Loire et elle est identique. Seul le sourire de la marchande fait la différence. Saurons-nous discerner la « Gorella » de Wageningen (Hollande) ? C'est pourtant l'une des variétés - plus tardive - parmi les plus cultivées en France et en Europe.

Dans les années 70 l'on comptait quatre-vingt-douze variétés de fraises recensées en France. Seules vingt-quatre y figurent encore. Cinquante-six variétés nouvelles ont été créées. Disparue à jamais la « Morère » dont l'Almanach de Coccagne de 1920 recommandait l'envoi pour la recette de la « fraise des gourmets » ? On se

consolera à l'Auberge de Condé (1, avenue de Montmirail 77260 La Ferté-sous-Jouarre. Tél. : 60-22-00-07) avec la belle « tulipe de fraises au Grand Marnier » d'Emile Tingaud, inspirée de cette ancienne préparation. En cherchant bien, on trouve la « Superbe remontante Delbard ». Les pays de création horticole restent la France et la Hollande. Au Relais Vermeer (218, faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 49-53-03-03), restaurant de l'Hôtel Golf Tulip (groupe KLM), le chef - français - agrémenté chaque dessert - même une excellente crème brûlée aux noix - d'une fraise décorative. Table nordique au demeurent excellente et calme.

Les grands fraisiéristes français se nomment Marionnet à Soings-en-Sologne, Darbonne à Milly-la-Forêt, Delbard à Malicorne (1). Sur les marchés de printemps on trouvera plus sûrement la « Fajaro » de Provence, l'« Elanta » du mois de mai, la « Selva », fraise de l'état indien, que la « Fraise des quatre saisons » : *Fragaria vesca semperflorens*. Fraiser remontant, il se reproduit par édat ou stolon. On le trouve dans les jardins particuliers, ou les jardins de curé. Car les « Fraises des quatre saisons » sont le plaisir de l'enfance, un souvenir, comme la fête des fraises et l'élection de sa « rosière » à Bièvres. « Comme nous avons été enfant avant que d'être homme », écrit Descartes. Le privilège du goût est aussi celui des culottes courtes et des gastronomes en herbe. Il ne leur est pas donné tous les jours d'apprécier les fraises saisonnières au vinaigre balsamique dont se régalaient leurs parents chez l'audacieux Alain Pessard, à l'Arpège.

Jean-Claude Ribaut

(1) Liste non restrictive. Consulter *Réussites des fraisières*, de Louis Giordano, Dargaud éditeur, 1988.

Semaine gourmande

Château de Divonne à Divonne-les-Bains

Cette historique demeure, dont M. Traversac a fait, avec Fabrice Mercier son directeur, un des fleurons des Relais et châteaux, vient d'ouvrir sa « saison » avec un nouveau chef, l'excellent Michel de Metz. Outre les menus « Parfums et saveur du duché de Savoie » découvrez le foie gras en mille-feuille avec sa bricole aux figues, la chartraise de saison fumée et ses blinis ornés et ses quiches à la crème, le vin blanc de Gex et de Bresse et leur verre de vin jaune, puis les desserts, excellents comme le reste. Bonne cave. Compter de 600 F à 700 F.

► Château de Divonne, à Divonne-les-Bains (01220), route de Gex. Tél. : 60-20-00-32. Fermé mardi et mercredi midi, sauf juillet et août. CB.

L'Hôtel de Paris-Jacquemart à Moulins

Rauch de Roberti, qui aimait le restaurant de ce nom, ayant repris le célèbre Hôtel de Paris, y a transporté cette « enseigne ». L'Hôtel de Paris-Jacquemart, donc, propose, dans le cadre élégant et clair que l'on sait, des menus de 160 F à 400 F et une carte (compter de 450 F à 550 F) où le foie gras landais, les papillotes de homard à la verveine, le pigeon poêlé au jus d'agrumes et le soufflé chocolat extra-bûche crème de pistache vous séduisent toujours, soulignés-je, avec quelques plats bourbonnais. Grande cave et aimable accueil.

► L'Hôtel de Paris-Jacquemart, 21, rue de Paris, à Moulins (03000). Tél. : 70-44-00-58. Fermé dimanche soir et lundi. AE-DC-CB.

Le Cobb à Ploërmel

Viel hôtel du centre ville « revu et aménagé » par François Craud, excellent cuisinier qui mieux est. Menus à 99 F, 180 F et 210 F et carte (compter 300 F). Cobb est une ville de l'Eure jumelée avec Ploërmel : la lotte misonnée au foie gras, les piccata de porc aux deux agnons.

► Le Cobb, 10, rue des Forges, à Ploërmel (56800). Tél. : 97-74-00-49. Fermé mardi soir. CB.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Ardèche

07520 LA LOUVÈRE
HÔTEL LE MONARQUE**
LOGIS DE FRANCE
Séjour touristique et chaleureux.
Tél. : 75-67-80-44.

Côte d'Azur

06500 MENTON
HÔTEL VILLA NEW-YORK**
FORFAIT SOLEIL, 7 1/2 nuits en 1/2 pers.
Grand confort. TV couleur, climatisé, tél. Vue panoramique, jardin exotique. Parking clos. LA TRANQUILLITÉ à 100 m des plages.
Tél. : 93-39-78-09. Doc. Fax : 93-38-95-07.

Nice

HÔTEL VICTORIA**
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, climatisé. Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
Soleil, calme, toutes randonnées
Dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92-45-83-71.
Fax : 92-45-82-58

Paris

PORTE DES LILAS
HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Chambres insonorisées (310 F à 360 F)
Petit déjeuner à 25 F
TV couleur. Tél. direct, minibar.

Sorbonne

HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c.
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Provence

DRÔME PROVENCALE
Dans les oliviers, très calme, site exceptionnel. Chambres et appartements av. Jacuzzi, Terras, TV, tél. dir., musc., pisc., 1/2 pers. à partir de 360 F.
Auberge Vieux villages d'Ardèche, 26110 Nyons.
Tél. : 75-26-12-89. Fax : 75-26-38-10.

Surcouf

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLE DES CHAMPS
« EN LOUIS UN FRANC »
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24500 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 33-39-95-94 - Fax : 33-38-42-96.

Grenadines

CANOUAN
Ile préservée
Le rêve des mers du Sud.
Le sable blanc, les cocotiers, le bleu turquoise, le soleil.
ROBINSON TOUT CONFORT
CANOUAN BEACH HOTEL
Minibar : 3615 CBH
Tél. : 16 (11) 34-86-41-02

Italie

VENISE
Hôtel LA FENICE
ET DES ARTISTES**
San Marco N. 1936
Tél. : (41) 52-32-333 Fax. 52-03-721
et son restaurant
nouvelle ambiance « bohème »
Taverna LA FENICE
Tél. : (41) 52-32-856 Fax. 52-37-866.

TOURISME

CANADA en ONTARIO
Stage cours d'anglais et golf
14 à 18 ans - 9 au 31 juillet
Excursions, hébergement en famille.
Encadrement et cours par professionnels.
GOLF ÉVASIONS, 6, rue de Solferino, 75007 Paris. Tél. : (1) 47-53-89-21.

TOURISME

VENISE
à LOUER
APPARTEMENTS aménagés
sur GRAND CANAL et Central
pour long week-end, semaine et plus
2/4 pers. - transport/séjours/hôtels
Vivre à Venise
6, rue de Solferino 75007 Paris
Tél. : (1) 47-53-89-21.

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE BRUT MILLÉSIMÉ ET ROSÉ

« les Almanachs »
51490 Vendeuvre
Tél. : 26-58-43-37. Fax : 26-58-63-46.
« Cuvée LE RÉGÉNÉRATEUR Brut 1985 »
Offre spéciale
PROMO - Tarif/demande, visite rendez-vous.

CHAMPAGNES SANGER & VAUBECOURT

Lycée Viticole - 51190 AVIZE
Prestige - Millésimes - Rosé
Blanc de Blancs - Brut - Demi-sec
Tarif sur demande.
Tél. : 26-57-79-79.
Visite des caves sur rendez-vous.

Le Monde ÉDITIONS

AUTOUR D'UN PLAT

Les chroniques de La Reynière
à la sauce Desclozeaux

EN VENTE EN LIBRAIRIE

RANDONNÉES EXPÉDITIONS
VOYAGES...
VERS LES GRANDS ESPACES
SAHARA - AFRIQUE - MÉDITERRANÉE - YEMEN etc...
NOMADE
Doc. gratuits : 50 av. des Terrains 75017 Paris 43.42.45.45

Débarcadères des espoirs et réceptacles des espoirs, les grandes gares parisiennes gardent en mémoire les sentiments de ceux qu'elles ont vus arriver ou partir, consignaient les rencontres et les séparations et racontent le roman de la vie. Voyage avec un ticket de quai.

Il ne faudrait jamais, pour un Parisien, laisser passer une journée sans aller dans une gare. C'est là que l'on trouve, sans doute, la possibilité de retrouver ses propres traces. Et comme les terminus du «chemin de fer», ainsi qu'on devait le dire au temps des locomotives à vapeur, font nombre dans la capitale, on peut choisir le sien, par proximité, préférence, ou mémoire des origines géographiques de sa famille.

Oui, entrer, pour y sentir en soi, comme chez les autres, une intimité de cathédrale; y marcher, comme dans un parc, car quelques-unes de ces gares, celles de Lyon ou de Montparnasse, sont plus vastes que les jardins du Luxembourg ou du Palais-Royal; y saisir tout ce qui fait le charme de la rue, les échoppes et la foule, les grognons et les amoureux, les jeux de lumière et d'ombre, les facilités de l'administration aux guichets et les rondes des agents de police; s'y asseoir à l'abri, mais encore à l'air libre, sous un plafond de verrières et de poutrelles qui tutoie haut le ciel; y goûter le bruit, tellement spécifique, vacarme de grincements d'essieux, de plaintes d'acier, d'annonces inaudibles par haut-parleur et de questions inquiètes. «Pardon, le train pour Périgueux?»

Surtout, hésiter avec ceux qui arrivent ou doivent partir, et qui, même souriants, paraissent toujours un peu avancer comme à regret, prendre sur eux, parce que dehors la ville attend, ou a trop attendu, dans l'autre sens, celui des départs, et les a rejetés, même symboliquement. C'est cela : vue d'une gare, Paris passe forcément pour une rude épreuve, et ces halls avec leur horizon resserré de balais urbains ressemblent, même les jours d'exil estival, à des refuges précaires, ultimes, en territoire inconnu. Quelque chose pèse, la ville assurément, les malices de l'histoire du rail ayant reculé ces bouts de ligne jusqu'à l'extrême limite, jusque dans l'œil du cyclone. Montparnasse, la gare du Nord, celle de l'Est à mi-pente, en panoramique, afin que nul n'ignore, au premier regard, que la capitale ne plait pas. Austerlitz et la gare de Lyon au bord du fleuve, Saint-Lazare à deux pas de l'Opéra... Autant dire que l'adaptation progressive est proscrite. Il faut, ou il a fallu, plonger, et combattre, et, de toutes façons, se perdre un peu.

Les aéroports, les autoroutes sont plus compréhensifs, pour l'arrivant ou le partant, choisissant la méthode du dépaysement pédagogique : la campagne, comme en France, puis la banlieue, Paris, d'abord par sa périphérie; et dans l'autre sens, donc, le temps d'effacer ses meurtrissures, de récupérer avant de faire bonne figure à l'embarquement ou à la première station-service. Les gares vous jettent dans le chaudron, et ce n'est pas sans effet sur l'atmosphère du hall. Le voyageur de Toulon ou de Béziers ne dispose guère, gare de Lyon, que d'une cinquantaine de mètres, entre le wagon à quai et la rue, pour ravaler ses appréhensions, regretter ses plateaux, ou décider sur-le-champ de reprendre un train.

Longtemps, ceux qui posaient le pied à quai, après avoir ruiné le deuil de leur province tout au long d'un interminable voyage, trouvaient juste assez de courage pour courir au premier hôtel venu et, de longues semaines plus tard, s'enhardir à louer un appartement deux rues plus loin, à portée du bruit de la gare et du chenal de leur nostalgie. Prêts à la fuite si l'aventure parisienne venait à mal tourner.

Aujourd'hui, les Bretons n'habitent plus le quartier de Montparnasse et les Méridionaux ont réussi à s'éloigner de la gare de Lyon. Mais les gares demeurent l'observatoire idéal de ce que nous sommes à la ville. Des gens en partance, ou éternellement débarqués de la veille, même si nous résidons à Paris depuis vingt ans, même si nous pensons ne jamais quitter la capitale. Au fond, même nés sur place, des Parisiens par accommodation, des provinciaux transplantés, et c'est ce que ces halls transpirent si fort. La province finit là, et non sans regret, où commence la ville. A chaque départ, à chaque arrivée d'un

train, persiste le même sentiment de confusion nationale. Pertes d'identité, même provisoires, par milliers à la journée. Mérites respectifs de la vie à la campagne et à la ville. Remords ou satisfaction d'avoir choisi d'être de là et pas d'ailleurs. Les TGV, si étranges sous les verrières tapissées de suite, n'ont rien changé d'autre à l'affaire que la vitesse de déplacement des questions.

Les placements au cœur demeurent. Si les arrivants temporisent parfois, même à l'heure de la cohue pour les taxis, si les partants tournent tant en rond, consultant dix fois le même horaire, les couples se cherchent querelle pour mieux se sentir deux, les vieux exagérant leurs craintes de manquer le train, les jeunes parlant trop fort, les habitués de la ligne adoptant les rites négligents des aéroports, c'est bien que les gares parisiennes imposent toujours un certain souvenir de soi, et qu'il faut en repasser par là, ne serait-ce que pour dix minutes.

Même ripolinées, même modernes et fonctionnelles comme Montparnasse, les gares restent des lieux d'exode, et les passagers, malgré eux, se comportent souvent en déracinés, volontaires ou contrainsts. Aux terrasses des cafés, on serre le caddie de son bagage contre soi. Par peur du vol. Aussi, parce qu'à cet instant précis ces valises pourraient être un dernier bien en ce monde. Aussi, parce qu'il y a très longtemps que qu'un, ailleurs, vous a recommandé de faire bien attention, à votre arrivée, et que la grande ville n'était pas sûre.

Ceux qui, au départ, arrivent pile à l'heure de leur train, sont des voyageurs rompus ou organisés. Ils fuient, aussi, tous ces sou-

venirs qui rejaillissent pour peu que cette salle ait le temps de vous étourdir par sa vocation profonde. Attendre, compter trop large vous condamnant au film de votre chronique intime. La première fois... Le premier voyage à Paris, pour ce stage d'entreprise qui nécessitait votre rupture avec la montagne. C'est ici même que vous avez compris que vous alliez refuser l'embauche proposée. Et cette fille rencontrée à la mer? Un déjeuner, en face de la gare, avait suffi à vous remettre les idées en place. Vous aviez même renoncé à l'attirer à l'hôtel. Et ceux qu'on a laissés derrière soi, loin en France, pour sa conquête de Paris. La conquête a dû se révéler médiocre, car l'on se surprend à repenser à ceux de Perpignan ou de Cluses, même si ce départ-ci vous conduit à Besançon.

Beaucoup de gens n'aiment pas les gares, et vous laissez à la porte du hall. «Tu sais bien que je déteste les adieux sur les quais...» C'est pour vous, mais aussi pour des fantômes qui ne sont pas de votre histoire. Des adieux qu'on avait pris pour de simples au-revoir. Des retrouvailles moins douces qu'espérées. Des baisers fadés. Beaucoup de gens n'aiment pas les gares, et les gares le savent. Sinon, pourquoi y trouverait-on autant de «points d'accueil», de bureaux portant la mention «SOS-Voyageurs»? L'anxiété, même discrète, y est permanente, bien sûr en raison de cette très ancienne crainte d'arriver trop tard, davantage encore par le resac de trop de coups de canif dans les destinées. La France est pays du rail, et les désillusions, les amertumes ont toujours été transportées par train.

Beaucoup de gens, oui, mais

après tout, ils ont peut-être tort. Comme nos souvenirs nous sont familiers, les gares, si bien placées à la croisée des chemins, ont fini par le devenir aussi. Leur atmosphère comme leur architecture ou leur organisation intérieure reçoivent manifestement aux ravalements. La SNCF multiplie, gare de Lyon ou gare de l'Est, les efforts pour donner un peu de sens à ces salles des pas perdus. Les guichets clignotent. Les cartes de crédit sont acceptées. On flâne, on oriente, on propose des fleurs à l'achat, des boutiques. Les bureaux d'information siègent au milieu du hall. A droite, les loueurs de voitures, à gauche la liste des hôtels. Rien n'y fait. La gare reste à son désordre, à ses couleurs sombres d'errance, sans doute parce que, à ressembler à un aéroport, elle perdrait sa vocation de collectionneuse de désarrois.

Ailleurs, nous parlerions d'arnaque à voir les urinoirs taxés à 2 francs. L'administration serait dénoncée pour oser afficher un tel panneau : «Toilettes ouvertes de 7 h 30 à 10 h 30 et de 14 h 30 à 19 h 30, sauf dimanche et fêtes.» Dans une gare, nous devrions en sourire. Car, plus que des absurdités, de tels signes nous paraissent plutôt constitués d'une certaine histoire nationale, d'une permanence des choses. Nous serions déçus si le sandwich avait du goût, le café assez de café, le garçon des déférences d'aéroport. Les buffets de gare ont-ils, un jour, été des salons de thé?

Si cette impression d'exode semble si forte, en amont des quais, sans doute doit-elle, aussi, être fraternelle. Bien sûr, les gares nous parlent encore des trains de guerre, à l'aller et au retour, des trains d'exil définitif, des trains

Le voyageur de Toulon ou de Béziers ne dispose guère, gare de Lyon, que d'une cinquantaine de mètres pour regretter ses plateaux.



d'avant le bateau pour l'Algérie. Mais la rengaine du rail a surtout comptabilisé, comme le dit une passagère de Saint-Lazare, «les petits départs», ceux qui rentrent de nos vies, alors que l'avion nous en extrait. Les départs pour la France, à un voyage à Venise près, avec retours rapides. De la ville aux champs. Du passé au présent, en quelques heures de battements de boogies.

Ces fréquences courtes contiennent aussi des souvenirs heureux, le temps, pas si lointain où vendredi était encore jour de poisson, où l'on maria enfin la cousine Berthe. La fois où, les trains arrivant à l'heure, un fils fut encore embrassé son père qui s'en allait, dans un hôpital, pour un grand voyage. Et tous ces mois d'août qui laissaient les maris à quai!

Le poids du pays bar aussi, aux grandes dates nationales, à l'approche des plages d'autoroute et dans les aéroports. Pas avec la même sensation de proximité. Pas au cœur même d'une capitale qui se croit seule au monde. Dans les gares, il y a des grands-mères qui sourient toutes seules. Elles ont vu leur fille, leurs petits-enfants, et peuvent redescendre vers Cahors, l'esprit en paix. Dans les gares, les vieux sont très nombreux, sans doute parce que, après avoir mis tant de temps à accepter le chemin de fer, ils exploitent l'acquis de l'audace d'une vie. Peut-être, aussi, pour ne pas déranger un gendre qui supporterait mal de devoir les reconduire à l'aéroport, peut-être parce qu'ils pressent les jeux de mémoire, et que la mémoire, dans les gares...

Au fond, ces six stations sont d'utilité publique, bien au-delà de leur fonction, et il fait bon y retourner, même sans billet : avec bienveillance, elles remettent la ville à sa place, lui évitent les enfures d'ego. Les gares, comme leurs voyageurs, expriment une modestie que l'aéroport, urbaniste en diable, combat résolument. Même au temps du TGV, les terminus parisiennes racontent une ville plus complexe, qui connaît encore le nom des saisons, qui sait ce qu'il faut de courage pour arriver là, ou en repartir.

Paris, comptoir des solitudes? Vue d'une gare, assurément. D'un train, la fusée orange qui met le pont d'Avignon à quatre heures du Pont-Neuf ou bien le Nevers-Moulins-Saint-Germain-des-Fossés-Vichy-Riom-Clermont-Ferrand qui prend le temps qu'il convient, d'un train s'éjectent une immense majorité de personnes seules, qui marchent trop vite au devant des amants, des parents, des époux, venus, les yeux brillants, attendre leur passager préféré, et qui font mur, au bout du quai. Les embrassades ne sont pas pour le gros de la troupe, et c'est toujours une petite épreuve, ou une grosse dont on ne s'est jamais remis, ce franchissement de la haie de tendresse. Les gares sont ainsi, et c'est sans doute pourquoi on leur reste fidèle, quelques scènes de bonheur, quelques chuchotés à l'oreille, encore des baisers, sous une immense ne d'incertitudes.

Philippe Boggi